Conto Corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

Anno LXVII — **Roma — Martedì, 13 luglio 1926** — **Numero 160**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

Numero di pubblicazione

LEGGI E DECRETI

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

BANDI DI CONCORSO

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione 1465.

LEGGE 31 gennaio 1926, n. 1119.

Conversione in legge del decreto-legge 14 marzo 1924, n. 342, che dà esecuzione al Trattato di commercio e di navigazione e alla Convenzione doganale, stipulati in Roma il 7 febbraio 1924 fra l'Italia e l'Unione delle Repubbliche soviettiste socialiste.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge in data 14 marzo 1924, n. 342, col quale è data esecuzione ai seguenti due atti internazionali stipulati in Roma il 7 febbraio 1924 fra l'Italia e l'Unione delle Repubbliche soviettiste socialiste:

1° Trattato di commercio e di navigazione, con l'annesso protocollo finale;

2° Convenzione doganale.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 gennaio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — ROCCO — VOLPI — BELLUZZO — CIANO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Convention douanière entre l'Italie et l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes, désidereux de favoriser dans toute la mesure du possible les relations économiques entre leurs deux Pays, ont décidé de conclure une Convention douanière, basée sur le principe de la compensation réciproque en ce qui concerne les réductions des droits d'importation et d'exportation, accordées de part et d'autre, et ont nommés a cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Exc. Benito Mussolini, Son Président du Conseil, Ministre pour l'intérieur et par interim des affaires étrangères;

Le Gouvernement de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes:

Monsieur Nicolas Jordanski, Représentant Plénipotentiaire de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes en Italie;

Monsieur Jacques Janson, Membre du Comité Exécutif Central de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1.

Les produits naturels ou fabriqués, d'origine et en provenance de l'Italie, énumérés à la liste Annexe *A*, jointe à la présente Convention, bénéficieront, pendant toute la durée de la convention, des pourcentages de réduction, indiqués dans ledit Annexe *A*.

Si par des circonstances économiques exceptionnelles le Gouvernement de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes était amené à augmenter les droits afférants aux produits, énumérés au dit Annexe *A*, soit modifiant les droits de base, soit instituant ou augmentant des coefficients ou surtaxes quelconques, ledit Gouvernement s'engage à entrer en pourparlers avec le Gouvernement d'Italie dans le but d'établir les remèdes pour ne pas préjudicier aux intérêts italiens.

Les produits naturels ou fabriqués, d'origine et en provenance de l'Union, énumérés dans la liste Annexe *B*, jointe à la présente convention, ne seront pas soumis à leur importation en Italie, pendant toute la durée de la convention, à des droits, y compris les coefficients, autres ou plus élevés, que ceux fixés dans le dit Annexe *B*.

Si par des circonstances économiques exceptionnelles le Gouvernement de l'Italie était amené à augmenter les droits ou les coefficients afférants aux produits énumérés audit Annexe *B*, soit modifiant les droits de base, soit instituant ou augmentant des coefficients ou surtaxes quelconques, il s'engage à entrer en pourparlers avec le Gouvernement de l'Union dans le but d'établir les remèdes pour ne pas prejudicier aux intérêts de l'Union.

Art. 2.

Les produits, énumérés à la liste *A* et les produits naturels ou fabriqués, d'origine et en provenance de l'Italie, énumérés à la liste Annexe *C*, ne pourront dans aucun cas être soumis, en ce qui concerne les droits de douane et les coefficients ou surtaxes, ou sous un autre rapport quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires d'un tiers Pays quelconque.

Les produits, énumérés à la liste *B* et les produits naturels ou fabriqué d'origine et en provenance de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes, énumérés dans la liste Annexe *D*, ne pourront dans aucun cas être soumis, en ce qui concerne les droits de douane et les coefficients ou surtaxes, ou sous un autre rapport quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires d'un tiers Pays quelconque.

Art. 3.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie qui ne sont pas énumérés dans les listes *A* et *C*, acquitteront, à leur entrée dans le territoire de l'Union, les droits du tarif général de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes. Toutefois, si quelques réductions des droits de douane étaient accordées à un pays quelconque sur les marchandises intéressant la production italienne, le Gouvernement de l'Union examinera de l'esprit le plus bienveillant la demande du Gouvernement italien pour

l'extension des réductions susdites aux marchandises similaires italiennes.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Union, qui ne sont pas énumérés dans les listes Annexes *B* et *D*, acquitteront, à leur entrée dans le territoire italien, les droits du tarif général italien. Toutefois, si quelques réductions des droits de douane étaient accordées à un pays quelconque sur les marchandises intéressant la production de l'Union, le Gouvernement italien examinera de l'exprit le plus bienveillant la demande de l'Union pour l'extension des réductions susdites aux marchandises de l'Union.

Art. 4.

Le droits de sortie pour les produits, indiqués à la liste Annexe *E*, ci-jointe, exportés de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes vers l'Italie, bénéficieront, pendant toute la durée de la convention, des pourcentages des réduction indiqués dans l'Annexe *E*.

Si par des circonstances économiques exceptionnelles le Gouvernement de l'Union était amené à augmenter les droits de sortie afférants aux produits, énumérés à la liste Annexe *E*, soit modifiant les droits de base, soit instituant ou augmentant des coefficients ou des surtaxes quelconques, il s'engage à entrer en pourparlers avec le Gouvernement italien dans le but d'établir les remèdes pour ne pas préjudicier aux intérêts italiens.

Art. 5.

A l'exportation vers l'Italie, il ne sera perçu dans l'Union des Répupbliques Sovietistes Socialistes et à l'exportation vers l'Union il ne sera perçu en Italie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie ou taxes d'autre nature, qu'à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

De même, toute autre faveur accordée par l'une des deux Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard des droits et taxes d'exportation, sera immédiatement et sans conditions, étendue à l'autre.

Art. 6.

Quant à la garantie, à la perception des droits, et aux autres formalités douanières à l'importation et à l'exportation, chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de tout faveur que l'une d'elles accorde ou pourrait accorder à l'avenir à une tierce Puissance quelconque.

Art. 7.

Les dispositions des articles précédents ne sont point applicables:

a) aux faveurs, que chacune des deux Parties contractantes ait accordées ou accorderait à l'avenir à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière;

b) aux obligations, imposées à l'une ou l'autre des Parties contractantes par une union douanière, déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir;

c) aux avantages préférentiels, que l'Italie ait accordés ou pourrait accorder à l'avenir à ses Colonies, Protectorats ou Possessions;

d) aux avantages préférentiels, que l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes ait accordés ou pourrait accorder à l'avenir aux Etats dont le territoire, à la date du 1er août 1914, faisait, sous tous les rapports, partie de l'ancien Empire de la Russie, et qui étaient soumis au tarif douanier dudit Empire et aux pays continentaux limitrophes de l'Asie.

Art. 8.

Les taxes intérieures de production, de fabrication ou de consommation, qui soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des Administrations municipales ou corporations, grèvent ou grèveront les produits de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes ne pourront frapper, sous aucun motif, ni d'un taux plus élevé ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires d'origine et en provenance de l'Italie, énumérés aux listes annexes *A* et *C*.

De même les taxes intérieures de production, de fabrication ou de consommation qui, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des Administrations municipales, ou corporations, grèvent ou grèveront les produits italiens, ne pourront frapper, sous aucun motif, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires d'origine et en provenance de l'Union, énumérés aux listes annexes *B* et *D*.

Art. 9.

Si l'une des Parties contractantes frappe des produits d'une tiers Pays de droits plus élevés que ceux applicables aux mêmes produits originaires et en provenance de l'autre Partie, ou si elle soumet les marchandises d'un tiers Pays à des prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux mêmes marchandises de l'autre Partie contractante, elle est autorisée, dans le cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits les plus réduits aux produits provenant de l'autre Partie, ou leur admission à l'entrée, de la présentation de certificats d'origine, délivrés par les autorités qui seront, à cet effet, designées d'accord entre les deux Gouvernements.

Chacune des deux Parties prendra ses mesures, afin que le commerce ne soit entravé ni par des formalités non nécessaires, lors de la délivrance desdits certificats d'origine, ni par des taxes trop élevées.

Art. 10.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt possible, et au plus tard dans le délai d'un mois à partir du jour de la signature.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant trois années.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signée et revêtue de leurs cachets.

Fai à Rome, en double expédition, le 7 février 1924.

(*L. S.*) BENITO MUSSOLINI.

(*L. S.*) NIC. JORDANSKY.
(*L. S.*) J. JANSON.

ANNEXE 4.

Tarif des droits à l'entrée dans l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes.

Numéro du tarif de l'Union	DENOMINATION DES MARCHANDISES	Pourcentage de réduction
ex 6-1	Fruits et baies frais ou salés, ou conservés, non spécialement dénommés	60 %
6-2	Limons, citrons et cédrats	75 %
6-3	Oranges, oranges amères et mandarines	60 %
ex 6-4	Pêches, abricots et raisin frais	75 %
ex 7	Figues sèches et autres fruits et baies secs de toute espèce	60 %
8	Ecorces de limons, citrons, cédrats, oranges et oranges amères, sèches ou en saumure	60 %
ex 11-2	Amandes avec coque et sans coque	30 %
ex 13	Conserve de tomates, importée en récipients hermétiquement fermés et en d'autres récipients de toute sorte	40 %
ex 28	Vin de raisin:	
	ex 1. en fûtailles et autres récipients:	
	b) d'une teneur alcoolique de 13°,5 jusqu'à 20° inclusivement	50 %
	ex a) et ex b) Vermouth et marsala d'une teneur alcoolique jusqu'à 20°, inclusivement	75 %
	2. en bouteilles ou en autres petits récipients:	
	ex a) Vermouth et marsala d'une teneur alcoolique jusqu'à 20° inclusivement	75 %
58-5 a)	Liège: brut et en déchets	100 %
60	Liège ouvré.	
	1. en tablettes et en cubes	2 %
	2. en bouchons pour bouteilles, non associé à d'autres matièrés; en bouchons pour tonneaux et en autres objets de toute sorte, non dénommés	33 %
	3. en ouvrages de déchets de liège, même associé à d'autres matières	2 %
ex 64-3 b)	Tresses en paille et en copeau	60 %
ex 66-7	Marbre de toute sorte et albâtre, même à surface sciée ou polie mais non lissée:	
	en blocs et morceaux de toute épaisseur	100 %
	en tables:	
	a) d'une épaisseur supérieure à 15 cm.	33 %
	b) d'une épaisseur de 15 cm. ou moins	65 %
ex 71-2	Pierre ponce naturelle en morceaux	2 %
ex 71-4	Pierre ponce naturelle moulue, broyée ou autrement réduite en petits morceaux, même agglomerée en blocs.	2 %

Numéro du tarif de l'Union	DENOMINATION DES MARCHANDISES	Pourcentage de réduction
ex 88	Caoutchouc, guttapercha et balata et leurs ouvrages:	
	3. Caoutchouc élastique mou et caoutchouc liquide:	
	a) fils de caoutchouc élastique	50 %
	ex b) caoutchouc élastique en feuilles et tables; ouvrages de caoutchouc élastique mou non dénommés, de toute sorte, non associés à d'autres matières	50 %
	c) biberons et téterelles en caoutchouc, ouvrages en caoutchouc sans couture, ouvrages de toute sorte, non dénommés, en caoutchouc élastique associé à d'autres matières	50 %
	6. Caoutchouc en feuilles même avec couches de tissus, tubes, tranches pour transportateurs même associés avec des tissus et des fils de fer	50 %
	7. Courroies de transmission en caoutchouc	50 %
	8. Caoutchouc durci:	
	a) feuilles, pains, barres, tuyaux même coupés et lissés	2 %
	b) articles non dénommés, même associés avec d'autres matières, petites caisses d'ébanite, séparateurs pour accumulateurs	50 %
91	Soufre et fleur de soufre	100 %
ex 93	Matériaux boriques et composés:	
	2. acide borique non raffiné	2 %
	4. acide borique raffiné et borax anidre	75 %
ex 95-1	Crème de tartre brute (non dépurée), tartre de calcium brut et lie de vin	2 %
108-5 e)	Acide citrique	50 %
ex 117-1	Huile d'olive	20 %
ex 119-4	Huiles essentielles de fruits du genre « citrus » (huiles de citrons, limons, oranges, mandarines, cédrats, bergamotte, etc.)	50 %
ex 124-1	Sumac:	
	non moulu et moulu	100 %
ex 167-1b)	Machines traîneuses (*trattori* e *trattrici*)	100 %
ex 167-3	Moteurs électriques:	
	Dinamo et moteurs électriques pesant jusqu'à 8 kg. et ventilateurs, considéres dans la note 2 ad 167-3	40 %
ex 167-4	Transformateurs électriques:	
	Transformateurs à la tension supérieure à 30,000 volts, considérés dans la note ad 167-4	2 %
167-5	Machines et utensiles pour l'agriculture, sans moteurs à vapeur, non dénommés	2 %
ex 167-6	Moissonneuse-lieuses, moissonneuses, charrues à vapeur, égreneuses, batteuses à vapeur, rateaux à chevaux,	

Numéro du tarif de l'Union	DENOMINATION DES MARCHANDISES	Pourcentage de réduction
	trieurs, pulvérisateurs injecteurs, souffleurs, pressoirs et détritoirs pour graines et fruits	100 %
173-2	Motocicles, même à 3 roues, sans ou avec *side-car*	2 %
173-3	Voitures automobiles pour le transport des personnes, avec 8 places ou moins	2 %
173-4	Voitures automobiles pour le transport de marchandises et omnibus automobiles pour le transport des personnes avec plus de 8 places	2 %
173-6	Pièces de rechange pour voitures automobiles pour le transport de marchandises unies aux mêmes voitures et faisant partie de l'ensemble pour leur service	2 %
173-7	Toutes ler pièces de rechange, autres que celles indiquées aux nn. 5 et 6 et accessoires pour les véhicules énumérés aux num. de 2 à 4	2 %
180-3	Ouate de soie et bourre de soie, peignées, teintes ou non	20 %
180-4	Soie grège	35 %
ex 185	Soie moulinée et fils de soie:	
	1. Soie grège moulinée (organsin, chaine et trame):	
	a) écrue, blanchie et teinte	20 %
	b) cuite, blanchie et teinte	20 %
ex 188	Tissus de coton, non dénommés, blanchis, mercérisés, teints, imprimés et fabriqués avec des fils teints: imprimés et moussolines	55 %
ex 189	Tissus de coton autrement manufacturés:	
	ex 1 - futaine (bumasea)	55 %
ex 190-1	Cordes, cordages, ficelles et filets:	
	cordes et ficelles de manilla	60 %
	câbles goudronnés pour navires	60 %
195	Tissus en soie:	
	1. mesurant au kilogramme jusqu'à 30 mètres carrés inclusivement	50 %
	2. mesurant au kilogramme plus de 30 mètres carrés, tulles, rubans et passementerie	50 %
	3. tissus brochés	50 %
	Les toiles à bluter, considérées à la note ad 195, sont exemptes.	
197	Tissus en soie mélangée avec d'autres matières textiles:	
	1. tissus	50 %
	2. rubans, et passementerie	50 %
ex 120-1 *b*)	Bonnets et chapeaux:	
	en feutre de poil	60 %
	en feutre de laine	70 %
ex 212-2	Boutons en métal, y compris les œillettes, agraphes et boucles pour chaussures	40 %
ex 212-6	Boutons en corozo, os, corne, celluloid	40 %
	Graines de vers à soie	100 %

ANNEXE *B*.

Tarifs des droits à l'entrée en Italie.

Numéro du tarif italien	Denomination des marchandises	Droits d'entrée (lires-or)	Coefficient de majoration
		par quintal	
ex 36	Caviar	60 —	—
ex 74	Haricots et pois	1.50	—
122	Tourteaux de graine oléagineuses	exempts	—
140	Chanvre:		
	a) brut	exempt	—
	b) peigné	exempt	—
142	Lin:		
	a) brut	exempt	—
	b) peigné	exempt	—
213 *a*)	Crin animal, brut	exempt	—
215	Soies de porc:		
	a) brutes	exempts	—
	b) nettoyées et liées en petites bottes ou disposées en paquets	8 —	—
		par mètre carré	
ex 227 *a*)	Tapis d'orient	8 —	0.5
		par quintal	
246	Cocons à soie	exempts	—
247 *a*) 1	Soie dévidée grège, simple	exempte	—
ex 248	Déchets de soie:		
	a) écrus:		
	1. frisons, et bourre de soie et de doublons	exempts	—
	2. autres	exempts	—
ex 274	Minerais métalliques:		
	ex *a*) de fer:		
	ex 2. autres: ématite et manganésite	exempts	—
	b) de manganèse et de fer manganèse	exempts	—
ex 278	Débris de fer et d'acier:		
	a) de toute sorte, en morceaux de toute dimension, destinés aux forges et aux aciéries		

Numéro du tarif italien	Denomination des marchandises	Droit d'entrée (lires-or)	Coefficient de majoration
		par quintal	
	pour être bouillis de nouveau ou refondus, sous la surveillance des douanes	exempts	—
	b) en déchets, en bandes de tôle étamée, boites, petits pots et autres récipients semblables en tôle étamée, usés ou neufs de rébut, destinés aux usines pour en tirer l'étain sous la surveillance des douanes	exempts	—
	c) petits déchets provenant de l'ouvrage du fer et de l'acier (limailles, petits déchets du tournage, écaille, rognures et petits déchets similaires)	exempts	—
593	Amiante brut, même en poudre	exempt	—
601	Graphite	exempt	—
ex 604	Bois:		
	ex a) commun:		
	1. brut ou simplement dégrossi à la hache	exempt	—
	6. brins de bois pour allumettes	exempt	—
	ex b) fin:		
	1. brut ou simplement dégrossi à la hache		
609	Douves pour futaille	exemptes	—
645	Essence de térébenthine	3 —	0.5
ex 653	Goudron végétal y compris la poix navale	exempt	—
ex 777 a) 1	Lycopode et racines de calame: non pulverisés	2 —	—
805	Peaux impropres à la pelleterie, crues, fraîches (même salées ou en saumure, sèches ou marinées (pickled)	exemptes	—
806	Peaux pour pelleterie, crues, fraîches ou sèches	exemptes	—
ex 879 a)	Pierres semiprécieuses brutes: malachite, lapislazzuli et cristal de roche	exemptes	—
	La malachite, le lapislazzuli et le cristal de roche en morceaux sciés ont été soumis à un travail de polissage, suivent le régime conventionnel du n. 879-a.		
		la paire	
892	Chaussure en caotchouc, mêmes doublées d'étoffe	1.25	—
		par quintal	
938 b)	Boyaux: salés	2 —	—

ANNEXE C.

Liste des positions du tarif de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes indiquant les produits originaires et en provenance de l'Italie admis à l'importation dans l'Union sur le pied de la Nation la plus favorisée.

CATÉGORIE ET NUMÉROS DU TARIF DE L'UNION.

Catégorie I.

2, ex 4 « pâtes alimentaires », 5 (2 et 4), 9, 11, 13, 16, 24 (1 et 4), 28 (1 a, 2), 30, 35, 37 (2).

Catégorie II.

41, 50, 53, ex 55 « cuir pour semelles et peaux pour gants », 57 (3, 4, 5, 7).

Catégorie III.

ex 59 « futailles », 62 (3. 7, 8).

Catégorie IV.

ex 65 (5-a) « ciment », 66 (8), 67 (2), 69 (4), 70 (1, 2), 73, 74, 77.

Catégorie V.

88 (4, 5).

Catégorie VI.

93, 94 (2), 95, 101, 108 « acide tannique, tartrique, gallique, pyrogallique », 109 (2), 117, 118, 120, 124, 134 (1), 135 (1).

Catégorie VII.

148 (7), 156 (1-v; 2-v; 3), 160, 161, 167 (1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11), 169 (1 et 8), 172, 173 (5), 174.

Catégorie VIII.

178.

Catégorie IX.

179 (3), 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 196, 198, 199, 200, 201, 202, 204, 206, 210 (1-g) 211, 212, ex 213 « Perles en verre, articles fabriqués avec ces perles et tubes en verre pour ornement des lustres », 215.

ANNEXE D.

Liste des positions du tarif italien indiquant les produits originaires et en provenance de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes, admis à l'importation en Italie sur le pied de la Nation la plus favorisée.

CATÉGORIES ET NUMÉROS DU TARIF ITALIEN.

Catégorie VI. — 64, 65, 66, 67, 69, 70, 71. 74.
Catégorie VIII. — 109.
Catégorie X. — 117.
Catégorie XXVII. — 564.
Catégorie XXVIII. — 569.
Catégorie XXXII. — 604 *a*), 2, 3, 4, 5; 604 *b*), 2, 3, 4 ; 604 *c*) 610; 612, 622, 623.
Catégorie XXXIV. — 639 *a*).
Catégorie XXXV. — 643, 644, 648.
Catégorie XXXVII. — 675, 680 *f*).
Catégorie XLVIII. — 912 *d*).
Catégorie XLIX. — 918, 924, 925.

—

ANNEXE E.

Droits à la sortie de l'Union des Républiques Socialistes Sovietistes.

Numéro du tarif de l'Union	Denomination des marchandises	Pourcentage de réduction
8	Crin animal (y compris les queues de chevaux)	75 %
22	1. Lin cardé, peigné, écru.	2 %
	2. Déchets de lin, étoupe de lin . .	2 %
25	1. Cocons à soie	75 %

—

Traité de commerce et de navigation entre l'Italie et l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de l'Union des Républiques Sovietistes Socialiste, animés du désir d'établir des rapports réguliers politiques et économiques, ont resolu de conclure à cet effet un traité de commerce et de navigation et ont nommé leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

S. E. Benito Mussolini, Son Président du Conseil, Ministre pour l'intérieur, et par *interim* des affaires étrangères.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes:

Monsieur Nicolas Jordanski, Représentant Plénipotentiaire de l'Union des République Sovietistes Socialistes en Italie;

Monsieur Jacques Janson, Membre du Comité Exécutif Central de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes; lesquels après avoir échangés leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Les rapports diplomatiques et consulaires normaux sont établis entre le Royaume d'Italie et l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes.

Le pouvoir de chacun des Etats contractants est mutuellement reconnu comme le seul légal et souverain du Pays respectif, avec toutes les conséquence, qui s'en suivent pour l'autre Partie, selon les droits des gens et les coutûmes internationales.

Art. 2.

Le deux Parties contractantes déclarent qu'elles maintiennent leurs réclamations, ainsi que celles de leurs ressortissants, existantes envers l'autre Partie, ayant trait aux biens et aux droits concernant les obligations encourues par le Gouvernement actuel ou les Gouvernements antérieurs de chacune des deux Parties envers les réclamants.

Elles déclarent en outre qu'aucun préjudice n'est porté par le fait de la conclusion du présent traité de commerce et de navigation entre les deux Parties contractantes, aux réclamations existantes, ayant trait au payement de compensation ou à la restitution des biens et des droits dont il s'agit, ces réclamations devant être soumises, toutes autres conditions égales, à un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui appliqué aux réclamations du Gouvernement ou des citoyens d'un autre Etat.

Art. 3.

Considérant que le monopole du commerce extérieur dans l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes appartient à l'Etat, le Gouvernement italien accordera à la Répresentation commerciale de l'Union et à ses organes la possibilité d'exercer, dans le territoire de l'Italie, les fonctions imposées à cette Répresentation par le Gouvernement de l'Union, à savoir:

a) pourvoir aux intérêts de l'Union et de ses citoyens en ce qui concerne le commerce extérieur;

b) régler le commerce extérieur et l'échange de marchandises entre l'Union et l'Italie, conformément aux lois de l'Union, en tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les lois italiennes;

c) exercer le commerce extérieur du Gouvernement de l'Union et de l'Italie par l'information réciproque et par d'autres mesures.

Le Représentant commercial et les membres du Conseil de la Représentation commerciale, dans le nombre à fixer d'après un accord entre les Parties contractantes, formeront une partie intégrante de la Représentation plénipotentiaire et jouiront de l'inviolabilité personnelle, de l'extraterritorialité de leurs bureaux et des autres privilèges et immunités accordées aux membres des Missions diplomatiques.

La Représentation commerciale et ses organes auront le droit de se servir du chiffre.

Le Gouvernement de l'Union assume la responsabilité de toutes les négotiations conclus par sa Représentation commerciale en Italie. En conséquence, les marchandises, qui se réfèrent à ces négotiations, ne seront pas assujetties à des judiciaires de caractère préventif.

L'activité de la Représentation commerciale de l'Union en Italie, en tout cas, ne sera pas mise par le Gouverne-

ment italien dans des conditions, sous tous les rapports, moins avantageuses que celles de l'époque qui précédait la conclusion du présent traité.

Art. 4.

Chachune des deux Parties contractantes s'engage à accorder aux ressortissants de l'autre Partie la faculté d'entrer dans son territoire pour des raisons d'affaires ou de travail ou pour un autre motif quelconque, qui d'après les accords à prendre entre les administrations compétentes des deux Pays, soit jugé comme méritant considération, sous condition de réciprocité et sous réserve des lois et règlements existants dans le pays respectifs à l'égard de l'entrée des étrangers. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, qui auront obtenu la permission d'entrer dans le territoire de l'autre, pouront y séjourner, exerce le commerce, l'industrie, ou le travail intellectuel ou manuel, sous condition d'observer les règles existantes dans chacun des deux Pays et sous condition de réciprocité.

Ils jouiront aussi de la pleine liberté d'application de leur travail et il ne seront pas obligés à adhérer aux organisations syndicales.

Ils auront en outre le droit de sortir du territoire du Pays.

Art. 5.

Les ressörtissants italiens dans l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes et le ressortissant de l'Union en Italie seront entièrement libres, à condition de réciprocité, de régler leurs affaires comme les nationaux, soit en personne, soit par l'entremise d'intermédiaires, qu'ils choisiront eux mêmes, sans être tenus à payer des rémunérations ou indemnités aux agents, commissionnaires, etc., dont ils ne voudront pas se servir, et sans être, sous ce rapport, soumis à des restrictions autres que celles, qui sont ou seront fixées par les lois générales du pays pour les nationaux ou pour les ressortissants de la nation la plus favorisée à cet égard.

Aucune incapacité judiciaire ni obligation de cautionnement ne devra être imposée par l'une des Parties contractantes aux ressortissants de l'autre Partie, en tant qu'étrangers. Lesdits ressortissants auront libre accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction pour faire valoir leurs droits et pour s'y défendre.

Ils pourront se servir à cet effet d'avocats, de notaires et d'agents, qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts, et ils jouiront, en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges, qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 6.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes, qui seront admis dans le territoire de l'autre, ne pourront ni personnellement, ni par rapport à leurs propriétés, être assujettis à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts, qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux, sauf les cas spéciaux, prévus par les lois en vigueur à l'égard de tous les étrangers. Dans ces cas les ressortissants des deux Parties ne pourront pas être soumis à des conditions moins favorables que celles faites aux ressortissants du pays le plus favorisé.

Ils seront exempts de tout service obligatoire civil, naval, ou militaire, soit dans la troupe régulière que dans la milice. Il seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, soit judiciaire, soit administrative ou municipale, aussi bien que de toute contribution pécuniaire ou en nature, établie à titre d'équivalent d'un service personnel.

Ils seront également dispensés de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaire, à l'exception des contributions, prestations et réquisitions militaires, qui seront supportées, également, par tous les ressortissants du pais, à titre de propriétaires ou de locataires des biens immeubles.

Les voitures, les automobiles, les chevaux, et les autres moyens de transport par terre pourront en outre être assujettis aux réquisitions militaires.

Il reste entendu qu'une juste indemnité devra être payée à ceux qui auront été astreints aux prestations et réquisitions susdites.

Art. 7.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes, admis dans le territoire de l'autre, auront la faculté de communiquer librement par poste, par télégraphe, et de se servir de codes télégraphiques, sous condition d'en signaler préalablement la clef, aux conditions et suivant les règlements établis par la convention télégraphique internationale de Pétrograde du 1875, revisée à Lisbonne en 1908.

Art. 8.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à permettre dans son territoire, aux ressortissants de l'autre Partie, l'exercice du commerce intérieur avec les administrations publiques centrales et locales, avec les sociétés privées et avec ses propres ressortissants conformément aux lois et dispositions en vigueur dans chacun des deux Pays.

Il est aussi entendu que les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes, dans l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne pourront pas être soumis à ce titre dans le territoire de l'autre Partie, à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres, ou plus élevés, que ceux, qui seront perçus sur les nationaux ou sur les ressortissants de la nation la plus favorisée à cet égard.

De même les droits, privilèges, exemptions, immunités et autres faveurs quelconques d'ordre général, dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes ou ceux d'un autre Etat quelconque seront étendus, sans conditions, aux ressortissant de l'autre Partie.

Art. 9.

Les sociétés commerciales, industrielles et financières (y compris les Sociétés et les Instituts publics d'assurance), domiciliées dans le territoire d'une des deux Parties contractantes et y ayant été validement constituées d'après leur loi nationale, seront reconnues, avec les modalités et sauf les limitations fixées dans les dispositions en vigueur, sous condition de réciprocité, comme ayant l'existence légale dans le territoire de l'autre Partie contractante. Elles auront le droit d'ester en justice devant les tribunaux, suivant les prescriptions et les lois en vigueur, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

En tout cas, lesdites Sociétés jouiront, dans le territoire de l'autre Partie contractante, des mêmes droits d'ordre général, qui sont ou pourront être accordés aux Sociétés similaires d'un autre Pays quelconque.

Les deux Parties contractantes s'engagent à régler d'un commun accord tout ce qui concerne les impôts, taxes et

autres droits, qui pourront grever les Sociétés de l'une Partie dans le territoire de l'autre, dans le but d'éviter une double imposition.

En tout cas, il est convenu que, jusqu'au moment où une telle convention ne sera pas stipulée, le traitement fiscal, prévu au deuxième alinéa de l'article précédent pour les ressortissant, sera étendu aux Sociétés de tout genre.

Art. 10.

Chacune des deux Partie contractantes garantit aux ressortissants et aux personnes juridiques, y compris les sociétés commerciales ou civiles, de l'autre Partie, le traitement fait aux nationaux, en ce qui concerne la jouissance, l'inviolabilité, et la pleine disponibilité de tous leurs biens, soit qu'il s'agit de biens importés dans les territoires respectifs conformément aux stipulations de ce traité, soit qu'il s'agit de biens acquis ou desquels lesdits ressortissants et personnes juridiques soient devenus possesseurs légitimes.

Art. 11.

Les successions légitimes et testamentaires, soit quant à l'ordre de succéder, soit quant à la mesure des droits de succession et à la validité intrinsèque des dispositions, sont réglées par la loi nationale du défunt en ce qui concerne les biens meubles, et, en ce qui concerne les biens immeubles, par la loi en vigueur pour les ressortissants de l'Etat où les immeubles se trouvent.

Les deux Parties contractantes s'engagent à régler définitivement la matière des successions des ressortissants italiens dans l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes et des citoyens de l'Union en Italie par une convention à conclure dans le délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur du présente traité.

Art. 12.

Les Parties contractantes s'engagent à reconnaître toute clause d'arbitrage introduite dans les contrats entre leurs respectifs ressortissants et sociétés de toute sorte.

Elles s'engagent également à donner exécution aux décision des arbitres, nommés en conformité des susdits contrats, si ces décisions réunissent les deux conditions suivantes:

1° que la décision ne soit pas contraire à une autre décision prononcée sur le même objet par les autorités judiciaires de l'Etat où elle devrait être exécutée;

2° que la décision ne contienne aucune disposition contraire à l'ordre public ou au droit public intérieur du pays.

Une convention à conclure dans le délai de trois mois, après l'entrée en vigueur du présent traité, fixera les modalités pour l'exécution des décisions susdites.

Art. 13.

Les ressortissants italiens admis dans l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes et les ressortissants de l'Union admis en Italie, en conformité de l'article 4, auront la faculté d'importer et d'exporter librement, avec eux, en exemption de droits de douane et de tout autre droit d'importation ou d'exportation, et sous réserve des dispositions douanières en vigueur, les instruments et outils de travail, nécessaire à l'exercice de leur profession ou de leur métier, ainsi que les objets destinés exclusivement à leur usage domestique et à leur consommation personnelle, dans la quantité prévue par les dispositions susmentionnées.

Art. 14.

En observant les principes établis à l'article 4 du présent traité, les négociants, fabriquants et autres producteurs de l'un des deux Pays, ainsi que leurs commis-voyageurs, auront droit, sur présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur Pays et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre, de faire en ce Pays les achats pour le commerce, leur fabrication ou toute autre entreprise, auprès des négociants ou producteurs de ces marchandises ou dans leurs locaux de vente, et de rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons de commerce, qui procèdent à la revente ou qui font usage professionnel ou industriel des marchandises offertes, sans être soumis à ce titre à aucun droit ou taxe. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

La carte de légitimation susmentionnée devra être établie conformément au modèle annexe *A*, joint au présent traité, et sera valable pour toute la durée de l'année solaire pour laquelle elle a été délivré.

Les échantillons, importés ou exportés par les négociants ou producteurs ou par leurs commis-voyageurs, seront importés et exportés en franchise temporaire de tous droits d'entrée et de sortie, sous condition de réexportation et en observant les règles qui seront établies d'un commun accord entre les Gouvernements des deux Parties contractantes.

Art. 15.

Les marchandises envoyées par les producteurs ou commerçants d'un des deux Pays aux expositions ou foires d'échantillons, ayant lieu sur le territoire de l'autre, et auxquelles soient admis des produits étrangers, seront admises sous le régime de l'admission temporaire et jouiront de la franchise des droits de douane et des autres taxes d'importation, dans le cas où, étant démeurées invendues, elles soient réexportées dans le délai de deux mois à partir de la clôture de l'exposition ou de la foire.

Art. 16.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne faire aucun traitement différentiel en ce qui concerne le transit des personnes, bagages, et marchandises de l'autre Partie contractante vis-à-vis des personnes, bagages, et marchandises d'un tiers Etat quelconque.

En tan que le transit soit permis, les marchandises en transit, venant des territoires de l'une des deux Parties contractantes ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Le libre transit est, en tous cas, assuré aux personnes et à leurs bagages sous réserve des dispositions établies à ce sujet par chacune des Parties contractantes.

Art. 17.

En ce qui concerne le transport des personnes, des biens et des marchandises par chemins de fer intérieurs, par route et par voies d'eau, les deux Parties contractantes s'assurent réciproquement le même traitement des personnes, des biens et des marchandises nationaux.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage en outre, sous ce rapport, à étender aux ressortissants, aux biens et aux marchandises de l'autre, toute faveur, qui ait été ou

qui pourrait être accordée aux ressortissants, aux biens et aux marchandises du Pays le plus favorisé à cet égard.

Art. 18.

La réglementation de la protection réciproque des droits de propriété industrielle, littéraire et artistique, notamment des brevets d'invention, des marques commerciales et de fabrique, des échantillons et modèles, des noms et raisons sociales des ressortissants des deux Parties contractantes reste réservée à des conventions spéciales, qui devront être conclues au plus tôt possible.

Jusqu'à la conclusion de ces conventions, les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique susvisés seront exercés, à partir de l'entrée en vigueur du présent traité, dans les territoires de chacune des deux Parties contractantes, par les ressortissants de l'autre, dans les limites et avec les modalités des dispositions des lois intérieures et des conventions, arrangements ou traités internationaux, conclus avec celui des autres Etats, qui est le plus favorisé à cet égard.

Art. 19.

Sans préjudice des dispositions plus favorables existant dans le présent traité, toutes les facilitations, les droit et les privilèges d'ordre général qui, dans l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes ou en Italie, sont ou seront accordés, en matière de commerce, aux ressortissants de toute autre nation étrangères ou à leurs biens, seront étendus, sous condition de pleine réciprocité, aux ressortissants italiens et à leurs biens dans l'Union et aux ressortissants de l'Union et à leurs biens en Italie.

Toutefois cette disposition ne s'applique pas:

1° aux avantages préférentiels, que l'Italie ait accordés ou pourrait accorder à l'avenir à ses Colonies, Protectorats ou Possessions;

2° aux dispositions spéciales relatives au commerce, contenues dans les traités que l'Union ait conclu ou pourrait conclure à l'avenir avec les Etats, dont le territoire, à la date du 1.er août 1914, faisait, sous tous les rapports, partie intégrante de l'ancien Empire Russe et aux pays limitrophes continentaux de l'Asie.

Art. 20.

Les navires de chacune des deux Parties contractantes, et leurs cargaisons, seront traitées, dans les ports de l'autre, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie sur le même pied que les navires nationaux, ainsi sous le rapport des droits et taxes, — quelle qu'en soit la nature ou la dénomination — perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, des conditions de leur chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, havres, bassins, et docks, et, en général, pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Tout privilège et toute franchise, accordés à cet égard à une tierce Puissance par une des Parties contractantes, sera accordé, à l'instant même et sans conditions, à l'autre.

Art. 21.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes seront libres de faire usage, sous les mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des canaux maritimes, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et magasinage de la cargaison, des navires et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage public, soit qu'il soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf les règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Art. 22.

Les navires italiens, entrant dans un port de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes, et, réciproquement, les navires de l'Union, entrant dans un port d'Italie, qui n'y viendraient que pour décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison, qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la marine marchande nationale.

Art. 23.

Avec la permission et sous la surveillance des autorités compétentes, des transbordements directs de marchandises d'un navire à un autre pourront être effectués, sans passer par aucun dépôt intermédiaire sur flotteurs ou à terre et sans payement d'aucun droit ou taxe, sauf ceux de surveillance.

Art. 24.

Les navires italiens et les navires de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes pourront passer d'un port de l'un des deux Pays contractants dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pur y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur cargaison pour une destination étrangère.

Art. 25.

Sous réserve des exceptions générales prévues à l'article 32, les navires italiens pourront charger ou compléter leur cargaison dans un port de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes à destination d'un autre port de l'Union, situé sur une autre mer.

Les mêmes navires, au cours de leur voyage, et pendant la période de deux années à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, seront admis a exercer le transport par mer des marchandises et voyageurs entre les ports suivants: Odesse, Novorossisk, Poti, Batoum et Rostov.

Les navires de l'Union seront admis, au cours le leur voyage et pendant la même période de deux années, à exercer le transport par mer des marchandises et voyageurs entre les ports suivants: Trieste, Gênes, Naples, Livourne et Catane.

Art. 26.

Dans les ports les plus importants, ayant accès sur la Mer Noire et la Mer d'Azoff, les ressortissants et les Sociétés italiennes de toute sorte, et surtout les Sociétés italo-russes pour le commerce extérieur, auront le droit d'introduire dans les magasins de la douane ou dans les espaces

couverts ou découverts, réservés à cet usage par la douane, les marchandises d'origine et provenance italienne. Ces marchandises ne pourront être introduites dans les dits magasins ou espaces, que dans le cas, où elles seraient accompagnées de l'autorisation préalablement nécessaire pour l'importation dans l'Union.

Ces marchandises pourront y rester pendant six mois, à partir de la date d'introduction, et y être manipulées dans les limites consenties par les lois de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes, sans être soumises à des droits de douane ou autres taxes douanières. Pendant la dite période les marchandises, admises dans les entrepôts, qui ne soient pas vendues dans l'Union, pourront être réexportées en exemption de tout droit de douane ou autre taxe douanière. A l'échéance des 6 mois les marchandises, qui se trouveraient encore dans les dits magasins ou espace, devront être réexportées aux mêmes conditions indiquées ci-dessus.

Le Gouvernement italien accordera au Gouvernement de l'Union et aux ressortissants ou aux Sociétés de l'Union la faculté d'introduire des marchandises dans les magasins et dépôts francs des principaux ports italiens. Ces marchandises pourront être manipulées dans les dits magasins et dépôts dans les limites consenties par les lois italiennes. En outre les deux Parties contractantes s'engagent à conclure une convention spéciale en vue d'assurer aux marchandises de l'Union dans le port de Trieste l'usage des magasins en dépôt ou des espaces, ainsi que de l'outillage et des installations du port.

L'exemption des droits de douane et des taxes douanières prévue par cet article ne comprend pas le magasinage, l'assurance et les autres rétributions analogues.

Art. 27.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes s'engage à ne pas considérer comme portant atteinte aux dispositions qui règlent le monopole d'Etat du commerce extérieur — et par conséquent à ne pas les entraver d'aucune manière — l'achat et l'embarquement sur les navires italiens, en départ des ports de l'Union, de provisions destinées au ravitaillement de ces navires et de leurs équipages.

Les provisions, visées à l'alinéa précédent, seront établies dans une liste, que les deux Gouvernements fixeront dans la Convention de navigation prévue à l'art. 31.

Art. 28.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat, auquel le navire en question appartient, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord délivrés par les autorités compétentes.

Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial, qui sera compris dans la convention maritime prévue à l'art. 31 pour la reconnaissance respective des certificats de jaugeage, les navires de chacune des deux Parties contractantes, mesurés selon des règles, basées sur la méthode anglaise (système Moorsom), ne seront pas assujettis dans les ports de l'autre Partie, pour le payement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, la capacité nette de régistre inscrite sur les papiers de bord étant considérée comme équivalente à la capacité nette du régistre des navires nationaux.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Parties contractantes ne pourront pas changer de nationalité, sans que le vendeur ait obtenu, préalablement, le permis de retrait de pavillon délivré par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Art. 29.

Sont complètement affranchis du payement des taxes et droits maritimes dans les ports de chacun des deux Etats:

1° les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu qui ce soit, en repartiront sur lest;

2° les navires qui, passant d'un port de l'un de deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, justifieront avoir acquittés déjà ces droits dans un autre port du même Etat, sous réserve des périodes de validité établies pour ces droits par les lois respectives, et sauf les exceptions existantes, sous ce rapport, même pour les navires nationaux;

3° les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Cette exemption ne s'étendra pas aux droits de phare, de pilotage, de remorquage, de quarantaine et autres droits payables par corps de bâtiment pour le service et l'outillage, établis dans l'intérêt de la circulation et imposés également aux bâtiments indigènes et à ceux appartenant à la nation la plus favorisée.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérées comme opérations de commerce le débarquement et rechargement des marchandises pour réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 30.

En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des Etats respectifs accorde à ses propres navires en pareilles circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes que pour les navires et leur cargaison.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 31.

Les deux Parties contractantes s'engagent à entamer des négociations, dans le délai de trois mois à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Traité, en vue de conclure une convention spéciale de navigation dans le but de:

1° régler les questions concernant la police des navires et de la navigation, les formalités de douane et de santé, pendant le séjour des navires dans les ports respectifs, dans le cas où ces questions ne soient pas réglées dans le présent Traité ou dans la Convention consulaire entre les deux Pays;

2° régler toute autre question technique ou intéressant le développement des rélations commerciales maritimes entre les deux Parties contractantes.

Art. 32.

Les dispositions du présent Traité ne s'étendent pas:

a) à l'application de lois spéciales pour la conservation, la rénovation et le développement de la marine marchande nationale;

b) aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique;

c) à l'exercice des services de port, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime, et à l'exercice de la pêche, ainsi qu'à la chasse dans la zone côtière, qui sont réservés à la marine nationale;

d) au cabotage, qui, sauf les exceptions prévues à l'article 25, est réservé au pavillon national;

e) aux privilèges qui sont ou pourront être conférés aux pays situés sur l'Océan Arctique et sur la Mer Blanche, en ce qui concerne l'exercice de la pêche et la vente des produits de la pêche dans les ports de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes situés sur les mêmes mers;

f) à la navigation sur le cours d'eaux intérieurs.

Art. 33.

Le présent Traité entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications, et, sauf les clauses politiques, restera exécutoire pendant trois années.

Dans le cas, où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié six mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour, où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura denoncé.

Art. 34.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que possible et au plus tard dans le délai d'un mois à partir du jour de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le sept février mil neuf cent vingt-quatre.

(*L. S.*) Benito Mussolini.

(*L. S.*) Nic. Jordansky.
(*L. S.*) J. Janson.

Annexe A.

Carte de légitimation pur voyageurs de commerce.

Pour l'année . . . N° de la carte . . .

(Armoiries)

Valable pour des voyages à l'étranger.
Porteur (*prénom et nom de famille*) . . . .
Fait à . . . . le (*jour, mois, année*) . . . .

(*Sceau*) (*Autorité compétente*)
(*Signature*)
. . . .

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un . . . (*désignation de la fabrique ou du commerce*) . . . . . à . . . . sous la raison . . . . . . est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison . . . . . à . . . . . . qui y possède un . . . . (*désignation de la fabrique ou du commerce*) . . . .

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la maison suivante / des maisons suivantes (*désignation de la fabrique ou du commerce*) à Il est certifié, en outre, que la dite maison est tenue / les dites maisons sont tenues d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de son / leur commerce (*industrie*).

Signalement du porteur.

. . . .
Age: . . . .
Taille: . . . .
Chaveux: . . . .

Signes particuliers: . . . .

(*Signature*)
. . . .

AVIS.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison susmentionnée / des maisons susmentionnées.

Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation, conclu, à la date de ce jour, entre l'Italie et l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante du même traité:

Ad. Art. 4.

Les deux Parties contractantes déclarent que, dans le but de développer les échanges entre les deux Pays, elles s'efforceront d'appliquer les dispositions du premier alinéa de l'article 4 avec le même esprit de libéralité.

Dans ce sens doit être interprétée la clause « sous condition de réciprocité », contenue dans ledit alinéa, étant entendu que chacune des deux Parties contractantes se réserve la liberté d'appliquer les limitations, édictées pour des raisons d'ordre public par les lois et règlements respectifs, concernant la matière dont il s'agit, et applicables aux ressortissants du pays le plus favorisé à cet égard.

Ad. Art. 8.

Chacun des deux Pays pourra, malgré les dispositions du dernier alinéa de l'article 8, établir des limitations spéciales à l'activité des étrangers pour ce qui concerne les industries présentant un intérêt de tout premier ordre pour la défense nationale ou formant l'objet d'un monopole d'Etat. Il est en outre entendu que les dispositions du dernier alinéa de l'article 8 ne dérogent pas aux dispositions spéciales en vigueur, dans certaines zones du territoire de chacun des deux Pays, dans l'intérêt de la défense nationale.

Ad. Art. 9.

Les deux Parties contractantes déclarent que les mots « *les mêmes droits* » contenus dans le deuxième alinéa de l'article 9, ne signifient pas « *les mêmes concessions* ».

Ad. Art. 10.

Les sociétés financières et industrielles rentrent dans les sociétés commerciales ou civiles, selon leur nature juridique.

Il est entendu que les dispositions de l'article 10 ne doivent préjudicier en rien à la législation du Pays respectif concernant en particulier:

1° le séquestre ou la confiscation des biens privés en vertu d'arrêts et sentences judiciaires, ou de règles douanières et postales;

2° la perception des impôts et charges établis par les lois en vigueur.

Ad. Art. 14.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes déclare que:

1° Les commis-voyageurs pourront être admis à l'exercice de leur activité dans l'Union, conformément aux dispositions de l'article 14, dans le cas où les firmes ou les sociétés, qu'ils représentent, aient été dûment enregistrées dans l'Union.

2° Les négociants, fabricants et autres citoyens italiens, ayant en Italie des maisons de commerce ou d'industrie, ainsi que les sociétés industrielles et financières, ne pourront exercer leur activité dans l'Union qu'après avoir été enregistrées conformément aux lois et règlements de l'Union en vigueur.

La faculté d'accorder ou non cette enregistrement dépend de la décision des autorités compétentes de l'Union.

Ad. Art. 18.

Il est convenu que, jusqu'à la stipulation des conventions prévues par l'art. 18, aucune des deux Parties contractantes ne pourra invoquer, en vertu de ce Traité et du bénéfice résultant de la clause de le nation la plus favorisée, en faveur de ses ressortissants, des droits et privilèges plus étendus que ceux accordés par elle même aux ressortissants de l'autre Partie contractante.

Ad. Art. 21.

Sont censés être canaux maritimes les canaux soit naturels, soit artificiels, qui forment une partie intégrante d'un port, ou qui sont destinés à permettre l'entrée dans un port.

Sont censés être ports maritimes les ports qui, tout étant situés sur les fleuves, sont fréquentés par des navires marchands maritimes.

Ad. Art. 27.

En attendant que la liste des marchandises qui devront être considérés comme provisions de bord, soit établie par la Convention de navigation prévue à l'article 31, le Gouvernement de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin que les autorités maritimes dans les ports de l'Union appliquent la disposition du premier alinéa de l'article 27 avec la plus grande bienveillance et en tenant compte, dans la mesure la plus large, de toutes les nécessités de la navigation maritime.

Ad. Art. 28.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques Sovietistes Socialistes déclare que les dispositions de l'article 28 ne dérogent en rien au droit de l'Union sur tous les bâtiments de l'ancienne flotte russe, soit militaire, soit commerciale, qui formaient la propriété du Gouvernement Russe ou étaient sujets à la nationalisation en vertu du décret de l'Union du 26 janvier 1918 et qui ont été emmenés à l'étranger pendant l'intervention ou se sont soustraits d'une autre manière quelconque à la nationalisation.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Parties contractantes sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition, à Rome, le sept février mil neuf cent vingt-quatre.

BENITO MUSSOLINI.

NIC. JORDANSKY.
J. JANSON.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione 1466.

LEGGE 31 gennaio 1926, n. 1151.

Conversione in legge del R. decreto-legge in data 15 marzo 1924, n. 361, col quale è approvato l'Accordo stipulato in Roma il 10 marzo 1924 fra il Regno d'Italia e il Governo della Repubblica Polacca, riguardo al prestito di 400 milioni di lire italiane, nonchè del R. decreto-legge 15 marzo 1924, n. 362, col quale il Regio Governo è autorizzato a garantire, in via sussidiaria, quello stesso prestito.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Sono convertiti in legge il R. decreto-legge in data 15 marzo 1924, n. 361, col quale è approvato l'Accordo stipulato in Roma il 10 marzo 1924 fra il Regno d'Italia e il Governo della Repubblica Polacca, in relazione al prestito sino alla concorrenza di lire italiane 400,000,000, che il Governo polacco intende di emettere in Italia, garantito dal monopolio fiscale dei tabacchi della Polonia, ed il R. decreto-legge in data 15 marzo 1924, n. 362, col quale il Regio Governo è autorizzato a garantire, in via sussidiaria, quello stesso prestito.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 gennaio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI — BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Accordo

tra il *Governo del Regno d'Italia* rappresentato dalle LL. EE. gli onorevoli:

Benito Mussolini, Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro *ad interim* per gli affari esteri;

Alberto de' Stefani, Ministro per le finanze;

Orso Mario Corbino, Ministro per l'economia nazionale;

ed il *Governo della Repubblica Polacca* rappresentato dai signori:

August Zaleski, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di Polonia a Roma;

Marjan Glowacki, Direttore di dipartimento al Ministero delle finanze;

Casimir Belza-Ostrowski, Direttore generale del monopolio dei tabacchi in Polonia e

Tadeusz Werner, consigliere superiore dell'Avvocatura erariale, autorizzati ad agire a nome e per conto del Governo stesso, in virtù dei pieni poteri loro conferiti il 21 febbraio 1924.

Premesso

che il Governo polacco ha manifestato l'intendimento di emettere un prestito sino alla concorrenza di 400,000,000 di lire italiane, rappresentato da obbligazioni da L. 500 l'una, ammortizzabile in 20 anni (salvo facoltà di riscatto e rimborso anticipato) fruttante l'interesse annuo del 7 %, netto di ogni imposta presente e futura — rimanendo perciò a carico del Governo polacco ogni attuale od eventuale onere fiscale gravante i titoli del prestito — da garantirsi con ipoteca di primo grado sugli immobili per natura e destinazione, che il monopolio dei tabacchi polacco attualmente possiede, o possiederà in seguito, e con privilegio sulle entrate del monopolio e della amministrazione fiscale, derivanti dalla produzione e dalla vendita del tabacco e dei suoi prodotti; restando inoltre stabilito che esso Governo polacco non potrà negoziare altri prestiti all'estero con garanzia ipotecaria o di privilegio sugli immobili o sulle entrate di cui sopra, o su parte di essi, pur avendo facoltà di emettere prestiti all'interno, con garanzia di secondo grado sulle attività stesse;

Premesso

che allo scopo di rendere possibile in Italia il collocamento del prestito progettato, il Governo italiano, riconoscendo la particolare importanza dell'operazione, anche in relazione ai buoni rapporti d'amicizia col Governo polacco, ha dichiarato di essere disposto ad accordare — a favore dell'assuntore del prestito e dei futuri portatori delle obbligazioni — una propria garanzia pel regolare servizio del prestito medesimo (per gli interessi e per l'ammortamento, da svolgersi in base allo annesso piano (*allegato* 1) calcolato, per ora, per 300 milioni) nel caso del verificarsi di speciali eventi che saranno in appresso precisati; ed ha altresì consentito di riconoscere che i titoli del prestito debbano essere quotati alle borse italiane;

Premesso ancora

che, parallelamente all'operazione su accennata, è stata pure trattata la stipulazione di accordi fra i due Governi, aventi per oggetto la fornitura di importanti quantitativi di tabacco del Monopolio italiano al Monopolio dei tabacchi polacco, secondo quanto verrà più oltre indicato;

Premesso infine

che, visto tutto quanto sopra, la Banca Commerciale Italiana di Milano, iniziate e svolte da parte sua opportune trattative coi plenipotenziari del Governo della Repubblica Polacca, si è dichiarata disposta ad assumere per intero il prestito suddetto, convenendo coi plenipotenziari medesimi le condizioni e modalità dell'operazione:

tutto ciò premesso e ritenuto, è stato convenuto e si conviene quanto segue:

1° I rappresentanti sopra nominati del Governo della Repubblica Polacca provocheranno entro il termine del 15 corrente mese, un decreto del Presidente della Repubblica di Polonia da emanarsi in virtù dei pieni poteri al medesimo spettanti secondo l'art. 1, punto quinto, e l'art. 2 della legge dell'11 gennaio 1924, circa il risanamento del Tesoro statale e la riforma della valuta, autorizzante l'operazione di prestito di cui alle premesse. Il testo dell'emanando decreto sarà conforme allo schema che si allega al presente (*allegato* 2).

2° Il Governo italiano dichiara di avere già significato alla Banca Commerciale Italiana, quale assuntrice del prestito, la propria approvazione alla conclusione dell'operazione tra la Banca stessa ed i rappresentanti del Governo polacco, ed il proprio consenso alle condizioni ricordate in premessa.

3° Il Governo italiano consente ad assumere a favore dell'assuntore del prestito e dei futuri portatori delle obbligazioni rappresentative del medesimo la garanzia del regolare servizio del prestito per ammortamenti ed interessi nel caso in cui — a seguito di invasione armata del territorio della Repubblica Polacca od in conseguenza diretta di un tale evento — il Governo polacco fosse in condizioni di non potervi far fronte in conformità ai propri impegni. In tal caso il Governo italiano dovrà fornire le somme occorrenti per il suddetto servizio del prestito, fino a concorrenza di quanto non venisse fornito alle dovute scadenze dal Governo polacco ed avrà diritto di sostituirsi nell'ipoteca e nei privilegi costituenti le garanzie reali del prestito, fino a concorrenza dei propri esborsi ed accessori.

In assistenza di questi eventuali crediti del Governo italiano, verrà altresì costituita una speciale garanzia rappresentata dal prelievo annuo, e per la durata di dieci anni, sulle entrate del monopolio e dell'amministrazione fiscale dei tabacchi della Polonia, di una somma pari: al 4 % dell'importo originario del prestito per i primi cinque anni, e al 3 % dell'importo stesso per i successivi cinque anni. Tali somme saranno versate al Governo italiano in Roma, in semestralità uguali anticipate e la prima semestralità sarà quindi trattenuta sul ricavo stesso della emissione. Questo fondo di riserva verrà investito in buoni del Tesoro italiano od in titoli di Stato italiani, rimborsabili entro il 1944, che saranno tenuti in deposito da una Banca italiana di gradimento del Governo italiano.

Gli interessi maturantisi resteranno incorporati al fondo e saranno investiti nella stessa guisa delle quote semestrali. Su questa riserva il Governo italiano avrà il diritto di rimborsarsi di quanto avrà eventualmente dovuto pagare per il servizio del prestito, nel caso contemplato dal presente articolo, realizzando all'uopo a mezzo di pubblico mediatore, entro i dieci giorni, precedenti la rispettiva scadenza, i buoni e titoli occorrenti, senza alcun obbligo di messa in mora; e ciò in via preliminare alla sostituzione nella garanzia ipotecaria e nei privilegi che assistono il prestito. Nel caso di invasione armata della Polonia, il Governo italiano avrà diritto di far innalzare la bandiera nazionale d'Italia sugli edifici appartenenti al monopolio dei tabacchi della Polonia, sottoposti alla garanzia ipotecaria del prestito.

4° In relazione a quanto stabilito nel precedente numero 3° ed agli effetti della formale assunzione della propria garanzia da parte del Governo italiano verso l'assuntore del prestito ed i futuri portatori delle obbligazioni, il Governo stesso provvederà, entro il termine del 15 corrente mese, alla emanazione di un Regio decreto-legge, il cui testo viene allegato al presente (*allegato* 3).

5° Il rappresentante dei portatori delle obbligazioni, incaricato della tutela degli interessi di questi in Polonia in-

nanzi alle autorità amministrative e giudiziarie, ed in special modo agli effetti del controllo sulla regolare costituzione e sul funzionamento delle garanzie reali che assistono il prestito, viene designato, con l'accordo dei due Governi, nella persona del signor gr. uff. Vincenzo Nicola Sparano; venendo questi per una qualsiasi ragione a mancare, il successore sarà designato dalla Banca Commerciale Italiana, sempre con l'accordo dei due Governi.

6° Il Governo italiano riceve dal Governo polacco il diritto di opzione per la vendita ad esso Governo polacco, in ciascun anno della durata del prestito (e precisamente fino all'anno 1944) per il tramite del gruppo concessionario, ed a valere sulla fornitura riservata a tale gruppo (60 % dei tabacchi greggi esteri occorrenti annualmente al monopolio polacco), di un quantitativo di tabacchi greggi di produzione italiana, che per il primo triennio viene stabilito come massimo in 2,000,000 di chilogrammi annui, e che per i trienni successivi dovrà subire aumenti proporzionatamente allo sviluppo delle vendite di tabacchi lavorati in Polonia. Tale opzione annua potrà essere esercitata per qualsiasi quantità entro il limite massimo come sopra stabilito per ciascun anno.

La vendita dei tabacchi sarà regolata dalle seguenti condizioni:

a) le varietà, le classi o i tipi dei tabacchi da cedersi e le loro proporzioni verranno in ciascun anno determinate di comune accordo tra i due Governi. Per il primo anno la partita oggetto dell'opzione sarà composta di tabacchi orientali di produzione italiana, varietà Xanti ed Erzegovina, in rapporto alla disponibilità, colle seguenti proporzioni di classi:

Classe 3ª, circa 35 %;
Classe 4ª, circa 25 %;
Classe 5ª, circa 35 %;
Classe frasami, circa 20 %.

Qualora l'accordo di cui sopra non potesse essere raggiunto in qualsiasi degli anni susseguenti, il Governo italiano avrà la facoltà di vendere in quell'anno al Governo polacco, entro lo stabilito limite dell'opzione, una partita di tabacchi orientali di produzione italiana, colle stesse proporzioni di varietà e classi dell'ultima partita da esso venduta allo stesso Governo;

b) la classifica dei tabacchi in base alla quale avrà luogo la vendita sarà quella definitiva che viene normalmente effettuata ogni anno e per ogni raccolto dai funzionari tecnici del monopolio italiano sui tabacchi acquistati dai produttori nazionali;

c) i prezzi di vendita saranno distintamente per ciascun raccolto, varietà, classe o tipo, quelli che il Governo italiano avrà corrisposto ai produttori nazionali aumentato di tutte le spese accessorie fino alla data della vendita e nel punto di consegna, più il 10 % sul costo complessivo così risultante;

d) la consegna dei tabacchi venduti avrà luogo « franco » in un porto del Regno o in quella dogana di confine che verranno designati dal Governo polacco, e l'epoca cadrà nel quarto trimestre dell'anno solare cui si riferisce l'opzione, salvo accordi in contrario;

e) il pagamento dei tabacchi verrà fatto in contanti, verso presentazione di quietanza di Tesoreria contro la quale verranno consegnati i documenti di spedizione.

Il Governo italiano si riserva il diritto di cedere in qualsiasi anno, in tutto od in parte, l'opzione di cui nei due paragrafi precedenti ad un consorzio o a più consorzi di produttori nazionali, qualora a suo insindacabile giudizio lo ritenga opportuno in dipendenza dei bisogni industriali del monopolio dei tabacchi italiano. In tal caso la trattazione e la contrattazione della vendita si svolgeranno direttamente fra il Governo polacco da una parte ed il consorzio od i consorzi dall'altra, per il tramite del gruppo concessionario. Il Governo italiano si riserva però il diritto di subentrare al consorzio od ai consorzi quale venditore nel caso di mancato accordo fra il consorzio od i consorzi stessi ed il Governo polacco.

Il presente Accordo viene redatto e firmato in tre originali, di cui uno per ciascuna delle parti, mentre il terzo verrà, a cura dei rappresentanti del Governo della Repubblica Polacca, munito del visto del Presidente del Consiglio e Ministro del tesoro polacco entro il termine di cui al numero 1 e fatto pervenire al Governo italiano.

Fatto a Roma, il 10 marzo 1924.

PER L'ITALIA:

(*L. S.*) *Benito Mussolini.*
Alberto de' Stefani.
Orso Mario Corbino.

PER LA POLONIA:

(*L. S.*) *August Zaleski.*
Marjan Glowacki.
Casimir Belza-Ostrowski.
Tadeusz Werner.

ALLEGATO 1.

Plan d'amortissement.

Chaque annuité s'élève à Lit. 28,317,877.71.
la 1re quote d'amortissement est de Lit. 7,317,877.71.
la 2me » » » égale à la 1re multipliée par 1,07.
la 3me » » » » à la 2me » » 1,07. etc.

ANNEE	Nombre d'obligations à amortir	Nombre d'obligations arrondi
1re	14, 635, 758	14, 635
2me	15, 660, 261	15, 661
3me	16, 756, 479	16, 756
4me	17, 929, 433	17, 929
5me	19, 184, 493	19, 185
6me	20, 527, 408	20, 527
7me	21, 964, 327	21 965
8me	23, 501, 829	23, 501
9me	25, 146, 957	25, 147
10me	26, 907, 244	26, 908
11me	28, 790, 751	28, 790
12me	30, 806, 104	30, 807
13me	32, 962, 531	32, 962
14me	35, 269, 908	35, 270
15me	37, 738, 802	37, 739
16me	40, 380, 518	40, 380
17me	43, 207, 154	43, 207
18me	46, 231, 655	46, 232
19me	49, 467, 871	49, 468
20me	52, 930, 622	52, 931
	Total. . .	600, 000

ALLEGATO 2.

Schema di decreto del Presidente della Repubblica di Polonia del . . . . 1924 sul prestito estero al 7 % in lire italiane.

In base all'art. 1 punto 5 ed art. 2 della legge dell'11 gennaio 1924, circa il risanamento del Tesoro statale e le riforme della valuta (*Il Giornale delle Leggi*, n. 4 pos. 28) e d'accordo con le deliberazioni del Consiglio dei Ministri del . . . . 1924, decreto ciò che segue:

Art. 1.

Si dà facoltà al Ministro del tesoro di emettere un prestito estero al 7 % fino all'ammontare di 400,000,000 di lire italiane.

Art. 2.

Il rimborso del prestito si effettuerà mediante l'estrazione delle obbligazioni emesse secondo il piano di ammortamento, calcolato in 20 anni e reso pubblico a tergo delle obbligazioni stesse.

Art. 3.

Il pagamento regolare degli interessi, ed il rimborso a termine del capitale, saranno garantiti con tutto il patrimonio e con tutte le entrate della Repubblica, ed in modo particolare con tutto il patrimonio mobile ed immobile, presente e futuro, del monopolio statale dei tabacchi, e con tutte le entrate del monopolio e dell'amministrazione fiscale derivanti dalla produzione e dalla vendita del tabacco e dei suoi prodotti.

Art. 4.

Inoltre, nei primi 10 anni della durata del prestito sarà creato un fondo di riserva al quale saranno devolute annualmente, dalle entrate del monopolio e dell'amministrazione fiscale dei tabacchi, delle quote pari: al 4 % dell'importo originario del prestito durante i primi cinque anni e al 3 % dell'importo stesso durante i successivi cinque anni. Tali quote saranno versate al Governo italiano in Roma in semestralità uguali anticipate, e la prima semestralità sarà quindi trattenuta sul ricavo stesso della emissione. Questo fondo di riserva sarà investito in buoni del Tesoro italiano od in titoli di Stato italiani, rimborsabili entro il 1944 e tenuti in deposito da una banca italiana gradita al Regio Governo d'Italia.

Gl'interessi maturantisi resteranno incorporati al fondo, e saranno investiti nella stessa guisa delle quote semestrali.

Art. 5.

Il prestito stesso sarà garantito con iscrizione di prima ipoteca sugli immobili, ed immobili per destinazione, appartenenti al monopolio statale dei tabacchi e su quelli eventualmente nel futuro acquisiti dal monopolio stesso.

Art. 6.

Dalle entrate generali del monopolio statale dei tabacchi e della amministrazione fiscale relativa saranno prima di ogni altro prelevate le quote necessarie per gli interessi del prestito e per il suo ammortamento, come pure per la creazione del fondo di riserva. Queste quote non potranno essere impiegate altrimenti.

Art. 7.

Le obbligazioni del prestito saranno esenti da ogni e qualsiasi imposta, bollo, tasse ed aggravi presenti e futuri in Polonia; nello stesso tempo il Tesoro della Repubblica prende a suo carico tutti gli oneri fiscali che in Italia gravino e vengano a gravare i titoli del prestito, e specificatamente il pagamento della tassa di bollo sui titoli esteri, e della imposta sulle cedole in ragione del 15 %.

Art. 8.

Mediante un accordo fra il Governo della Repubblica ed il Regio Governo italiano, sarà designato un rappresentante dei portatori delle obbligazioni legalmente incaricato di tutelare i loro interessi in Polonia dinanzi alle autorità amministrative e giudiziarie.

Art. 9.

Gli interessi, cominciando dal 1° novembre del 1924, saranno pagati senza alcuna ritenuta il 1° maggio ed il 1° novembre di ogni anno, dietro la restituzione della cedola relativa. L'estrazione delle obbligazioni da rimborsare avrà luogo pubblicamente nell'ottobre di ogni anno a cominciare dal 1925, nella sede della Banca Commerciale Italiana in Roma, con diritto di intervento di un rappresentante della Legazione di Polonia a Roma e con le formalità usuali. I numeri delle obbligazioni estratte saranno resi di pubblica ragione in Polonia mediante la pubblicazione sul *Monitor Polsky*, in Italia mediante la pubblicazione sulla *Gazzetta Ufficiale* del Regno e l'inserzione in due dei più importanti quotidiani di Roma e di Milano. Presso la Banca su nominata e in ogni sua filiale si effettuerà il pagamento degli interessi e il rimborso del capitale per le obbligazioni estratte; il rimborso sarà effettuato un mese dopo il giorno della estrazione, senza alcuna ritenuta, cioè in ragione della somma intiera nominale in lire italiane, dietro la restituzione delle obbligazioni con le cedole il cui termine non sia scaduto.

Art. 10.

L'ammortamento del prestito secondo il piano prestabilito potrà essere effettuato mediante compera di un dato numero di obbligazioni alla borsa. Il Governo della Repubblica si riserva il diritto di far sorteggiare e rimborsare, a partire del sesto anno, un numero maggiore di obbligazioni in confronto di quello stabilito nel piano di ammortamento. In tal caso il numero delle obbligazioni superante quello contemplato nel piano suddetto sarà riscattato a L. 550 se il riscatto abbia luogo prima del 1° ottobre 1934, e a L. 525 se esso avvenga entro il quinquennio fino al 1° ottobre 1939.

Art. 11.

L'importo delle cedole mancanti oppure di quelle pagate ingiustificatamente sarà dedotto dal rimborso delle obbligazioni.

Art. 12.

Le cedole non presentate si prescrivono in cinque anni dalla loro scadenza. Il diritto al rimborso delle obbligazioni si prescrive in 10 anni, decorribili per le obbligazioni estratte dal giorno della pubblicazione del loro sorteggio sulla *Gazzetta Ufficiale* del Regno d'Italia.

Art. 13.

Le obbligazioni del presente prestito possono essere impiegate in Polonia per fondazioni, impieghi pupillari, depositi giudiziali, come pure quale cauzione nei rapporti contrattuali.

Art. 14.

L'esecuzione del presente decreto è affidata al Ministro del tesoro.

Il Presidente della Repubblica:
S. WOJCIECHOWSKI.

Il Presidente del Consiglio e Ministro del tesoro:
W. GRABSKI.

ALLEGATO 3.

Progetto di decreto-legge.

Art. 1.

Il Governo italiano è autorizzato a garantire, in via sussidiaria e nei limiti appresso specificati, un prestito da emettersi dal Governo della Repubblica Polacca, per scopi produttivi. Tale prestito per un ammontare massimo di 400 milioni di lire italiane, rappresentato da obbligazioni da L. 500 ciascuna, sarà garantito con prima ipoteca, sui beni immobili, ed immobili per destinazione, presenti e futuri, del monopolio statale polacco, nonchè con tutte le entrate del monopolio e dell'amministrazione fiscale dei tabacchi in Polonia; esso sarà rimborsabile in venti anni e frutterà l'interesse netto del 7 % all'anno, stando a carico del Governo polacco ogni onere fiscale italiano. La garanzia del Governo italiano pel servizio del prestito anzidetto, in conto interessi ed ammortamento, è limitata al caso in cui il Governo polacco, a seguito di una invasione armata del suo territorio, o in conseguenza diretta di un tale evento, non si trovi in grado di poter esso stesso provvedere a tale servizio. La garanzia sarà allora operativa fino alla concorrenza delle somme che il Governo polacco non avesse fornito, in conformità degli impegni assunti.

Art. 2.

Il Ministro per gli affari esteri e il Ministro per le finanze prenderanno gli accordi e adotteranno i provvedimenti occorrenti per tradurre in atto e disciplinare la prestazione di garanzia di cui all'articolo precedente.

Art. 3.

Questo decreto, che sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge, entrerà in vigore dal giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione 1467.

REGIO DECRETO 10 giugno 1926, n. 1156.
Aumento delle indennità di accantonamento e di marcia.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 19 aprile 1907, n. 201, che stabilisce le indennità eventuali del Regio esercito e successive modificazioni;
Visto il decreto Ministeriale 14 agosto 1925 riguardante le competenze mantenute in vigore a seguito della revisione disposta con l'art. 189 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari della guerra, di concerto col Ministro per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Le indennità giornaliere di accantonamento e di marcia sono stabilite come appresso:

GRADO	Indennità giornaliera	
	di accantonamento	di marcia
Ufficiale generale	15 —	30 —
Colonnello	12 —	22.50
Tenente Colonnello, maggiore e 1° capitano	9 —	18 —
Capitano	7.50	15 —
Tenente, Sottotenente, maestro direttore di banda e maestro di scherma	7.50	15 —
Maresciallo dei tre gradi e gradi corrispondenti di ogni arma e corpo, brigadiere e vice-brigadiere dei carabinieri Reali	5 —	8 —
Sergente maggiore e sergente	1 —	2 —
Appuntato dei carabinieri Reali e carabiniere	2 —	5 —
Allievo carabiniere	0.30	0.60
Militari di truppa (esclusi quelli dell'arma dei carabinieri Reali)	0.15	0.30

Art. 2.

Le disposizioni del presente decreto hanno effetto dal 1° luglio 1926.
Dalla stessa data cessano di aver vigore le concessioni speciali d'indennità di marcia o di accantonamento fatte dal Ministero della guerra in applicazione del paragrafo 17 lettera *f)* e del paragrafo 22 del regolamento sulle indennità eventuali del Regio esercito approvato con R. decreto 19 aprile 1907, n. 201.
Le nuove concessioni che si rendessero necessarie a norma del regolamento predetto saranno effettuate con decreto del Ministro della guerra.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei

decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 giugno 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli:* ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 luglio 1926.
Atti del Governo, registro 250, foglio 47. — CASATI.

Numero di pubblicazione 1468.

REGIO DECRETO 20 maggio 1926, n. 1154.
Nuove disposizioni sulle opere di irrigazione nell'Italia Meridionale e nelle Isole.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto-legge 9 ottobre 1919, n. 2161, sulle derivazioni e utilizzazioni di acque pubbliche;
Visto il testo unico di legge 2 ottobre 1922, n. 1747, sui consorzi e opere di irrigazione;
Visti il R. decreto 2 ottobre 1919, n. 1995, convalidato con legge 17 aprile 1925, n. 473, ed i modificativi Regi decreti-legge 29 luglio 1925, n. 1315; 17 settembre 1925, n. 1852, contenenti provvedimenti a favore della produzione e distribuzione della energia idroelettrica;
Visto il R. decreto-legge 7 luglio 1925, n. 1173, sulla istituzione dei Provveditorati alle opere pubbliche nel Mezzogiorno e il R. decreto-legge 15 agosto 1925, n. 1636, sulla costituzione dell'Alto Commissariato per la città e la provincia di Napoli;
In virtù delle facoltà conferite al Governo del Re dalla legge 24 dicembre 1925, n. 2299, per le provvidenze comunque dirette al miglioramento delle condizioni economiche, igieniche e sociali del Mezzogiorno e delle Isole;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta dei Nostri Ministri Segretari di Stato per i lavori pubblici e per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

TITOLO I.

Del contributo dello Stato nella spesa delle opere di irrigazione.

Art. 1.

Chiunque intende fare studi e ricerche per la esecuzione di opere di irrigazione deve presentarne domanda al Prefetto della Provincia, indicando i terreni nei quali vuol compiere le relative operazioni ed il tempo entro il quale si propone di attuarle.

Si applicano a questi studi le disposizioni degli articoli 7 e 8 della legge 25 giugno 1865, n. 2359.

Art. 2.

Qualunque sia il quantitativo di acqua utilizzata lo Stato può concedere un contributo a chi esegue opere di irrigazione, ivi comprese le linee di distribuzione dell'energia elettrica, i canali fugatori e le opere di ricupero e di smaltimento delle acque refluе.

Il contributo è determinato nella misura del 35 per cento dell'importo delle opere, ma può essere aumentato fino al 50 per cento dell'importo stesso. Nel concedere l'aumento del concorso governativo e nel fissarne la misura si tiene conto dell'importanza dell'intrapresa per l'interesse pubblico e degli oneri che la gravano, avuto riguardo non solo alle spese d'impianto, ma anche a quelle di esercizio ed alla necessità di ulteriori lavori di sistemazione dei terreni da irrigare.

Art. 3.

Il contributo dello Stato è determinato in via preventiva sulla base dell'importo delle opere, quale risulta dal progetto esecutivo, aumentato di una percentuale non superiore al 15 per cento per spese di studi e compilazione di progetti, spese generali e di amministrazione.

Qualora il costo effettivo dell'opera risulti inferiore al previsto, il contributo è liquidato in base alla somma realmente spesa per i lavori, con l'aggiunta della percentuale prefissa per spese generali e di progetto.

Art. 4.

Con l'approvazione del progetto esecutivo le opere irrigue per le quali sia concesso il contributo dello Stato acquistano il carattere e godono i vantaggi delle opere dichiarate di pubblica utilità.

Art. 5.

Il contributo è liquidato per intero in seguito al collaudo dei lavori, ma gl'interessati possono ottenere che si proceda, alla scadenza di termini periodici, alla liquidazione di 8 decimi del contributo sulla base dell'importo dello stato di avanzamento dei lavori, accertato dal Genio civile. Le quote di contributo sono determinate in base alla spesa effettiva dei lavori, aumentata della percentuale prefissa, in modo però che il totale contributo non superi in nessun caso l'importo stabilito in via preventiva a sensi dell'art. 3.

Al pagamento del contributo si provvede in annualità costanti non eccedenti il numero di 30, comprensive di una quota di capitale e d'interessi.

L'interesse è determinato aumentando dell'uno per cento il tasso stabilito dalla Cassa depositi e prestiti per i mutui ordinari, ai sensi degli articoli 9 e 75 del testo unico 2 gennaio 1913, n. 459.

Il limite di impegno per le annualità è stabilito annualmente con la legge del bilancio.

Art. 6.

Nell'atto di concessione può essere stabilito di corrispondere il contributo all'atto della liquidazione, anzichè in annualità di ammortamento.

Ferma la disposizione dell'art. 19 per quanto riguarda la competenza degli uffici regionali, il Ministro per i lavori pubblici provvede di concerto col Ministro per le finanze alla concessione dei contributi, quando sia stabilito di corrisponderli in annualità.

Lo Stato ha sempre facoltà di riscattare le annualità, in tutto o in parte, pagando il capitale corrispondente, depurato degli interessi non maturati.

Art. 7.

Quando all'irrigazione si debba provvedere con acqua pubblica della quale non si abbia ancora il diritto di uso, il procedimento previsto dall'art. 9 del R. decreto-legge 9 ottobre 1919, n. 2161, vale anche per la concessione del contributo nelle opere irrigue.

A parità di utilizzazione, è preferita fra più concorrenti la domanda di chi abbia la proprietà dei terreni da irrigare o del consorzio dei proprietari.

La concessione di acqua ad uso irriguo, se accordata al proprietario dei terreni da irrigare, si intende trasferita, in caso di trapasso del fondo, al nuovo proprietario, nonostante qualunque patto in contrario.

TITOLO II.

Delle persone autorizzate ad eseguire opere di irrigazione.

Art. 8.

Il Prefetto della Provincia o qualunque dei proprietari interessati può promuovere la costituzione di un consorzio per la esecuzione di opere irrigue, sulla base dell'elenco dei proprietari da consorziare, della corografia indicativa del territorio da irrigare e di una relazione sommaria delle opere da eseguire, della spesa presunta e del loro probabile rendimento.

L'elenco contiene i nomi dei proprietari quali risultano dal catasto o in difetto dai ruoli dell'imposta fondiaria, e l'estensione delle singole proprietà.

Il Prefetto, accertata l'attendibilità della proposta quando sia fatta dai proprietari, dispone la pubblicazione e il deposito degli atti, dandone avviso in uno o più giornali quotidiani e facendo affiggere manifesti murali nei Comuni interessati.

Nell'avviso è indetta, per un giorno festivo, l'adunanza dei proprietari, sotto la presidenza di un delegato prefettizio, allo scopo di deliberare sulla costituzione del consorzio e la nomina di una deputazione provvisoria.

Art. 9.

Se la proposta di costituzione del consorzio riporti l'adesione della maggioranza degli intervenuti e questa rappresenti la maggior parte del territorio da irrigare, il Ministro per i lavori pubblici promuove il decreto Reale di riconoscimento dell'Ente.

Il Consorzio può essere riconosciuto anche quando la proposta abbia raccolto il voto favorevole della maggioranza degli intervenuti e questa rappresenti soltanto un quarto della superficie, purchè, in sede di pubblicazione degli atti, non siano state mosse opposizioni o le opposizioni prodotte, avuto riguardo allo scopo ed alla possidenza dei reclamanti, non siano tali, a giudizio del Ministro competente, da far presumere gravi difficoltà nel funzionamento dell'Ente.

Art. 10.

I consorzi legalmente riconosciuti hanno facoltà di esigere i contributi consorziali con le forme ed i privilegi di riscossione delle imposte dirette.

I contributi consorziali costituiscono un onere reale sui fondi.

Art. 11.

Lo statuto del consorzio, proposto dalla deputazione e deliberato dall'assemblea nei modi previsti dalle leggi per i consorzi di bonifica, è approvato dal Ministro per i lavori pubblici, il quale ha facoltà di introdurvi tutte le modificazioni necessarie.

Lo statuto dà le norme per l'attribuzione del voto plurimo in ragione d'interesse e stabilisce i criteri per la ripartizione delle spese consorziali o il modo e il tempo in cui saranno determinati.

Sino a che non sia redatto il campione di utenza, la spesa è ripartita in ragione di superficie.

Approvato lo statuto, la deputazione convoca i proprietari per la costituzione degli organi ordinari dell'Ente e quindi cessa da ogni funzione.

Art. 12.

I consorzi d'irrigazione, possono, tenendo distinte le rispettive gestioni, provvedere al bonificamento agrario dei terreni, nonchè assumere le funzioni di consorzi di bonifica e di derivazione ed uso delle acque a scopo industriale, sotto l'osservanza e coi benefici delle relative leggi speciali.

Per provvedere alle opere e funzioni di cui sopra sono imposti particolari tributi alle proprietà interessate in ragione del beneficio, i quali contributi costituiscono oneri reali gravanti sui fondi.

Art. 13.

Il Governo del Re, sentito il Consiglio di Stato, può sciogliere le Amministrazioni dei consorzi che per negligenza nell'esecuzione, esercizio o manutenzione delle opere, ovvero per inosservanza delle norme di legge, di regolamento o di statuto compromettano il conseguimento dei propri fini istituzionali.

Al commissario straordinario, al quale è affidata l'amministrazione dell'Ente, e, ove occorra, l'esecuzione delle opere, spettano i poteri dell'assemblea e degli altri organi consorziali.

Art. 14.

Per i consorzi costituiti prima della guerra il termine nel quale sono ammesse riduzioni di imposte ai sensi dell'art. 14 del testo unico 2 ottobre 1922, n. 1747, è prorogato di cinque anni.

Art. 15.

Se le opere d'irrigazione nella cui spesa sia consentito un contributo dello Stato sono eseguite da persona che non abbia la proprietà dei terreni da irrigare, può il Ministero dei lavori pubblici autorizzare l'esercente delle opere ad imporre, a carico dei terreni suscettibili di irrigazione, il contributo di miglioria previsto dagli articoli 48, n. 2, e 56 del decreto-legge 9 ottobre 1919, n. 2161.

Quando sia consentita la facoltà di sottoporre a contributo i fondi irrigabili, nell'atto di concessione si determinano i prezzi di vendita dell'acqua e le modalità della periodica revisione delle tariffe e si stabilisce il tempo e le modalità del riscatto dell'impianto per parte del consorzio dei proprietari interessati.

TITOLO III.

Dei mezzi finanziari e di altre disposizioni varie.

Art. 16.

Lo Stato può, fino alla concorrenza del proprio contributo, garantire il pagamento dei mutui concessi per opere di irrigazione, sempre che l'istituto sovventore si impegni a non somministrare le somme mutuate se non in misura pari alla quota del concorso governativo nella spesa risultante dallo

stato di avanzamento dei lavori, accertata dal competente ufficio del Genio civile e calcolata a norma dell'art. 5.

Art. 17.

La Cassa depositi e prestiti e gli altri istituti di credito autorizzati a concedere mutui a consorzi di irrigazione possono provvedervi anche prima che sia compilato il campione di utenza non appena intervenuto il riconoscimento giuridico dell'Ente.

Art. 18.

Quando nella zona nella quale si attuano nuove derivazioni d'acqua o si costruiscono laghi artificiali, esistono pozzi o fontanili, il concessionario ha diritto di fare accertare a sue spese lo stato dei pozzi e dei fontanili, prima e dopo l'esecuzione delle opere, allo scopo di evitare che siano gratuitamente impinguati per effetto delle nuove derivazioni o dei nuovi invasi.

Art. 19.

I contributi per opere di irrigazione assunte da chi utilizzi acque private od abbia già ottenuto la concessione di derivare acqua pubblica sono concessi dall'Alto Commissario per la provincia di Napoli e dai Provveditori alle opere pubbliche, secondo la rispettiva competenza territoriale, quando l'importo complessivo della spesa da porre a carico dell'Erario sia inferiore a L. 150,000.

Il Ministro per i lavori pubblici, di concerto col Ministro per le finanze, fissa annualmente il limite complessivo di spesa da erogarsi per tale titolo dagli uffici regionali.

Se alla irrigazione s'intenda provvedere con acqua pubblica, della quale non si sia ancora ottenuta la concessione, lo statuire sul contributo e sulla misura di esso spetta al Ministro per i lavori pubblici, ancor quando si tratti di spesa inferiore alle L. 150,000.

Art. 20.

Coloro che posteriormente alla costituzione dell'Alto Commissariato e dei Provveditorati ottennero il concorso dello Stato in opere d'irrigazione, a sensi del citato testo unico 2 ottobre 1922, n. 1747, possono chiedere la applicazione delle norme della presente legge.

Art. 21.

Il presente decreto ha effetto soltanto nel territorio dell'Alto Commissariato per la provincia di Napoli e dei Provveditorati alle opere pubbliche.

Nel detto territorio cessano di aver vigore le disposizioni degli articoli 3, 5, 6, 8, 10, 12, 13, 19 primo comma, 20, 21, 22, 23, 25, 26 e 28 del testo unico 2 ottobre 1922, n. 1747, e quelle degli articoli dall'1 al 19 e 59 del regolamento 28 febbraio 1886. n. 3733.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 maggio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — GIURIATI — VOLPI.

Visto, il Guardasigilli: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 *luglio* 1926.
Atti del Governo, registro 250, *foglio* 45. — CASATI.

Numero di pubblicazione **1469.**

REGIO DECRETO 14 marzo 1926, n. **1155.**

Emissione per le Colonie italiane di francobolli commemorativi del VII Centenario Francescano.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 6 luglio 1912, n. 749;

Visto il R. decreto 20 novembre 1912, n. 1205;

Visto l'art. 137 del regolamento sul servizio postale approvato con R. decreto 10 febbraio 1901, n. 120;

Visto il R. decreto 7 giugno 1923, n. 1257, che modifica l'art. 137 del predetto regolamento generale sul servizio postale;

Vista la domanda con la quale il « Comitato pro concorso artistico nazionale per un omaggio della pittura italica al Santo d'Assisi » e la « Provincia minoritica romana di San Francesco a Ripa » chiedono che venga estesa alle Colonie italiane mediante opportune sovrastampe la emissione dei francobolli commemorativi stabilita pel Regno in occasione del Centenario Francescano ai sensi del R. decreto 1814 del 23 ottobre 1924;

Sentito il Consiglio superiore coloniale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le colonie di concerto con quelli per le finanze e per le comunicazioni;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' autorizzata l'emissione per ciascuna delle Colonie della Cirenaica, della Tripolitania, dell'Eritrea, della Somalia Italiana e dell'Oltre Giuba, degli stessi francobolli speciali emessi nel Regno in occasione del Centenario Francescano, da valere per la francatura delle corrispondenze impostate negli uffici postali delle Colonie predette e dirette ovunque.

Art. 2.

L'emissione di cui all'articolo precedente differisce da quella del Regno per la colorazione del francobollo da L. 5 che, per le Colonie, è a tinta oliva. Inoltre tutti i valori emessi pel Regno, compreso quello da L. 5 testè detto, portano sovrastampata, mediante caratteri tipografici, la leggenda « Tripolitania », « Cirenaica », « Eritrea », « Somalia Italiana », « Oltre Giuba » e, nel seguente quantitativo rispettivamente per ciascuna Colonia:

n. 75,000 del valore di L. 0.20;
n. 75,000 del valore di L. 0.40;
n. 75,000 del valore di L. 0.60;
n. 50,000 del valore di L. 1.25,
n. 25,000 del valore di L. 5.00.

Art. 3.

I suddetti francobolli saranno posti in vendita, non appena allestite le relative sovrastampe, negli uffici postali delle Colonie e presso l'Ufficio filatelico coloniale.

Art. 4.

Per quanto riguarda la validità dei predetti francobolli, saranno osservate le norme che stabilirà l'Amministrazione postelegrafica del Regno.

Art. 5.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato per le colonie è autorizzato a stipulare con il « Comitato pro concorso artistico nazionale per un omaggio della pittura italica al Santo d'Assisi » e con la « Provincia minoritica romana di S. Francesco a Ripa », una convenzione per regolare l'emissione dei francobolli commemorativi suddetti.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 marzo 1926.

VITTORIO EMANUELE.

P. LANZA DI SCALEA — CIANO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 luglio 1926.
Atti del Governo, registro 250, foglio 46. — CASATI.

DECRETI PREFETTIZI:
Proroga di poteri dei Commissari straordinari di Orta di Atella, di Nola e di Budrio.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TERRA DI LAVORO

Veduto il R. decreto 21 marzo corrente anno, col quale venne sciolto il Consiglio comunale di Orta di Atella;
Veduta la legge comunale e provinciale testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, modificato col R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2839;
Ritenuto che il Commissario straordinario non ha potuto ancora portare a termine la sistemazione della finanza comunale e dei pubblici servizi, e che la situazione dei partiti locali non consente, d'altra parte, che abbiano luogo subito le elezioni per la ricostituzione della normale rappresentanza;

Decreta:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Orta di Atella è prorogato di tre mesi.

Caserta, addì 24 giugno 1926.

Il Prefetto: GRAZIANI.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TERRA DI LAVORO

Veduto il R. decreto 11 aprile 1926, col quale venne sciolto il Consiglio comunale di Nola;
Veduta la legge comunale e provinciale testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, modificato col R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2839;
Ritenuto che il Commissario straordinario non ha ancora potuto completare la sistemazione della finanza comunale e dei pubblici servizi e che la situazione dei partiti locali non consente d'altro lato di indire subito le elezioni per la ricostituzione della normale rappresentanza;

Decreta:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Nola è prorogato di tre mesi.

Caserta, addì 7 luglio 1926.

Il Prefetto: GRAZIANI.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il R. decreto 3 aprile 1926, col quale venne sciolto il Consiglio comunale di Budrio;
Ritenuto che il Commissario straordinario non ha potuto ancora completare la sistemazione dei pubblici servizi e che, d'altra parte, la situazione dei partiti locali non consente di indire subito le elezioni per la ricostituzione della normale rappresentanza;
Vista la legge comunale e provinciale testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, modificato col R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2839;

Decreta:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Budrio è prorogato di tre mesi.

Bologna, addì 3 luglio 1926.

Il Prefetto: DE VITA.

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DELLA GUERRA

Comunicazione.

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di stato per la guerra ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati un disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 17 giugno 1926, n. 1038, concernente la nomina di Marescialli d'Italia e disposizioni relative a tale grado.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA GUERRA

Norme esecutive per la prima applicazione della legge 11 marzo 1926, n. 397, sullo stato degli ufficiali del Regio esercito, della Regia marina e della Regia aeronautica.

TITOLO I.

DISPOSIZIONI GENERALI.

Art. 1.

Lo stato d'ufficiale è costituito dai diritti e dai doveri inerenti al grado e all'impiego o servizio dell'ufficiale così in attività come in congedo.

Lo stato dell'ufficiale in congedo assoluto riguarda il grado soltanto.

Art. 2.

L'ufficiale viene riconosciuto nel suo grado ed impiego con la partecipazione ufficiale della nomina o promozione ed assume i doveri inerenti al suo stato dal giorno in cui ne riceve la notificazione.

Art. 3.

All'atto di assumere servizio l'ufficiale deve prestare il giuramento prescritto dai regolamenti vigenti.

TITOLO II.

Del grado.

Capo I.

Nomina ad ufficiale.

Art. 4.

I requisiti fisici, morali e intellettuali, le condizioni e le modalità particolari occorrenti per la nomina ad ufficiale sono determinati da disposizioni speciali riflettenti il reclutamento degli ufficiali.

Capo II.

Della anzianità di grado e dei ruoli d'anzianità.

Art. 5.

L'anzianità dell'ufficiale è regolata dalle disposizioni della legge e dalle presenti norme.

Art. 6.

Quando non sia altrimenti prescritto dalla legge, l'anzianità assoluta o di grado decorre dalla data della nomina o della promozione, la quale coincide con la data del relativo decreto, se da questo non ne è espressamente stabilita una diversa.

Art. 7.

L'anzianità relativa tra ufficiali nominati in base a concorsi per reclutamento straordinario è determinata dalla classificazione ottenuta per esami o per titoli; a parità di classificazione, dall'età, poscia dalla diversità di grado e di anzianità eventualmente posseduti, ed infine dalla sorte.

Per gli ufficiali della Regia aeronautica l'anzianità relativa, a parità di data di nomina, è regolata in conformità di quanto dispone l'art. 10 della legge.

Art. 8.

L'anzianità relativa tra ufficiali di un medesimo ruolo, a parità di data di promozione e identità di titolo di avanzamento, è determinata dall'ordine di anzianità nel grado inferiore.

Tra ufficiali di ruoli diversi e di pari anzianità di grado, l'ordine di precedenza, a tutti gli effetti, è determinato dall'età, fermo restando peraltro, tra gli ufficiali di ogni singolo ruolo, l'ordine di precedenza acquisito nel ruolo stesso. A parità di età e a parità di anzianità nei gradi inferiori, si applicano le norme di cui all'art. 9 della legge.

Art. 9.

L'anzianità relativa tra tenenti dei carabinieri reali, di provenienza diversa e nominati sotto la stessa data, è determinata in base ad una serie di tre turni dei quali il primo spetta, secondo l'ordine della classificazione ottenuta alla fine dei corsi di reclutamento, a quelli che provengono dai sottufficiali dell'arma; gli altri due spettano a quelli che provengono dai tenenti di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio, secondo la loro anzianità originaria.

Art. 10.

La perdita dei posti nei casi previsti dall'art. 12 della legge è calcolata sulla media quinquennale delle promozioni al grado superiore a quello dell'ufficiale e corrisponde a tanti dodicesimi della media quanti sono i mesi e le frazioni di mese non inferiori a quindici giorni passati dall'ufficiale in posizione che importi perdita di anzianità.

La media quinquennale è fissata al principio d'ogni anno con decreto ministeriale sulla base delle promozioni relative all'ultimo quinquennio.

Nel caso però previsto dal n. 4 del detto articolo, la perdita dei posti, prima che l'ufficiale in una o più volte, e rimanendo nello stesso grado, abbia trascorso un anno in aspettativa per motivi privati, è commisurata ad un quinto della perdita dei posti calcolata nel modo indicato nei commi precedenti.

Le frazioni di posto non vengono calcolate.

Quando il numero dei posti perduti dall'ufficiale superi di due o più quello degli ufficiali meno anziani nel suo grado, l'anzianità dell'ufficiale rimarrà sospesa e verrà fissata dopo che con le promozioni nel grado stesso si sarà raggiunto il numero dei posti perduti.

La perdita d'anzianità per l'ufficiale in congedo sospeso dal grado è commisurata alla durata di questa posizione.

Art. 11.

La perdita di posti nel caso previsto dal n. 1 dell'art. 12 della legge, è ragguagliata a tutta la durata della pena detentiva o della sospensione, e non soltanto al tempo eccedente il periodo di un mese.

Nel caso di concorso di pene che, cumulate, superino un mese, la perdita di posti è ragguagliata alla durata complessiva delle pene stesse, anche se ciascuna di esse non superi un mese.

Art. 12.

L'art. 12 della legge non riguarda esclusivamente la pena della detenzione propriamente detta stabilita dagli articoli 11 e 15 del Codice penale comune, ma comprende qualsiasi pena detentiva, e quindi anche quelle della reclusione e dell'arresto stabilite dagli articoli 11, 13 e 21 del Codice stesso.

La pena del confino non porta deduzione d'anzianità.

Art. 13.

L'anzianità degli ufficiali risulta dal rispettivo ruolo d'anzianità, nel quale essi vengono inscritti distinti per grado, nell'ordine di precedenza gerarchica determinata dalla data di anzianità assoluta e, nell'ambito di questa, dall'anzianità relativa che spetta a ciascuno di essi.

Art. 14.

Gli ufficiali, la cui anzianità relativa non sia ancora definitivamente stabilita, sono inscritti nel rispettivo ruolo, con riserva d'anzianità, nell'ordine stesso col quale si succedono nel decreto di nomina.

Art. 15.

Gli ufficiali con anzianità sospesa sono inscritti in ruoli a parte finchè, cessato il motivo della sospensione, vengano riammessi nei rispettivi ruoli di anzianità.

La loro nuova anzianità viene indicata, a seconda dei casi, nel decreto di richiamo in servizio effettivo o con provvedimento successivo.

Art. 16.

Quando non sia altrimenti prescritto dalla legge o dalle presenti norme, l'inscrizione di un ufficiale in un ruolo, per nomina o per trasferimento da altro ruolo o per riammissione nei ruoli, si fa in base al grado di cui trovasi rivestito, ed all'anzianità assoluta e relativa che gli spetta.

L'anzianità assoluta dell'ufficiale, che abbia cessato di appartenere ai ruoli, subirà, all'atto della riammissione nei ruoli, una deduzione pari all'interruzione, salvo eventuale diritto conferitogli da speciali disposizioni a conservarla integralmente.

Art. 17.

Gli ufficiali, che lasciano il servizio permanente e sono inscritti nei ruoli del congedo, conservano la loro anzianità assoluta, purchè questa non debba subire deduzioni ai termini dell'art. 12 della legge.

Art. 18.

A parità di data d'anzianità con ufficiali del ruolo di congedo in cui debbono essere inscritti gli ufficiali che cessino comunque dal servizio permanente, la precedenza spetta a questi ultimi.

Art. 19.

I ruoli degli ufficiali in servizio permanente attingono i loro rifornimenti dalle fonti di reclutamento iniziale, da trasferimenti di ruolo con o senza promozione, nei casi consentiti, da richiami in servizio effettivo e dall'avanzamento.

I ruoli degli ufficiali in congedo sono alimentati dai cespiti di reclutamento iniziale, da trasferimenti di ruolo da altre categorie e dall'avanzamento.

Art. 20.

Il trasferimento degli ufficiali dal servizio permanente ad una delle categorie degli ufficiali in congedo, o da una ad un'altra di tali categorie, si fa nei ruoli delle armi e dei corpi corrispondenti.

Art. 21.

Sono inscritti nei ruoli dell'ausiliaria gli ufficiali collocati di diritto, d'autorità o a domanda in detta posizione.

Art. 22.

Sono inscritti d'ufficio nei ruoli di complemento:

a) gli ufficiali dispensati dal servizio permanente o collocati a riposo prima del limite d'età stabilito dall'art. 51 della legge e che non debbano essere inscritti in altra categoria di ufficiali in congedo;

b) gli ufficiali di complemento di nuova nomina reclutati in base alle norme speciali di ciascuna amministrazione o comunque provenienti da altri ruoli.

Possono esservi inscritti a domanda gli ufficiali esonerati o dispensati dal servizio, o collocati in congedo assoluto per infermità, che abbiano ricuperato l'idoneità necessaria e non abbiano raggiunto il limite di età stabilito dall'art. 51 della legge. Nei casi in cui occorra o l'amministrazione creda opportuno di accertare l'idoneità, l'ufficiale verrà sottoposto a visita sanitaria a norma del seguente art. 38.

Il tempo trascorso fuori dei ruoli è dedotto dall'anzianità precedentemente posseduta.

Art. 23.

L'ufficiale di complemento provvisto della laurea o degli altri titoli occorrenti per armi o corpi speciali, può ottenere, a domanda, il passaggio nelle armi o nei corpi stessi, in base alle norme speciali di ciascuna amministrazione.

Art. 24.

Sono inscritti d'ufficio nei ruoli del congedo provvisorio gli ufficiali collocati in detta posizione ai termini degli articoli 38 e 39 della legge.

Art. 25.

Sono inscritti d'ufficio nella riserva purchè posseggano la idoneità necessaria:

a) gli ufficiali collocati a riposo dopo raggiunto il limite di età stabilito dall'art. 51 della legge;

b) gli ufficiali dispensati dal servizio permanente o collocati a riposo, prima del limite di età anzidetto, che, per ragioni d'insufficiente idoneità fisica, non possono essere inscritti nei ruoli di complemento;

c) gli ufficiali dispensati dal servizio permanente o collocati a riposo per esclusione definitiva dall'avanzamento o per inidoneità agli uffici del grado;

d) gli ufficiali di complemento pensionati per servizio militare, che cessino d'appartenere a tale categoria per età o per menomata idoneità.

Possono esservi inscritti a domanda, purchè idonei:

a) gli altri ufficiali di complemento che cessino di appartenere a tale categoria per limite d'età;

b) gli ufficiali dispensati da qualsiasi servizio per infermità che abbiano ricuperata l'idoneità necessaria e non abbiano raggiunto il limite di età stabilito dall'art. 47 della legge. In questi casi l'idoneità verrà accertata mediante visita sanitaria a norma del seguente art. 38.

Art. 26.

Salvo il caso in cui si colleghino a provvedimenti di stato pei quali sia prescritto il decreto Reale, l'inscrizione nelle categorie del congedo, il passaggio dall'una all'altra e la cancellazione per limiti di età ai termini degli articoli 47 e 51 della legge o per inabilità ai termini dell'art. 54, si attuano con decreto ministeriale.

TITOLO III.

DELL'IMPIEGO.

CAPO I.

Disposizioni generali.

Art. 27.

Con l'impiego, di cui è provvisto l'ufficiale in servizio permanente, non è compatibile l'esercizio di alcuna professione, salvo i casi previsti da disposizioni speciali di legge o di regolamento.

Per la nomina alla carica di Podestà di cui alla legge 4 febbraio 1926, n. 237 occorre sempre il consenso espresso del competente Ministero.

Art. 28.

La nomina, l'esonerazione e il trasferimento concernente l'impiego o carica di ufficiale generale, di colonnello e gradi corrispondenti, e di comandante di corpo o capo di servizio affidato ad ufficiale di grado inferiore a colonnello e di grado corrispondente, hanno luogo con decreto Reale.

Art. 29.

I provvedimenti, la cui forma non sia espressamente prescritta dalla legge o dalle presenti norme, si fanno, secondo i casi ed i vari regolamenti, per decreto, determinazione o notificazione ministeriale oppure per disposizione delle autorità militari a ciò delegate.

CAPO II.

Del servizio effettivo.

Art. 30.

La posizione di servizio effettivo è conferita all'ufficiale con decreto Reale o con decreto ministeriale o con altro provvedimento, secondo le disposizioni delle leggi e dei regolamenti speciali.

Art. 31.

Il collocamento fuori quadro e il ritorno nei quadri sono disposti normalmente con decreto ministeriale, salvo i casi concernenti ufficiali generali, colonnelli od ufficiali superiori comandanti di corpo o capi di servizio del R. Esercito o della R. Aeronautica, pei quali si provvede con decreto Reale.

CAPO III.

Della disponibilità.

Art. 32.

Il decreto di collocamento in disponibilità non indica i motivi del provvedimento.

CAPO IV.

Dell'aspettativa.

Art. 33.

L'ufficiale non può essere collocato in aspettativa se non per una delle cause stabilite dalla legge.

Art. 34.

Ogniqualvolta debba procedersi ad una riduzione di quadri, il competente Ministero indica, mediante pubblicazione nei propri atti ufficiali, il numero delle eccedenze per grado e per arma o corpo e indica la presentazione delle domande di aspettativa. Qualora il numero delle domande superi quello delle eccedenze, hanno normalmente la preferenza nel collocamento in aspettativa gli ufficiali più anziani.

Art. 35.

L'aspettativa per prigionia di guerra decorre dalla data della cattura.

Art. 36.

L'ufficiale di ritorno dalla prigionia di guerra, se idoneo, sarà richiamato in servizio o, in mancanza di posto, trasferito in aspettativa per riduzione di quadri; se non idoneo, sarà, a seconda dei casi, trasferito in aspettativa per infermità o collocato in congedo provvisorio, a riposo o in riforma.

Art. 37.

L'ufficiale può essere collocato in aspettativa per infermità temporanee provenienti o non provenienti da cause di servizio sia in seguito a sua domanda, sia di autorità e ancorchè non abbia fruito delle licenze stabilite dai relativi regolamenti.

Art. 38.

Quando occorra accertare se un ufficiale debba essere collocato in aspettativa per infermità, egli verrà sottoposto a visita sanitaria a norma delle vigenti disposizioni.

Il verbale di visita, esposti i dati anamnestici e descritta accuratamente l'infermità, dichiarerà se essa renda indispensabile, e per quanto tempo, la esonerazione dell'ufficiale dal servizio. Corredato da copia dello stato di servizio dell'ufficiale e, se trattisi d'infermità proveniente da causa di servizio, da copia del processo verbale di riconoscimento della provenienza, e dai relativi documenti giustificativi, nonchè, se del caso, dall'eventuale domanda d'aspettativa, sarà poi trasmesso, per via gerarchica, al competente Ministero per i suoi provvedimenti.

Se l'ufficiale non accetti le conclusioni della visita sanitaria, si pronuncierà l'Ispettorato di sanità della rispettiva zona o altro ufficio sanitario competente, in base all'esame degli atti sanitari ed, ove ne sia il caso, a maggiori chiarimenti o nuovi accertamenti, od anche procedendo a visita diretta dell'ufficiale.

Insieme col nuovo verbale compilato con le norme stabilite per quello della visita sanitaria, tutti gli atti saranno poi inviati per via gerarchica al Ministero.

Art. 39.

Le norme del precedente articolo si osservano anche per gli atti sanitari occorrenti per il richiamo in servizio effettivo degli ufficiali in aspettativa per infermità.

Art. 40.

L'aspettativa per infermità decorre dalla data della visita sanitaria salvo che l'inizio dell'inabilità non sia altrimenti determinato nel verbale della visita stessa o in quello dell'Ispettorato di sanità di zona o altro ufficio sanitario competente.

Art. 41.

Nei casi previsti dal secondo comma dell'art. 32 della legge, l'ufficiale che conservi l'idoneità al servizio della riserva e non abbia diritto al riposo, verrà collocato in congedo provvisorio secondo le leggi che lo regolano.

Art. 42.

Se l'ufficiale trovasi all'estero, il collegio medico viene costituito dalle Regie autorità diplomatiche o consolari con medici prescelti dalle autorità stesse ed il relativo verbale deve essere compilato nei modi prescritti dal precedente art. 38.

L'eventuale visita d'appello viene eseguita da altro sanitario, parimenti prescelto dalle suddette autorità.

Art. 43.

L'ufficiale non può essere collocato in aspettativa per motivi privati se non siano decorsi almeno due anni dalla data della sua nomina in servizio permanente.

Art. 44.

La domanda di aspettativa per motivi privati dev'essere corredata, per quanto è possibile, da documenti che la giustifichino.

Le autorità che trasmettono la domanda devono, in ogni caso, esprimere il loro parere in merito, specialmente in relazione alle esigenze del servizio.

L'aspettativa per motivi privati può essere negata o fatta cessare, semprechè ciò sia richiesto da ragioni di servizio.

Art. 45.

L'aspettativa per motivi privati e le eventuali proroghe non possono essere concesse che a mesi interi, e queste ultime non possono essere inferiori a due mesi.

L'ufficiale in aspettativa per motivi privati non può chiedere d'essere richiamato in servizio con anticipazione se non abbia passato almeno quattro mesi in tale posizione.

Art. 46.

L'ufficiale, che già sia stato in aspettativa per motivi privati, può esservi ricollocato benchè non siano decorsi due anni dal suo richiamo in servizio, quando questo sia avvenuto con anticipazione per una delle cause prevedute dall'art. 33 della legge.

CAPO V.

Cessazione dal servizio permanente.

Art. 47.

Raggiunto il limite di età stabilito dall'art. 36 della legge, vengono collocati in ausiliaria gli ufficiali idonei ad alcuno dei servizi indicati dall'art. 5 della legge 17 ottobre 1881, n. 435, per gli ufficiali del R. Esercito e della R. Aeronautica, o dall'art. 5 della legge 29 gennaio 1885, n. 2897, per quelli della R. Marina e pei quali non si verifichino motivi disciplinari o di salute che, ai termini dell'art. 87 del testo unico delle leggi sulle pensioni civili e militari approvato con R. decreto 21 febbraio 1895, n. 70 e successive modificazioni, rendano necessario il collocamento a riposo.

In tal caso vengono inscritti, se idonei, nei ruoli della riserva.

Art. 48.

Agli effetti dell'art. 37 della legge, s'intende investito delle funzioni del grado superiore l'ufficiale che, con decreto Reale, sia nominato ad una carica, alla quale sia assegnato, nelle tabelle graduali e numeriche di formazione, un titolare di grado superiore a quello dell'ufficiale stesso.

Art. 49.

Il titolare di cariche compatibili con due gradi successivi, dei quali possegga il meno elevato, s'intende investito delle funzioni del grado superiore quando un suo pari grado, inscritto dopo di lui nello stesso quadro di avanzamento, sia stato nominato ad una carica che, secondo l'articolo precedente, corrisponda alle funzioni del grado superiore.

Art. 50.

L'art. 37 della legge si applica pure all'ufficiale la cui promozione sia stata ritardata per effetto di un errore, o che, per fatto non suo, non sia stato sottoposto a tempo all'accertamento dell'idoneità all'avanzamento.

Art. 51.

Qualora cessino le ragioni che motivano le eccezioni di cui agli articoli precedenti, l'ufficiale, dal giorno successivo a tale cessazione, viene esonerato dal servizio permanente mediante collocamento in ausiliaria od a riposo a seconda della sua idoneità. Però nel caso previsto dall'ultima parte del precedente art. 50, l'ufficiale, qualora sia giudicato non idoneo all'avanzamento, sarà esonerato dal servizio permanente a decorrere dal raggiungimento dei limiti di età stabiliti per il suo grado e per il periodo successivo sarà considerato come richiamato in servizio temporaneo.

Art. 52.

Il provvedimento, con cui l'ufficiale inidoneo agli uffici del grado od escluso definitivamente dall'avanzamento viene tolto dai ruoli del servizio permanente, avrà decorrenza non posteriore ad un mese dalla data del giudizio definitivo, tranne per i relativi assegni che decorreranno dal giorno successivo alla scadenza della licenza ordinaria biennale dell'ufficiale, nel quale periodo questi è considerato trattenuto in servizio temporaneo.

Art. 53.

Se l'ufficiale escluso definitivamente dall'avanzamento abbia raggiunto il limite minimo di servizio per la liquidazione della pensione è collocato in ausiliaria e trattenutovi fino a quando abbia raggiunto il diritto al massimo della pensione stabilita per il proprio grado, sempre però per non più di otto anni.

L'ufficiale non idoneo agli uffici del grado è collocato a riposo, ove abbia raggiunto il limite minimo di servizio per la liquidazione della pensione.

L'ufficiale escluso definitivamente dall'avanzamento o dichiarato comunque non idoneo agli uffici del grado, che non abbia raggiunto il limite minimo di servizio richiesto per il collocamento a riposo, ma conti almeno quindici anni di servizio utile per la liquidazione della pensione, qualora non sia idoneo agli uffici della riserva, viene collocato in riforma. Se sia invece idoneo agli uffici della riserva, è collocato in congedo provvisorio in attesa di raggiungere il limite minimo di servizio richiesto per il collocamento a riposo. Raggiunto tale limite, l'ufficiale escluso definitivamente dall'avanzamento è collocato in posizione ausiliaria, se idoneo ai servizi di tale posizione; altrimenti a riposo, con iscrizione nella riserva. L'ufficiale comunque dichiarato non idoneo agli uffici del grado, raggiunto l'accennato limite, è invece collocato a riposo ed inscritto nella riserva.

Qualora infine gli ufficiali esclusi definitivamente dall'avanzamento o comunque dichiarati non idonei agli uffici del grado non contino almeno quindici anni di servizio utile per la pensione, sono dispensati dal servizio permanente, col trattamento di cui al 2° comma dell'art. 38 della legge, e se idonei ai servizi rispettivamente del complemento o della riserva, sono inscritti nei corrispondenti ruoli del congedo.

In ogni caso l'ufficiale escluso definitivamente dall'avanzamento o non idoneo agli uffici del grado fruirà del trattamento previsto dal 3° comma dell'art. 38 della legge e, se non idoneo ai servizi della riserva, conserverà il grado con la relativa uniforme.

Art. 54.

L'inabilità dell'ufficiale in servizio permanente a continuare o a riassumere il servizio per infermità, è accertata nei modi stabiliti dal regolamento sulle pensioni approvato con Regio decreto 5 settembre 1895, n. 603 e successive modificazioni.

L'idoneità ai servizi dell'ausiliaria e della riserva è accertata con le norme di cui ai seguenti articoli 59 e 69.

Art. 55.

Nei casi previsti dall'art. 41 della legge 11 marzo 1926, n. 397, e dall'art. 7 della legge 11 marzo 1926, n. 399, l'ufficiale che abbia diritto al riposo viene collocato in tale posizione.

Art. 56.

L'ufficiale, che intenda essere dispensato dal servizio permanente, deve farne domanda non motivata, per via gerarchica, al Ministero.

La dispensa ha effetto dal giorno stabilito dal decreto reale con cui è stata accolta la domanda.

La facoltà di chiedere la dispensa è sospesa dal giorno in cui è indetta la mobilitazione.

Art. 57.

Le cause di dispensa dal servizio permanente dell'ufficiale, che abbia contratto matrimonio senza il Regio assentimento o in contravvenzione alla legge 11 marzo 1926, n. 399, o unione matrimoniale col solo rito religioso, sono accertate nei modi stabiliti dai relativi regolamenti.

TITOLO IV.

OBBLIGHI DEGLI UFFICIALI IN CONGEDO.

Art. 58.

L'ufficiale in congedo assume gli obblighi della categoria cui è ascritto.

Art. 59.

L'idoneità ai servizi dell'ausiliaria è normalmente presunta nei casi di cessazione dal servizio permanente per raggiungimento dei limiti di età o per esclusione definitiva dall'avanzamento. Negli altri casi tale idoneità è dichiarata dal comandante del corpo o capo di servizio da cui l'ufficiale dipende, o direttamente dal Ministero, per gli ufficiali del Regio esercito e della Regia aeronautica, e dalla commissione ordinaria di avanzamento, per gli ufficiali della Regia marina.

Il relativo giudizio avrà riguardo, non soltanto alle indicazioni specifiche dell'art. 5 della legge 17 ottobre 1881, numero 435, per gli ufficiali del Regio esercito e della Regia aeronautica, e dell'art. 5 della legge 29 gennaio 1885, n. 2897 per quelli della Regia marina, ma anche alla prescrizione generica dell'art. 46 della legge 11 marzo 1926, n. 397.

Art. 60.

L'ufficiale collocato in congedo provvisorio in seguito ad esclusione definitiva dall'avanzamento non potrà essere collocato in ausiliaria se non soddisfi alle condizioni di idoneità specificate ai precedenti articoli 47 e 59.

Art. 61.

L'ufficiale, collocato in ausiliaria ai termini dell'art. 36 o dell'art. 39 della legge 11 marzo 1926, n. 397, può essere collocato a riposo anche prima di aver raggiunto il diritto al massimo della pensione stabilita per il suo grado o d'aver passato otto anni nella posizione stessa, per motivi di salute, che ne menomino l'idoneità ai relativi servizi o per motivi disciplinari pei quali non si creda o non si possa prendere provvedimenti disciplinari di stato.

L'ufficiale, collocato in ausiliaria a domanda, può essere collocato a riposo quando ne abbia diritto ai termini delle leggi sulle pensioni.

All'atto della cessazione dall'ausiliaria per età ai termini dell'art. 47 della legge 11 marzo 1926, n. 397, l'ufficiale viene collocato a riposo.

Art. 62.

Salvo casi di ritardo debitamente autorizzato, il servizio di prima nomina deve essere prestato nel tempo prescritto.

L'ufficiale ammesso al ritardo rimarrà poi, di norma, alle armi fino al compimento del suo obbligo di servizio.

Art. 63.

Il ritardo, così per malattia come per gravi motivi di famiglia o gravi interessi privati, al servizio di prima nomina o ad altre chiamate non può essere concesso che dal Ministero, al quale saranno rivolte, per via gerarchica, le relative domande corredate di documenti di prova.

Art. 64.

L'ufficiale di complemento, che per infermità indipendenti dal servizio ritardi la presentazione alle armi, o, dopo assunto servizio, ne resti assente per oltre quindici giorni, sarà trattenuto sotto le armi tanti giorni quanti ne è stato lontano.

Se il ritardo o le assenze dipendano da infermità provenienti da causa di servizio, saranno computate come servizio finchè non superino un terzo della sua durata obbligatoria, in guisa che il servizio da prestarsi effettivamente non sia mai inferiore ai due terzi del periodo d'obbligo.

Art. 65.

I sottotenenti di complemento dei corpi sanitario e veterinario, provenienti da ufficiali d'altre armi o d'altri corpi in cui non abbiano ancora soddisfatto all'obbligo del servizio di prima nomina, presteranno tale servizio nel corpo nel quale hanno fatto passaggio.

Art. 66.

I subalterni di complemento dei corpi sanitario e veterinario militare, provenienti da ufficiali d'altre armi e d'altri corpi in cui abbiano già prestato il servizio di prima nomina, dovranno, entro un anno dalla data del trasferimento in detti corpi, prestare un mese di servizio rispettivamente presso un ospedale militare o un reggimento d'arma a cavallo.

Art. 67.

L'ufficiale di complemento, che senza legittimo impedimento debitamente comprovato non si presenti nel tempo prescritto ad assumere il servizio di prima nomina o alle chiamate per istruzioni, sarà dichiarato disertore e denunciato al Tribunale militare.

Art. 68.

Compiuto il 39° anno d'età, l'ufficiale di complemento, che venga riconosciuto permanentemente meno idoneo al relativo servizio ma conservi ancora l'idoneità ai servizi della riserva, potrà essere inscritto, a sua domanda, in questa categoria.

Art. 69.

L'idoneità ai servizi della riserva è normalmente presunta, eccetto nei casi di cessazione dal servizio permanente per inidoneità agli uffici del grado o per infermità, e nei casi di cessazione, per quest'ultimo motivo, dall'ausiliaria, dal congedo provvisorio o dal complemento.

L'inabilità è accertata nei modi stabiliti dal regolamento sulle pensioni civili e militari, approvato con R. decreto 5 settembre 1895, n. 603 e successive modificazioni.

Art. 70.

L'ufficiale in congedo deve essere sempre prontamente reperibile e rispondere alle chiamate delle autorità militari da cui dipende, per qualsivoglia evenienza di servizio o di disciplina.

All'atto della cessazione del servizio deve perciò indicare all'autorità militare la propria residenza e il recapito e notificarne poi qualsiasi cambiamento.

Qualora per cambio di residenza venga a trovarsi alla dipendenza di una nuova autorità militare, dovrà farle immediatamente le prescritte notificazioni, avvertendo, al tempo stesso, del cambiamento l'autorità militare dalla quale abbia cessato di dipendere.

Art. 71.

L'ufficiale in servizio temporaneo non può esercitare la sua professione civile, salvo i casi previsti da disposizioni speciali.

Art. 72.

L'ufficiale in congedo, che intenda stabilirsi all'estero o trasferirvisi per un tempo indeterminato, o, comunque, superiore ad un anno, ne preverrà l'autorità militare da cui dipende.

L'ufficiale in ausiliaria non potrà recarsi all'estero senza autorizzazione del competente Ministero, la quale non potrà essere accordata per un tempo superiore a sei mesi, salvo rinnovazione.

Art. 73.

L'ufficiale in congedo non potrà, senza autorizzazione del competente Ministero, accettare la nomina a console o viceconsole di potenze straniere.

Art. 74.

L'ufficiale in congedo assoluto è soggetto alle disposizioni di legge concernenti il grado.

TITOLO V.

DISPOSIZIONI RELATIVE AL TEMPO DI GUERRA.

Art. 75.

Il principio e la fine dello stato di guerra, durante il quale hanno vigore le relative disposizioni della legge e delle presenti norme, sono determinati con decreto Reale.

Viene parimenti stabilito con decreto Reale quali siano le truppe ed i territori da considerarsi, per gli effetti delle disposizioni ora dette, in istato di guerra.

Art. 76.

Con decreto Reale, su proposta del competente Ministro, può essere data facoltà di fare nomine provvisorie a gradi d'ufficiale:

a) al comandante supremo delle forze mobilitate;

b) al comandante di un corpo d'operazione staccato;

c) al comandante di una piazza dichiarata in istato di guerra.

Il decreto, col quale è conferita tale facoltà, determina altresì i gradi ed i limiti di tempo ai quali la facoltà è ristretta.

Art. 77.

Le nomine provvisorie non divengono definitive se non mediante conferma Sovrana. Saranno perciò comunicate, appena possibile, al competente Ministero che provvederà per la conferma e per l'anzianità.

TITOLO VI.

DISCIPLINA.

CAPO I.

Della sospensione dall'impiego e della sospensione dal grado.

Art. 78.

La sospensione dall'impiego, di cui all'art. 65 della legge e, negli stessi casi ivi previsti, la sospensione dal grado per l'ufficiale in congedo, si applicano per tutta la durata della pena.

Nel caso di concorso di pene che cumulate raggiungano o superino i due mesi, la sospensione si applica per tutta la durata complessiva delle pene stesse, anche quando ciascuna di esse non raggiunga i due mesi.

Art. 79.

La sospensione dall'impiego o dal grado, di cui all'art. 66 della legge, è revocata nei due casi contemplati nel terzo comma dell'articolo stesso, salva l'applicazione del disposto di cui al penultimo comma del detto articolo.

In tutti gli altri casi di assoluzione o di non luogo a procedere, la sospensione dall'impiego o dal grado è revocata soltanto quando l'ufficiale non sia sottoposto a procedimento disciplinare, oppure quando questo si esaurisca senza dar luogo a provvedimento disciplinare di stato. Quando invece sia inflitta all'ufficiale la sospensione dall'impiego o dal grado di carattere disciplinare, nel periodo di tempo di tale sospensione viene computato il periodo della precedente sospensione, revocandosi l'eventuale eccedenza.

Art. 80.

Il decreto di sospensione disciplinare indicherà la durata della punizione, senza specificarne i motivi.

Il decreto di sospensione precauzionale dichiarerà se l'ufficiale debba essere sottoposto a procedimento penale o disciplinare.

Il decreto di sospensione penale farà richiamo alla sentenza e indicherà la natura e la durata della pena a cui dovrà essere commisurata la sospensione stessa.

Art. 81.

Il posto in organico dell'ufficiale sospeso dall'impiego non viene normalmente occupato, e questi lo riprende alla scadenza della sospensione.

Qualora il competente Ministero dovesse, però, per particolari esigenze di servizio, ricoprirlo, viene applicato all'ufficiale, alla scadenza della sospensione, il disposto dell'art. 70 della legge.

Capo II.

Della perdita del grado.

Art. 82.

L'ufficiale, che non abbia per legge obblighi di servizio militare o venga a trovarsi in condizioni all'uopo previste dalla legge, può far domanda di dimissioni.

La domanda non sarà motivata, e dovrà essere trasmessa al competente Ministero per via gerarchica.

Le dimissioni hanno effetto dal giorno stabilito dal decreto Reale con cui vengono accettate.

L'accettazione delle dimissioni estingue l'azione disciplinare.

La facoltà di dimettersi dal grado è sospesa dal giorno in cui è indetta la mobilitazione.

Art. 83.

Il provvedimento di dimissioni d'autorità contemplato dall'art. 71 lettera *b*) della legge si baserà sulla sentenza del Tribunale nel caso di interdizione civile, su accertamento ed apprezzamento discrezionale del competente Ministero nei casi di irreperibilità e di incompatibilità della posizione sociale con lo stato d'ufficiale.

Art. 84.

Nel caso previsto dall'art. 71 lettera *c*) della legge, quando cioè un ufficiale intenda assumere servizio con qualsivoglia grado in uno dei ruoli del Regio esercito, della Regia marina o della Regia aeronautica diverso da quello a cui egli appartiene, o, con grado inferiore al suo, in quello stesso a cui già appartiene, l'Amministrazione o il corpo a cui ne ha fatto domanda lo inviterà, prima d'assumerlo in servizio, a dichiarare per iscritto la propria qualità e le proprie intenzioni e ne informerà immediatamente l'Amministrazione competente perchè possa provvedere per la cancellazione dai ruoli, che non sarà disposta se non dopo la effettiva assunzione in servizio.

Analogamente si procede per l'assunzione in servizio nei ruoli della Regia guardia di finanza.

Art. 85.

Quando risulti che un cittadino italiano avente grado di ufficiale sia incorso nella perdita della cittadinanza, i pubblici ufficiali nel Regno e i Regi agenti diplomatici o consolari all'estero ne riferiranno al competente Ministero militare, perchè possa provvedere alla dichiarazione di perdita del grado da pubblicarsi sui propri atti ufficiali, mediante decreto Reale ai termini dell'art. 72 lettera *b*) della legge.

Il riacquisto della cittadinanza non importa reintegrazione nel grado.

Art. 86.

Quando trattisi di condanna a pena restrittiva della libertà personale complessivamente maggiore di tre anni, inflitta per più reati, l'ufficiale non incorre nella perdita del grado, prevista dall'art. 71 lettera *f*), n. 2 della legge, qualora la pena più grave, presa come base per la determinazione di quella complessiva, non superi i tre anni.

In caso di condanna condizionale, la sospensione nella esecuzione della pena non esclude l'effetto della perdita del grado.

Art. 87.

Ogniqualvolta un ufficiale, così in servizio permanente come in congedo, incorra in condanna che importi perdita del grado o di anzianità, l'autorità militare da cui dipende si procurerà e trasmetterà al competente Ministero copia della relativa sentenza appena questa sia divenuta irrevocabile o, se trattasi di sentenza contumaciale, appena divenuta esecutiva, il che dovrà risultare da dichiarazione appostavi dalla competente cancelleria.

Art. 88.

Quando con sentenza contumaciale della Corte d'assise o di un giudice militare sia stata pronunciata contro un ufficiale una condanna che ha per effetto la perdita del grado, il procuratore generale del Re o l'avvocato militare trasmetterà al competente Ministero militare copia integrale della sentenza, con attestazione della sua regolare affissione per tre mesi. Indi il Ministero provvederà per la dichiarazione della incorsa perdita del grado.

Se dopo trascorsi i tre mesi, l'ufficiale si presenta volontariamente od è arrestato, egli rientra in possesso del grado dal giorno della presentazione o dell'arresto, fermi gli effetti per il periodo anteriore.

Art. 89.

Ogniqualvolta nei riguardi di un cittadino italiano avente grado di ufficiale sia stata pronunciata all'estero una sentenza penale divenuta irrevocabile, o, se contumaciale, divenuta esecutiva, il Regio agente diplomatico o consolare ne invierà copia al competente Ministero militare.

Se la sentenza è di condanna e il Ministero ritenga sia da valutarsi agli effetti della perdita del grado secondo la legge italiana, la trasmetterà al Procuratore generale del Re presso la competente Corte d'appello, affinchè promuova dalla Sezione d'accusa la dichiarazione richiesta dall'art. 72 lettera *a*) della legge.

In seguito alla dichiarazione della Sezione d'accusa, il Ministero provvede alla dichiarazione di perdita del grado.

In caso di condanna contumaciale, il magistrato accerterà anzitutto se sia divenuta esecutiva e, pronunciate le sue conclusioni, ai termini della precedente disposizione, le comunicherà al competente Ministero per i suoi provvedimenti.

Art. 90.

Qualora la sezione d'accusa dichiari che il procedimento non fu regolare secondo le leggi dello Stato straniero o che la sentenza non è divenuta esecutiva, o che la condanna non è tale che, per le disposizioni della legge italiana, importi la perdita del grado; come pure nei casi di sentenze assolutorie che mettano in luce responsabilità morali dell'ufficiale, il Ministero competente potrà ordinare una procedura disciplinare.

Art. 91.

Il decreto Reale di rimozione farà espressa menzione del parere del Consiglio di disciplina.

La rimozione ha effetto dalla data del decreto Reale.

Capo III.

Del Consiglio di disciplina.

Art. 92.

Ogniqualvolta venga a constare che un ufficiale abbia commesso un fatto che possa costituire mancanza punibile

con provvedimenti disciplinari di stato, l'autorità militare da cui l'ufficiale disciplinarmente dipende per ragioni del suo impiego, se in servizio effettivo, o per ragione di residenza, in ogni altro caso, provvede con sollecitudine per gli accertamenti necessari e per la raccolta di tutti i dati ed elementi che sia possibile rintracciare e che valgano a determinare i caratteri del caso.

Informa immediatamente il competente Ministero dell'inchiesta ordinata od iniziata, accennandone succintamente, ma in modo preciso, l'oggetto, salvo far seguire una più particolareggiata relazione.

Art. 93.

Compiuta l'inchiesta, l'inquirente comunica all'ufficiale gli addebiti mossigli invitandolo a prendere visione degli atti, e lo avverte che entro un congruo termine, alll'uopo fissatogli, potrà presentare, a proprio discarico, nuovi documenti o chiederne la produzione, fare istanze per ulteriori indagini o per esame di altre persone, indicando, sempre per iscritto, i documenti richiesti ed i punti su cui desideri nuove investigazioni o testimonianze.

Fatti gli accertamenti che, in relazione alle risultanze già ottenute e a queste nuove domande, l'inquirente reputi necessari od opportuni, e riepilogata tutta l'inchiesta in una relazione, invita l'ufficiale a prender visione dei nuovi atti raccolti e della relazione riepilogativa ed a presentare per iscritto le proprie discolpe entro un congruo termine, all'uopo fissatogli.

Dopo di che l'inquirente riassume in apposito rapporto finale le proprie conclusioni con le proposte che creda di fare e lo rimette con gli atti dell'inchiesta, numerati nell'ordine in cui debbano essere letti, ed elencati in apposito indice datato e sottoscritto, alle autorità gerarchiche per il loro parere motivato (da esprimersi su fogli a parte) e per le decisioni.

Durante le comunicazioni dei documenti l'inquisito può prendere da essi gli appunti che crede, ma non può asportarli o estrarne copia.

L'avvenuta visione dei documenti deve essere attestata dall'inquisito in una esplicita dichiarazione, apposta in calce al suaccennato indice.

Art. 94.

Se l'ufficiale inquisito non aderisca alle richieste dell'inquirente o tergiversi o non presenti le giustificazioni entro i termini fissatigli, l'inchiesta si avrà per chiusa.

L'inquirente dovrà far menzione nella relazione riepilogativa dei motivi che lo hanno indotto a non accogliere eventuali domande avanzate dall'ufficiale.

Gli atti dovranno essere rimessi alle autorità gerarchiche secondo il precedente articolo.

Art. 95.

Qualora, dopo la chiusura dell'inchiesta, l'inquisito venga in possesso o a conoscenza della esistenza di nuovi documenti attinenti alla questione, potrà presentarli alle autorità gerarchiche o chiederne l'esibizione.

L'autorità cui spetta la decisione di sottoporre l'ufficiale a consiglio di disciplina, esaminatili, deciderà con apprezzamento discrezionale se acquisirli, ai termini dell'art. 87 della legge, agli atti dell'inchiesta.

In caso affermativo, s'intenderà riaperta l'inchiesta e si darà visione degli atti non conosciuti all'ufficiale, il quale potrà, dal canto suo, chiedere accertamenti al riguardo e presentare nuove giustificazioni, in conformità a quanto prescrive il precedente articolo 93. Tutti i nuovi atti saranno elencati e numerati in apposito indice datato e sottoscritto, secondo l'art. 87 della legge.

Qualora la predetta autorità non ritenesse di acquisirli agli atti dell'inchiesta, li trasmetterà tuttavia, a suo tempo, insieme con gli atti del Consiglio di disciplina, al Ministero competente.

Art. 96.

Oltre ai casi espressamente regolati dagli articoli 75 e 76 della legge, il Ministero competente ha sempre facoltà di sottoporre un ufficiale a Consiglio di disciplina.

Art. 97.

Nel caso contemplato dall'art. 76 della legge, il Ministro cui spetta ordinare il Consiglio, dà partecipazione della decisione agli altri Ministeri interessati, affinchè ne informino alla loro volta le dipendenti autorità, che, a richiesta del competente comando, dovranno designare gli ufficiali concorrenti alla formazione del Consiglio.

Art. 98.

La decisione di sottoporre l'ufficiale a Consiglio di disciplina spetta, salvo i casi nei quali è adottata dal Ministero, al comandante del corpo d'armata, all'alto comandante marittimo o navale od al comandante di zona aerea territoriale, cui per ragioni gerarchiche siano stati trasmessi gli atti della inchiesta a norma del precedente art. 93

Art. 99.

L'autorità cui spetta la decisione di sottoporre un ufficiale a Consiglio di disciplina, ne dà sollecita partecipazione al Ministero; forma e convoca il Consiglio (allegato 3) e trasmette al suo presidente gli atti del procedimento.

Art. 100.

Per gli ufficiali inferiori e superiori la formazione e convocazione del Consiglio è devoluta al comandante del corpo d'armata, all'alto comandante marittimo o navale, od al comandante di zona aerea territoriale, indicato nel precedente art. 98.

Se il Consiglio riguardi più ufficiali, appartenenti a corpi d'armata, alti comandi marittimi o navali, o zone aeree territoriali diversi, esso viene formato e convocato presso il comando dal quale disciplinarmente dipende il più elevato in grado o il più anziano degli ufficiali inquisiti.

A tale comando il Ministero competente, presa la decisione di sottoporre gli ufficiali o taluno di essi a Consiglio, trasmette l'ordine (allegato 4) e gli atti relativi al comando competente per la convocazione del Consiglio (allegato 5).

Art. 101.

Per la designazione degli ufficiali più anziani che devono far parte del Consiglio di disciplina, pei vari gradi e nel numero richiesti dalla relativa tabella di composizione annessa alle presenti norme (allegato 1), è compilata e tenuta a giorno presso i comandi di cui al precedente articolo, una lista nominativa (allegato 2) comprendente, per ciascun grado, tutti gli ufficiali in servizio effettivo delle varie armi e corpi e che dipendono disciplinarmente dai comandi suddetti.

Gli ufficiali assegnati a reparti, enti, uffici, scuole, istituti e stabilimenti militari, o comandati ad altro servizio nel territorio del comando competente, sono iscritti nella

lista degli ufficiali dell'arma o corpo cui essi appartengono.

In tale lista, per ciascun grado, gli ufficiali vanno iscritti promiscuamente, in ordine decrescente di anzianità assoluta.

L'ordine di precedenza tra gli ufficiali pari grado, di pari anzianità assoluta e della stessa arma o dello stesso corpo, è dato dal posto ch'essi occupano nei rispettivi ruoli.

L'ordine di precedenza tra gli ufficiali pari grado, di pari anzianità assoluta ma di armi o corpi differenti, è dato dall'ordine di precedenza delle varie armi e dei vari corpi, stabilito dalle varie leggi di ordinamento.

Nella lista, accanto al nome di ogni ufficiale, viene indicato, in apposita colonna, se questi è d'arma o corpo combattente e, ove ne sia il caso, la data in cui ebbe termine il Consiglio di disciplina di cui l'ufficiale avesse fatto parte.

Agli effetti dell'art. 78 della legge sono di arma o corpo combattente gli ufficiali appartenenti ai ruoli sottoindicati:

	Ufficiali di arma o corpo combattente
Regio esercito	Corpo di stato maggiore. Arma dei carabinieri Reali. Arma di fanteria. Arma di cavalleria. Arma di artiglieria (ruolo combattente). Arma del genio.
Regia marina.	Ufficiali di stato maggiore (ufficiali di vascello).
Regia aeronautica	Arma aeronautica (ruolo combattente).

Art. 102.

Per la formazione di un Consiglio di disciplina si procede innanzi tutto alla designazione del suo presidente, che dovrà essere l'ufficiale più anziano combattente, del grado richiesto, inscritto nella lista di cui al precedente art. 101, esclusi gli incompatibili, gli infermi e gli impediti e tenuto conto del penultimo capoverso dell'art. 78 della legge.

Si procede poscia alla designazione dei quattro membri del Consiglio, a cominciare dal più elevato in grado. Questi dovranno essere i quattro ufficiali più anziani, nei gradi richiesti, con le stesse esclusioni di cui al precedente comma, avvertendo che almeno due di essi dovranno essere di arma o corpo combattente.

Qualora però con tale designazione non risultassero almeno due membri di arma o corpo combattente, si ricorrerà per raggiungere tale numero alla sostituzione dell'ufficiale o degli ufficiali non combattenti, cominciando dal meno elevato in grado e scendendo nella lista ad ufficiale combattente anche se meno anziano del collega non combattente inscritto nella lista stessa.

Quando a comporre il Consiglio concorrano più ufficiali dello stesso grado del presidente, nel procedere alla designazione dei quattro membri saranno esclusi gli ufficiali che precedono nella lista quello cui, a norma del primo comma del presente articolo, spetti di assumere l'ufficio di presidente.

Art. 103.

Nel caso che nella lista non risulti un numero sufficiente di ufficiali dei gradi prescritti dalla tabella di composizione, ovvero manchi in essa l'ufficiale pari grado più anziano di quello sottoposto a Consiglio, si ricorre ad ufficiali più anziani residenti nella circoscrizione del comando la cui sede è più vicina, e successivamente, con lo stesso criterio di vicinanza di spazio, nella circoscrizione di altri comandi.

Tali comandi comunicheranno un estratto della lista per il grado nel quale l'autorità competente a formare il Consiglio ha deficienza di ufficiali.

Per l'ufficiale pari grado dell'inquisito si ricorre all'ufficiale meno anziano del grado immediatamente superiore, residente nella circoscrizione del comando competente, solo quando tra i pari grado dell'inquisito, in servizio effettivo in tutto il Regno, manchino ufficiali più anziani di lui, e che abbiano i requisiti necessari per far parte del Consiglio.

Art. 104.

Nei casi previsti dall'art. 82 della legge, quando nel gruppo all'uopo designato manchi l'ufficiale di pari grado più anziano di quello sottoposto a Consiglio di disciplina e si trovi invece in alcuno degli altri gruppi, si farà ricorso a questi dando, in caso di pluralità, la precedenza al più anziano, e, a parità di anzianità assoluta, seguendo l'ordine di precedenza delle amministrazioni da cui gli ufficiali dipendono.

Art. 105.

Per gli ufficiali generali od ammiragli il Consiglio di disciplina si forma dei cinque generali od ammiragli più anziani, nei gradi prescritti, fra tutti i pari grado, rispettivamente del Regio esercito, della Regia marina, o della Regia aeronautica.

La formazione e la convocazione del Consiglio di disciplina è devoluta al Ministero competente.

La designazione degli ufficiali generali o ammiragli più anziani, che debbono far parte del Consiglio, è effettuata in base ad apposita lista compilata e tenuta a giorno presso i competenti Ministeri, osservando norme analoghe a quelle contenute nei precedenti articoli 101, 102, 103 e 104, in quanto siano applicabili, e tenuto presente l'art. 79 della legge.

Il Ministero che ha formato il Consiglio provvede poscia alle modalità stabilite dagli articoli 84 e 87 della legge (allegato 6).

Art. 106.

Nessuno può esimersi dall'ufficio di componente di un Consiglio di disciplina.

La surrogazione del presidente o del membro, per l'impedimento previsto dall'articolo 84 della legge, va effettuata quando, a giudizio dell'autorità competente a formare il Consiglio, ricorrono per l'ufficiale gravi e improrogabili esigenze, che gli impediscono di partecipare al Consiglio.

La surrogazione per impedimento, incompatibilità, infermità o ricusazione, è disposta dall'autorità predetta con un'ordinanza motivata, da trasmettere al Ministero a Consiglio ultimato.

Quando trattisi di Consigli di disciplina per ufficiali generali o ammiragli la suaccennata ordinanza viene emessa dal Ministro competente.

Art. 107.

L'ufficio di presidente o di membro del Consiglio non cessa se l'ufficiale:

a) venga trasferito, distaccato, comandato o sia in licenza, nel territorio di altro comando;

b) sia promosso a grado superiore;

c) sia dal servizio effettivo collocato in altra posizione, anche di congedo.

Cessa dall'ufficio, ed è surrogato con quello che lo segue immediatamente in anzianità, l'ufficiale che venga a trovarsi in alcuno dei casi previsti dall'art. 83 della legge e l'ufficiale collocato in disponibilità, sospeso dallo impiego o agli arresti in fortezza.

Art. 108.

La facoltà di ricusare uno degli ufficiali designati per la formazione del Consiglio di disciplina può esercitarsi entro tre giorni da quello in cui l'inquisito ha ricevuto la comunicazione dei relativi nomi.

Art. 109.

Se l'ufficiale sottoposto a Consiglio di disciplina intende di scegliersi un ufficiale che lo assista durante il procedimento lo dichiarerà per iscritto al ricevere la comunicazione della formazione del Consiglio, e gli sarà assegnato un congruo termine, entro il quale dovrà comunicare al presidente del Consiglio il nome dell'assistente scelto e la relativa accettazione scritta.

L'ufficiale assistente non potrà essere più anziano del presidente nè meno anziano di quello sottoposto a Consiglio.

Qualora l'ufficiale sottoposto a Consiglio di disciplina non intenda valersi della facoltà di scegliersi un assistente, ne rilascerà dichiarazione scritta.

Art. 110.

Tra i documenti da inviarsi dall'autorità che convoca il Consiglio al presidente di esso, non sono compresi il rapporto finale, di cui all'art. 94 delle presenti norme, nè i pareri espressi dalle autorità gerarchiche in merito alla inchiesta che ha dato luogo al deferimento al Consiglio.

Ai documenti devono essere unite, a cura della predetta autorità, le copie dello stato di servizio dell'ufficiale inquisito, delle punizioni da lui riportate e delle sue note caratteristiche.

Art. 111.

Il segretario del Consiglio di disciplina, in presenza del presidente, darà visione degli atti dell'inchiesta all'ufficiale assistente, il quale potrà prender appunti ma non trarne copia, nè asportarli, nè fare istanze, e dell'avuta comunicazione rilascerà esplicita dichiarazione scritta.

Art. 112.

La presa visione degli atti del Consiglio da parte di tutti i componenti di esso, prima della discussione orale, sarà fatta constare con una dichiarazione apposta sugli indici degli atti stessi, datata e firmata da tutti i componenti del Consiglio.

Art. 113.

In caso di legittimo impedimento, così da parte di componenti del Consiglio come da parte dell'ufficiale sottoposto al Consiglio stesso o di quello che lo assiste, la riunione già indetta sarà rinviata.

Il legittimo impedimento dovrà essere fatto constare in modo idoneo prima dell'apertura della seduta.

Qualora il Consiglio, previo sommario accertamento, ritenga non attendibile l'impedimento addotto dall'ufficiale inquisito o dall'assistente, procede in assenza facendone menzione nel verbale della seduta. In tal caso, se l'impedimento non riconosciuto riguarda l'ufficiale inquisito, neppure l'assistente è ammesso all'udienza.

Se l'impedimento non riconosciuto riguarda l'assistente, l'inquisito può farsi assistere da altro ufficiale che abbia i requisiti di cui all'art. 87 della legge e che possa intervenire alla seduta o immediatamente o in un breve termine di tempo da fissarsi dal presidente.

Art. 114.

Il Consiglio tiene quante sedute occorrono per la lettura degli atti, la richiesta di chiarimenti e le difese; ma, chiusa la discussione e fatti ritirare inquisito e assistente, delibera immediatamente.

L'esposto scritto, da presentarsi dopo le dichiarazioni definitive, deve in ogni caso essere letto durante lo svolgimento delle difese dall'ufficiale assistente.

Art. 115.

Se il Consiglio riguarda più ufficiali e l'indole degli addebiti lo richieda e lo comporti, il presidente potrà, per misura precauzionale, procedere all'interrogatorio di ciascuno a parte, facendo ritirare a turno gli altri con i rispettivi assistenti, salvo a metterli poi a giorno delle risultanze che possono riguardarli. Nella stessa guisa potrà anche regolarsi per le difese al fine di assicurarne il normale svolgimento.

Art. 116.

Salvo il caso previsto dal secondo comma dell'art. 92 della legge, il Consiglio procede alla votazione sul quesito sottopostogli.

Per la votazione ciascun componente del Consiglio dispone di due pallottole, su una delle quali è scritto *si* e sull'altra *no*, e depone in apposita urna quella che risponde alla sua convinzione.

Nel caso di cui all'articolo precedente, il quesito riguardante i singoli ufficiali sarà messo in votazione per ciascuno di essi successivamente, e l'esito sarà proclamato e registrato di volta in volta.

Il verbale della seduta sarà conforme all'annesso modello (allegato 7) e dovrà essere chiuso e firmato seduta stante da tutti i componenti del Consiglio.

Art. 117.

I componenti del Consiglio di disciplina debbono osservare il segreto sul contenuto degli atti e dei documenti del procedimento disciplinare, nonchè sulla discussione avvenuta, sui voti espressi e sul verdetto del Consiglio.

Gli atti e i documenti del procedimento disciplinare non possono essere comunicati ad alcuna autorità richiedente, senza l'autorizzazione espressa del competente Ministero.

Art. 118.

Il verbale e gli atti del procedimento disciplinare saranno poi inviati al Ministero insieme con ogni altro documento che vi si connetta. Si uniranno altresì un estratto della lista graduale e nominativa degli ufficiali, limitato però ai gradi

prescritti dalle tabelle per la formazione del Consiglio ed a quelli da cui, per necessità prevista dalla legge, sia stato eventualmente tratto qualche componente del Consiglio; le dichiarazioni di incompatibilità e di ricusazione e le ordinanze di surrogazione.

Nell'estratto anzidetto, di contro al nome degli ufficiali che, ai termini dell'art. 83 della legge, non abbiano potuto far parte del Consiglio, sarà fatta esplicita menzione della loro posizione con richiamo alla lettera dell'articolo che li riguarda.

Disposizioni finali e transitorie.

Art. 119.

I ruoli prescritti dall'art. 98 della legge per gli ufficiali mutilati ed invalidi di guerra in congedo assoluto, a riposo o dispensati da ogni eventuale servizio e non mantenuti o riassunti in servizio, saranno distinti per arma, corpo o ruolo speciale e l'inscrizione sarà regolata per grado ed anzianità.

L'idoneità fisica, relativa al mantenimento o alla riassunzione in servizio per coloro che facciano domanda d'inscrizione nella riserva, sarà accertata dal collegio medico di un ospedale militare sulle risultanze degli atti sanitari che servirono di base alla cessazione del servizio con uno degli anzidetti provvedimenti.

Art. 120.

Per gli ufficiali del ruolo combattente dell'arma aeronautica, fino a quando non sarà stabilita l'anzianità assoluta di grado, tale anzianità, agli effetti della formazione della lista di cui all'art. 101 delle presenti norme, sarà determinata dalla data del decreto di nomina in servizio permanente o di promozione, salvo che nel decreto stesso non sia stato disposto altrimenti. Qualora l'ufficiale, per effetto della sua anzianità in servizio permanente ai termini delle disposizioni particolari per l'Aeronautica, sia venuto ad inquadrarsi tra ufficiali nominati o promossi in precedenza, la sua anzianità di grado sarà quella del collega che lo segue immediatamente nel ruolo.

Il Ministro: MUSSOLINI.

ALLEGATO 1.

Tabella di formazione del Consiglio di disciplina per gli ufficiali

GRADO DELL'UFFICIALE sottoposto a Consiglio	Grado e numero degli ufficiali che compongono il Consiglio								
	Generale di Armata (4)	Generale di Corpo d'arm. (1)	Generale di divisione (2)	Generale di brigata (2)	Colonnello (1)	Tenente colonnello (1)	Maggiore (1)	Capitano (1)	Tenente (1)
Sottotenente, maestro direttore di banda, maestro di scherma (1) . . .	—	—	—	—	1	1	1	1	1
Tenente (1)	—	—	—	—	1	1	1	1	1
Capitano (1)	—	—	—	1	1	1	1	1	—
Maggiore (1)	—	—	—	1	1	2	1	—	—
Tenente Colonnello (1) . . .	—	—	1	1	2	1	—	—	—
Colonnello (1)	—	—	1	3	1	—	—	—	—
Generale di brigata (2) . . .	—	1	3	1	—	—	—	—	—
Generale di divisione (2) . .	1	3	1	—	—	—	—	—	—
Generale di Corpo d'armata (1)	4	1	—	—	—	—	—	—	—
Generale di Armata (3) . . .	5	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) E gradi corrispondenti della Regia marina e della Regia aeronautica.

(2) E gradi corrispondenti del R. Esercito, della R. Marina e della R. Aeronautica.

(3) E gradi corrispondenti della Regia Marina.

(4) E gradi corrispondenti della Regia Marina, nonchè i Marescialli d'Italia, che ricoprano una o più cariche previste dalla legge 11 marzo 1926, n. 396, per il grado di generale d'armata.

ALLEGATO 2.

COMANDO DEL CORPO D'ARMATA DI (1)..............

Lista nominativa comprendente, per ciascun grado, gli ufficiali in servizio effettivo, delle varie armi e corpi, dipendenti dal suddetto comando.

Grado	Arma o corpo	Cognome e nome	Corpo, Istituto Stabilimento od ufficio al quale l'ufficiale è addetto	Se è di arma o corpo combattente (art. 101 norme)	Data in cui ebbe termine il Consiglio di disciplina al quale l'ufficiale avesse partecipato

(1) Oppure « Alto Comando marittimo o navale » ovvero « Comando della ... Zona aerea territoriale ».

ALLEGATO 3.

(Ordine di formazione e convocazione del Consiglio pei casi nei quali il competente comando ha facoltà di ordinare e convocare il Consiglio stesso).

Ordine di formazione e convocazione di un Consiglio di disciplina

Allegati N. . . . .

IL COMANDANTE DEL CORPO D'ARMATA DI (1) . . . .

Vista la legge 11 marzo 1926, n. 397, sullo stato degli ufficiali;

Visti gli atti dell'inchiesta svoltasi a carico del (2) . . . .

. . . .

. . . .

. . . .

Ordina e convoca un Consiglio di disciplina, formato dai seguenti ufficiali:

1° (3) . . . . Presidente

2° (3) . . . .
3° (3) . . . .
4° (3) . . . .
5° (3) . . . . } Membri in ordine di grado e di anzianità.

perchè, previa lettura degli atti uniti al presente ordine e sentiti gli eventuali chiarimenti e discolpe, dichiari se a suo avviso il (2) . . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

sia ancora meritevole (*siano ancora meritevoli*) di conservare il grado.

Il Consiglio di disciplina si adunerà, nel giorno che verrà stabilito dal Presidente, nei locali messi a sua disposizione dal (4) . . . .

(5) . . . .

Il Comandante del Corpo d'Armata (1)

(6) . . . .

(1) Oppure « L'alto Comandante marittimo o navale », ovvero « Il Comandante della . . . zona aerea territoriale ».
(2) Grado, categoria, arma o corpo, cognome e nome dell'ufficiale o degli ufficiali pei quali il Consiglio è ordinato e convocato.
(3) Grado, arma o corpo, cognome e nome del componente del Consiglio.
(4) Comando di . . . . Direzione di . . . . Ufficio . . . . ecc.
(5) Luogo e data.
(6) Bollo d'ufficio e firma.

ALLEGATO 4.
(Art. 100 Regolam.).

Ordine di formazione di un Consiglio di disciplina da trasmettersi al comando competente per l'esecuzione e la successiva convocazione

Allegati N. . . . .

IL MINISTRO (1) . . . . . .

Vista la legge 11 marzo 1926, n. 397, sullo stato degli Ufficiali;

Visti gli atti dell'inchiesta svoltasi a carico . . . (2). . . . .

. . . .

ORDINA

la formazione e la convocazione di un Consiglio di disciplina, il quale dichiari se. a suo avviso. il (2). . . . .

sia ancora m ritevole (*siano ancora meritevoli*) di conservare il grado.

Roma (3)

Il Ministro

(4) . . . .

(1) Della Guerra, o della Marina, o dell'Aeronautica.
(2) Grado, categoria, arma e corpo, cognome e nome dell'ufficiale o degli ufficiali pei quali il Consiglio è ordinato.
(3) Giorno, mese ed anno.
(4) Bollo d'ufficio e firma.

ALLEGATO 5.
(Ordine di convocazione del Consiglio da parte del comando competente, che ha ricevuto l'ordine dal Ministero di formare il Consiglio stesso).

Ordine di convocazione di un Consiglio di disciplina

Allegati N. . . . .

IL COMANDO DEL CORPO D'ARMATA DI (1) . . . .

come da ordine del (2) . . . . in data . . . .

convoca un Consiglio di disciplina formato dai seguenti ufficiali:

1° (3) . . . . Presidente
2° (3) . . . .
3° (3) . . . . Membri in ordine di grado e d'anzianità.
4° (3) . . . .
5° (3) . . . .

perchè, previa lettura degli atti uniti al presente ordine e sentiti gli eventuali chiarimenti e discolpe, dichiari se, a suo avviso (4) . . . .

. . . .

. . . .

. . . .

sia ancora meritevole (*siano ancora meritevoli*) di conservare il grado.

Il Consiglio di disciplina si adunerà, nel giorno che verrà stabilito dal Presidente, nei locali messi a sua disposizione dal (5) . . . .

(6) . . . .

Il Comandante del Corpo d'Armata (1)

(7). . . . .

(1) Oppure « L'Alto Comandante marittimo o navale, » ovvero « il Comandante della. . . zona aerea territoriale ».
(2) Ministro della Guerra o della Marina o dell'Aeronautica.
(3) Grado, arma o corpo, cognome e nome del componente del Consiglio.
(4) Grado, categoria, arma o corpo cognome e nome dell'ufficiale o degli ufficiali pei quali il Consiglio è convocato.
(5) Comando di . . . . Direzione di . . . . Ufficio . . . . ecc.
(6) Luogo e data.
(7) Bollo d'ufficio e firma.

ALLEGATO 6.
(Per ufficiali generali ed ammiragli).

Ordine di formazione e convocazione di un Consiglio di disciplina

---

Allegati N. . . . .

IL MINISTRO DELLA GUERRA (1)

Vista la legge 11 marzo 1926, n. 397, sullo stato degli ufficiali;

Visti gli atti dell'inchiesta svoltasi a carico del (3) . . . .
. . . .
. . . .

Ordina e convoca un Consiglio di disciplina, formato dei seguenti ufficiali:

1° (3) . . . . Presidente
2° (3) . . . .
3° (3) . . . . Membri in ordine di grado e di anzianità
4° (3) . . . .
5° (3) . . . .

perchè, previa lettura degli atti uniti al presente ordine e sentiti gli eventuali chiarimenti e discolpe, dichiari, se a suo avviso, il (2) . . . .
. . . .
. . . .
sia ancora meritevole (*siano ancora meritevoli*) di conservare il grado.

Il Consiglio di disciplina si adunerà, nel giorno che verrà stabilito dal Presidente, nei locali messi a sua disposizione dal Ministero.

Roma, (4) . . . .

Il Ministro

(5) . . . .

---

(1) Oppure: il Ministro della Marina, o il Ministro dell'Aeronautica.
(2) Grado, categoria, arma o corpo, cognome e nome dell'ufficiale o degli ufficiali pei quali il Consiglio è ordinato e convocato.
(3) Grado, arma o corpo, cognome e nome dei componenti del Consiglio di disciplina.
(4) Giorno, mese ed anno.
(5) Bollo d'ufficio e firma.

ALLEGATO 7.

PROCESSO VERBALE

DELLA SEDUTA DEL CONSIGLIO DI DISCIPLINA

relativo al (1) . . . .

L'anno (2) . . . . il giorno (2) . . . . del mese di . . . . si è adunato a (3) . . . . nei locali del (4) . . . . il Consiglio di disciplina formato dei seguenti ufficiali:

1° (5) . . . . Presidente
2° (5) . . . .
3° (5) . . . . Membri e membro segretario in ordine di grado e d'anzianità.
4° (5) . . . .
5° (5) . . . .

e convocato d'ordine di S. E. il (6) . . . .
per dichiarare se, a suo avviso, il (1) . . . .
sia ancora meritevole (*siano ancora meritevoli*) di conservare il grado.

Aperta la seduta alle ore (2) . . . ., il Presidente richiama l'attenzione dei membri del Consiglio sull'importanza del parere che sono chiamati ad emettere, ricordando loro che, ai termini dell'art. 73 della legge 11 marzo 1926, n. 397, debbono basarsi esclusivamente sulla propria convinzione e sul sentimento dell'onore e del dovere, per la tutela dell'integrità morale e disciplinare del corpo degli ufficiali.

Fa quindi introdurre il (1). . . . .
e il (7). . . . .
che lo assiste, e li invita a prender posto (8).

Dà poscia lettura dell'*ordine di convocazione*, e invita il segretario a leggere gli atti rimessi al Consiglio dall'autorità che l'ha convocato, e a mano a mano che la lettura d'un atto è finita, lo ritira, vi appone firma, data della seduta e bollo d'ufficio e lo contrassegna nell'indice che, alla fine della lettura, risulta contrassegnato ad ogni numero.

Terminata la lettura, il Presidente, i membri del Consiglio e l'ufficiale sottoposto a Consiglio appongono la loro firma all'indice degli atti.

Il Presidente apre poi l'interrogatorio del (9) . . . . che, a domanda del Presidente stesso (o del (5). . . . . rivoltagli a mezzo del Presidente), risponde (10) . . . .

Chiuso l'interrogatorio, il Presidente (11) dà facoltà all'ufficiale assistente di esporre le ragioni a difesa dell'ufficiale sottoposto a Consiglio.

Finita la difesa, il Presidente domanda al (9) . . . . se ha altro da aggiungere ed, a risposta affermativa, gli dà la parola.

Dopo le dichiarazioni definitive (od, a risposta negativa), del (9) . . . . lo invita insieme con l'ufficiale assistente a presentare l'esposto scritto delle difese firmato da entrambi; vi appone firma, data e bollo; ne fa fare menzione nel verbale e ne fa egli stesso cenno in calce all'indice con postilla firmata, datata e bollata; e lo allega agli atti.

Fa quindi ritirare il (9). . . . . e l'ufficiale assistente; e (*salvo il caso contemplato dal secondo comma dell' articolo 92, della legge*) mette immediatamente ai voti il quesito posto nell'ordine di convocazione formulato nel modo seguente:

Il (1) . . . . *è egli ancora meritevole di conservare il grado?*

Ciascun componente del Consiglio, ricevute dal Presidente due pallottole sull'una delle quali è scritto *sì* e sull'altra *no*, vota in ordine inverso di grado e d'anzianità, a scrutinio segreto, deponendo nell'urna quella che risponde alla convinzione che si è formata.

Compiuta la votazione, il Presidente, alla presenza di tutti i membri del Consiglio, fa lo spoglio dei voti, che presenta il risultato seguente:

Sì (ovvero *no*) all'unanimità (ovvero alla maggioranza di . . . . . voti contro . . . . .).

Ne proclama quindi l'esito, dichiarando che, ad avviso del Consiglio di disciplina, il (1) . . . . è ancora (o *non è*) meritevole di conservare il grado.

Ne fa constare a verbale (12), che è chiuso e firmato, seduta stante, da tutti i componenti del Consiglio, il quale immediatamente dopo è sciolto di pien diritto.

---

(1) Grado, categoria, arma o corpo cognome e nome dell'ufficiale, o degli ufficiali sotto posti a Consiglio.

(2) In tutte lettere.

(3) Nome della città in cui si aduna il Consiglio.

(4) Comando, Direzione, Ufficio, ecc nei cui locali si aduna il Consiglio.

(5) Grado, arma o corpo, cognome e nome del componente del Consiglio.

(6) Comandante del Corpo d'armata di . . . . Alto Comandante marittimo o navale di . . . . Comandante della . . . . . . zona aerea territoriale . . . . . . Ministro della Guerra, o della Marina, o dell'Aeronautica.

(7) Grado, corpo, cognome e nome dell'ufficiale assistente.

(8) Se l'ufficiale sottoposto a Consiglio o l'ufficiale assistente non si presenta senza legittimo impedimento, se ne fa menzione nel verbale, a norma e a seconda dei casi di cui all'art. 113 delle norme esecutive.

(9) Grado, cognome e nome dell'ufficiale sottoposto a Consiglio.

Se sono sottoposti allo stesso Consiglio due o più ufficiali, il verbale dirà: « degli ufficiali sottoposti a Consiglio, il (9) . . . . a domanda del Presidente (*ed al caso*, su richiesta del (5) . . . .) risponde: (10) o . . . . . . ».

Qualora il Presidente ravvisi opportuno che l'interrogatorio proceda separatamente, il verbale dopo le parole: « degli ufficiali sottoposti a Consiglio », proseguirà: « e fatti ritirare « il (9) . . . . (ed il (9) . . . . ecc.) ed il rispettivo ufficiale assistente, « domanda, (*aggiungendo, al caso*, su richiesta del (5) . . . . al (9) . . . . « il quale risponde: (10) . . . .

« Fatti poscia ritirare il (9) . . . . ed il suo assistente, fa rientrare il (9) . . « . . . . ed il suo assistente, e li informa essere risultato che . . . . « Domanda quindi (*ed al caso* su richiesta del (5) . . . .) al (9). . . . . »

(10) Le risposte debbono essere riportate in termini concisi, ma in modo completo quanto alla sostanza.

(11) Se sono sotto Consiglio due o più ufficiali e il Presidente ravvisi opportuno, per la serenità del procedimento, che le singole difese si svolgano separatamente, il verbale dirà: « fatti ritirare il (9) . . . . (ed il (9) . . . . ecc.) ed il rispettivo « assistente, dà facoltà, ecc. . . . . ».

« Finita la difesa, domanda al (9) . . . . se ha altro da aggiungere . . . .

« Dopo le dichiarazioni definitive del (9) . . . . (od a risposta negativa) lo « invita insieme con l'assistente a presentare lo esposto scritto delle difese, firmato. . . . »

« Fattili poscia ritirare, fa rientrare il (9) . . . . ed il suo assistente, al quale « dà facoltà di . . . . ».

(12) Se sono sotto Consiglio due o più ufficiali, le operazioni di votazione riprendono per ciascuno di essi dalla posizione del quesito e proseguono fino alla messa a verbale.

Norme esecutive per la prima applicazione della legge 11 marzo 1926, n. 398, sull'avanzamento degli ufficiali del regio esercito.

(Per la parte precedente vedasi *Gazzetta Ufficiale* n. 83, c. a.).

PARTE II.

DELL'AVANZAMENTO DEGLI UFFICIALI IN ASPETTATIVA PER RIDUZIONE DI QUADRI SENZA RICHIAMO IN SERVIZIO.

§ 88.

L'ufficiale in aspettativa per riduzione di quadri a norma dell'art. 23 della legge sullo stato degli ufficiali non può conseguire la promozione fino a quando rimanga in detta posizione. L'ufficiale in aspettativa per riduzione di quadri, senza richiamo in servizio (R. D. L. n. 1600 in data 4 settembre 1925 e 25 novembre 1925, n. 2049) può invece conseguire la promozione subito dopo il pari grado, promosso per avanzamento normale, che lo precedeva immediatamente nel ruolo, allorchè lasciò il servizio effettivo.

A tal fine gli ufficiali in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo sono iscritti nei ruoli subito dopo i pari grado del servizio effettivo della medesima arma o corpo.

§ 89.

I tenenti colonnelli collocati in aspettativa per riduzione di quadri in base alle prescrizioni dell'art. 67 della legge sull'avanzamento conseguono la promozione come è detto nell'art. 69 della legge stessa.

§ 90.

Per l'avanzamento degli ufficiali in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo, nonchè per gli accertamenti relativi alla idoneità all'avanzamento, valgono le norme stabilite dalle vigenti disposizioni per i pari grado del servizio effettivo, salvo le eccezioni di cui ai §§ seguenti.

§ 91.

L'ufficiale in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo è preso in esame, ai fini dell'avanzamento, sia a scelta sia ad anzianità, quando venga a trovarsi compreso nei limiti di anzianità volta a volta fissati dal Ministero, l'ufficiale che lo precedeva immediatamente nei ruoli quando lasciò il servizio effettivo.

§ 92.

Nei casi in cui dall'art. [illegible] della legge sono prescritti appositi esperimenti od esami per l'accertamento della idoneità all'avanzamento ad anzianità od a scelta l'ufficiale in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo per poter essere promosso al grado superiore, deve frequentare, con risultato favorevole, appositi corsi d'istruzione, su programmi stabiliti dal Ministero della guerra.

§ 93.

Per essere ammesso a frequentare i corsi di cui al paragrafo precedente l'ufficiale deve essere dichiarato idoneo dal giudizio decisivo, pronunciato secondo le disposizioni della legge e presenti norme esecutive. Per essere promosso, deve aver riportato giudizio favorevole alla fine del corso predetto.

§ 94.

Nei casi in cui a norma dell'art. 3 della legge l'avanzamento ha luogo esclusivamente a « scelta per titoli » l'ufficiale in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo può far valere i titoli di cui sia in possesso, seguendo le prescrizioni fissate dalla legge e dalle presenti norme esecutive per gli ufficiali in servizio effettivo.

§ 95.

Nei casi in cui a norma dell'art. 3 della legge l'avanzamento ha luogo a « scelta per titoli ed esami » l'ufficiale in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo può far valere, come sopra è detto, i titoli di cui sia in possesso: mentre, invece di sottostare ai successivi esami, deve frequentare, con risultato favorevole, uno degli speciali corsi di istruzione di cui al § 92.

§ 96.

La rinunzia per due volte consecutive a frequentare i corsi di cui al § 92 equivale, a tutti gli effetti, alla rinuncia all'avanzamento.

La rinunzia di cui sopra è presunta quando l'ufficiale non si presenti ai corsi d'istruzione o richiami.

§ 97.

Nel giudizio in merito all'avanzamento degli ufficiali in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo si deve tener conto della partecipazione, volontaria, a speciali corsi informativi che saranno indetti dal Ministero della guerra, e dell'intervento, pure volontario, a manovre ed esercitazioni con i quadri e con le truppe.

Al termine dei sopraccennati corsi informativi, o periodi di manovre, verrà redatto, per ciascuno degli ufficiali in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo intervenuti, un rapporto (in duplice copia) da annettere al libretto personale.

§ 98.

L'ufficiale in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo, può concorrere agli esami per l'avanzamento a scelta (facoltativi) stabiliti dall'art. 3 della legge, unitamente agli ufficiali in servizio effettivo, non appena, a termine di legge, abbia diritto di fare la relativa domanda l'ufficiale che lo precedeva immediatamente nei ruoli del servizio effettivo, come è detto al § 88.

§ 99.

Per la presentazione e per l'accoglimento delle domande presentate, per la chiamata agli esami, per la misura del vantaggio di carriera, e per le modalità della sua concessione, valgono le disposizioni che regolano detta materia per gli ufficiali del servizio effettivo contenute nella legge e relative norme esecutive.

§ 100.

Le autorità incaricate di pronunciare i giudizi in merito all'avanzamento degli ufficiali in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo sono le stesse che si pronunciano per gli ufficiali in servizio effettivo.

§ 101.

Per le modalità dell'accertamento della idoneità, per la inscrizione nei quadri, per la esclusione definitiva, per la cancellazione dai quadri stessi, per le comunicazioni da farsi agli interessati, valgono per gli ufficiali in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo le disposizioni della legge e delle presenti norme esecutive, riguardanti gli ufficiali in servizio effettivo.

§ 101-*bis*.

In via transitoria, e fino al 31 dicembre 1926, le autorità incaricate di pronunciare i giudizi in merito all'avanzamento degli ufficiali in aspettativa per riduzione di quadri senza richiamo sono quelle di cui al § 108 delle presenti norme es-

PARTE III.

DELL'AVANZAMENTO DEGLI UFFICIALI IN CONGEDO.

TITOLO I.

Condizioni e modi di avanzamento.

CAPO I.

Disposizioni generali.

§ 102.

L'avanzamento degli ufficiali in congedo (eccettuati quelli in congedo provvisorio che non possono conseguire promozione) ha luogo, in ogni singola categoria, per arma o corpo e normalmente ad anzianità.

Gli ufficiali di complemento, oltre all'avanzamento ad anzianità, possono conseguire l'avanzamento a scelta, con le norme di cui agli articoli 90 e 98 della legge:

a) fino al grado di tenente colonnello, se appartenenti alle armi combattenti ed agli ufficiali medici;

b) fino al grado di capitano, se appartenenti ai vari corpi ed ai servizi, esclusi i medici ed inclusi i farmacisti.

§ 103.

Ai sensi dell'art. 97 della legge gli ufficiali in ausiliaria e della riserva possono ottenere:

1. La promozione al solo grado immediatamente superiore a quello ultimo col quale prestarono un anno di servizio nell'Esercito attivo, sia come ufficiali del servizio permanente, sia come ufficiali richiamati dal congedo:

2. Due promozioni, quando abbiano diritto alla croce d'oro per anzianità di servizio, o abbiano preso parte alla guerra per l'indipendenza d'Italia, o abbiano ottenuto ricompense al valore militare.

Nell'una, o nelle due promozioni di cui sopra, non debbono essere computate quelle che gli ufficiali predetti abbiano comunque conseguito durante il periodo del richiamo in servizio per la guerra.

§ 104.

L'ufficiale in congedo, per conseguire la promozione al grado superiore, deve:

a) essere riconosciuto idoneo ad adempierne le funzioni;

b) aver raggiunto, al momento della promozione, la permanenza minima nel grado all'uopo stabilita dall'art. 93 della legge.

Gli ufficiali in congedo, di grado superiore al sottotenente, non possono essere promossi se non lo siano già stati gli ufficiali del corrispondente ruolo in servizio permanente di pari grado e data di anzianità assoluta, non tenendo conto degli ufficiali dichiarati non idonei all'avanzamento.

§ 105.

Gli ufficiali inscritti fra gli indisponibili per il servizio, a senso della istruzione sulla dispensa dalla chiamata alle armi, possono, anche rimanendo in tale posizione, aspirare all'avanzamento soltanto ad anzianità, purchè soddisfino alle condizioni di cui ai §§ 110 e 111.

§ 106.

Sono esclusi definitivamente dall'avanzamento gli ufficiali in congedo, di qualsiasi grado, che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 105 della legge.

Ai sensi dell'ultimo comma dell'art. 105 della legge, gli ufficiali di complemento si intendono definitivamente esclusi dall'avanzamento quando non abbiano partecipato, per due volte, agli eventuali richiami disposti ai fini dell'avanzamento.

Tanto la partecipazione ai predetti richiami, quanto il mancato intervento ai medesimi, debbono risultare sulle due copie del libretto personale mediante variazione da inserire nella parte I.

§ 107.

Sotto la stessa data di cui al paragrafo 17 delle presenti norme esecutive il Ministero della guerra determina e fa conoscere, mediante pubblicazione sul Giornale Militare ufficiale, entro quali limiti di anzianità, per ciascuna categoria, gli ufficiali in congedo debbano essere inscritti nei quadri di avanzamento ad anzianità per l'anno successivo e l'aliquota dei posti che, ai termini dell'art. 90 della legge, è concessa nel detto anno per l'avanzamento a scelta degli ufficiali di complemento, ai gradi di capitano, maggiore e tenente colonnello.

§ 108.

Le autorità che, a norma dell'articolo 96 della legge, debbono pronunciare i giudizi di vario grado in merito all'idoneità all'avanzamento ad anzianità od a scelta degli ufficiali delle categorie in congedo sono le seguenti:

A) Ufficiali di tutte le armi e corpi eccettuato il ruolo tecnico di artiglieria.

Per i sottotenenti e tenenti:

1° Il giudizio decisivo (di 2° grado) è di competenza del Comandante della Divisione militare territoriale;

2° il giudizio di 1° grado, è pronunciato, per gli ufficiali delle armi combattenti, dal Comandante del Distretto militare e per gli ufficiali che seguono dal Comandante del Distretto militare in concorso;

a) del Direttore di commissariato del Corpo d'armata, per gli ufficiali di commissariato, di amministrazione e di sussistenza;

b) del Direttore di Sanità, o capo del servizio veterinario del Corpo di armata, rispettivamente per gli ufficiali medici e farmacisti e per gli ufficiali veterinari.

Per i capitani e maggiori:

1° Il giudizio decisivo (di 2° grado) è di competenza del Comandante del Corpo di armata territoriale;

2° Il giudizio di 1° grado è pronunciato dal Comandante della Divisione, in concorso:

a) di un colonnello dell'arma alla quale l'ufficiale appartiene, da designarsi dal Comandante della divisione;

b) del Direttore di commissariato del Corpo d'armata per gli ufficiali di commissariato, di amministrazione e di sussistenza;

c) del Direttore di sanità, o del capo del servizio veterinario del Corpo di armata, rispettivamente per gli ufficiali medici e farmacisti e per gli ufficiali veterinari.

Per i tenenti colonnelli:

1° Il giudizio decisivo (di 3° grado) è di competenza della Commissione centrale di avanzamento;

2° Il giudizio di 1° grado, è pronunciato dal Comandante della Divisione, in concorso:

a) di un colonnello dell'arma alla quale l'ufficiale appartiene, da designarsi dal Comandante della Divisione;

b) del Direttore di commissariato del Corpo d'armata per gli ufficiali di commissariato e di amministrazione;

c) del Direttore di sanità, o del colonnello capo del servizio veterinario del Corpo d'armata rispettivamente per gli ufficiali medici, farmacisti e per gli ufficiali veterinari;

3° Il giudizio di 2° grado è pronunciato dal Comandante del Corpo di armata.

Per i colonnelli:

1° Il giudizio decisivo (di 3° grado) è di competenza della Commissione centrale di avanzamento.

2° Il giudizio di 1° grado è pronunciato dal Comandante della Divisione militare, per gli ufficiali delle armi combattenti e dal Comandante della Divisione, in concorso:

a) dell'Ispettore di sanità, per gli ufficiali medici;

b) del tenente generale commissario, per gli ufficiali commissari;

3° Il giudizio di 2° grado è pronunciato dal Comandante del Corpo di armata.

Per i generali:

1° Il giudizio decisivo (di 2° grado) è di competenza della Commissione centrale di avanzamento;

2° Il giudizio di 1° grado, è pronunciato dal Comandante del Corpo di armata.

B) Ufficiali del ruolo tecnico di artiglieria.

Per i tenenti e capitani:

1° Il giudizio decisivo (di 2° grado) è di competenza del tenente generale di artiglieria;

2° il giudizio di 1° grado è pronunciato dal Comandante del Distretto militare.

Per i maggiori:

1° Il giudizio decisivo (di 2° grado) è di competenza del tenente generale di artiglieria (se anche meno anziano del Comandante della Divisione che pronuncia il giudizio di 1° grado);

2° il giudizio di 1° grado è pronunciato dal Comandante della Divisione.

Per i tenenti colonnelli e colonnelli:

1° Il giudizio decisivo (di 3° grado) è di competenza della Commissione centrale di avanzamento;

2° il giudizio di 1° grado è pronunciato dal Comandante della Divisione;

3° il giudizio di 2° grado è pronunciato dal tenente generale di artiglieria.

Per i generali:

1° Il giudizio decisivo di 3° grado è di competenza della Commissione centrale di avanzamento;

2° il giudizio di 1° grado è pronunciato dal tenente generale di artiglieria:

3° il giudizio di 2° grado è pronunciato dal Comandante del Corpo di armata.

Art. 109.

Per gli ufficiali in congedo, che al momento della compilazione degli specchi di avanzamento siano da almeno un mese in servizio, i giudizi in merito all'avanzamento sono pronunciati secondo le prescrizioni dei §§ 19, 20 e 21 delle presenti norme esecutive.

TITOLO II.

Accertamento dell'idoneità all'avanzamento.

Capo I.

Modi di accertamento dell'idoneità all'avanzamento.

§ 110.

Per essere giudicato idoneo all'avanzamento l'ufficiale in congedo deve possedere le qualità necessarie per disimpegnare le particolari attribuzioni che possono essergli affidate a seconda della categoria alla quale appartiene.

§ 111.

Le qualità di cui al precedente paragrafo devono risultare dalle note caratteristiche riportate durante il tempo passato in servizio permanente, od in occasione di eventuali richiami in servizio, e trovare conferma nella condotta tenuta durante il tempo passato in congedo.

Per accertare se l'ufficiale in congedo possegga le qualità fisiche, nella misura di cui al precedente paragrafo, le autorità dalle quali dipende, assumono le necessarie informazioni e soltanto in caso di fondati dubbi, dispongono che egli sia sottoposto ad accertamenti sanitari.

§ 112.

Il giudizio in merito all'avanzamento deve essere tenuto sospeso per gli ufficiali a carico dei quali sia stato iniziato procedimento penale, o sia stata ordinata la convocazione di un Consiglio di disciplina, o siano in corso procedimenti disciplinari di notevole gravità.

§ 113.

Gli ufficiali di complemento possono conseguire la promozione a scelta, per esperimento o per titoli, quando ne siano giudicati idonei per essere in possesso, in grado più elevato, di tutte le qualità richieste per l'avanzamento ad anzianità e quando emergano per qualità militari e per coltura.

§ 114.

Ai sensi dell'art. 100 della legge, le domande in iscritto per l'ammissione agli esperimenti per l'avanzamento a scelta degli ufficiali di complemento, debbono essere presentate, nei limiti di tempo annualmente stabiliti dal Ministero, alle autorità incaricate del giudizio di 1° grado e di cui al § 108, le quali si pronunciano inappellabilmente circa l'ammissibilità o meno, del candidato, e trasmettono al Ministero le domande con le relative decisioni.

I nomi degli ammessi agli esperimenti sono pubblicati sul Giornale Militare Ufficiale.

§ 115.

Gli esperimenti, nei casi previsti dall'art. 98 della legge, per accertare l'idoneità all'avanzamento a scelta degli ufficiali di complemento, si effettuano secondo programmi e modalità determinati volta a volta dal Ministero della guerra.

§ 116.

I titoli, che a senso dell'art. 98 della legge, possono esser fatti valere dagli ufficiali di complemento agli effetti dell'avanzamento a scelta sono:

a) aver prestato, durante la guerra, almeno un anno di effettivo lodevole servizio presso comandi, reparti, o servizi dell'esercito operante;

b) aver prestato lodevolmente tale servizio, anche per un tempo inferiore, quando l'allontanamento dalla fronte sia stato determinato da ferita o infermità riportata comunque in servizio od a causa di servizio, ed avere ottenuto, per fatti di guerra, ricompense al valore militare di grado non inferiore alla croce di guerra al valor militare;

c) aver seguito, con esito favorevole, uno dei corsi pratici sul servizio di stato maggiore istituiti durante la guerra.

Per i titoli di cui alle lettere a), b) e c) non si può conseguire che una sola promozione a scelta.

2° Aver riportato la classifica di ottimo nella frequenza dei corsi di istruzione eventualmente stabiliti dal Ministero della guerra, o dopo aver preso parte allo svolgimento di qualcuna delle grandi esercitazioni annuali.

3° Avere prestato servizio nelle colonie per almeno sei mesi, riportando classifiche non inferiori al buono con punti tre.

4° Essere in possesso di titoli accademici superiori a quelli richiesti per la nomina ad ufficiale di complemento ed in particolar modo:

a) libera docenza in una branca di scienze che abbia attinenza con l'arma o corpo al quale l'ufficiale appartiene;

b) altri titoli accademici riferentisi alle scienze suddette;

c) pubblicazioni scientifiche, da valutarsi tenuto conto dell'affinità dell'argomento trattato con l'arma o corpo al quale l'ufficiale appartiene.

I titoli di cui ai precedenti capoversi *a*), *b*) e *c*) non possono essere fatti valere, quando la loro valutazione abbia già fatto conseguire una promozione a scelta dal grado inferiore.

§ 117.

I titoli di cui al n. 4 del precedente paragrafo debbono essere valutati dalle seguenti commissioni tecniche:

a) per gli ufficiali combattenti (RR. CC. esclusi): un generale di divisione, presidente e quattro colonnelli, uno di ciascuna arma, membri;

b) per gli ufficiali dei RR. CC.: comandante in 2° dell'Arma, presidente, un colonnello ed un tenente colonnello dell'Arma, membri;

c) per gli ufficiali di commissariato, di amministrazione e di sussistenza: tenente generale commissario, presidente, un colonnello di S. M., un colonnello di commissariato, un colonnello di amministrazione ed un tenente colonnello di sussistenza, membri.

Per gli ufficiali appartenenti al ruolo tecnico di artiglieria, al corpo sanitario (medici e farmacisti) e veterinario la valutazione dei titoli sopra accennati è fatta dalle Commissioni di cui al § 65 delle presenti norme.

§ 118.

Le Commissioni di cui al paragrafo precedente procedono all'esame dei titoli presentati dai candidati ed assegnano a ciascuno di essi un punto espresso in trentesimi che, a cura del Ministero, è comunicato alle autorità incaricate dei giudizi di vario grado perchè ne tengano conto nel pronunciarsi in merito all'idoneità all'avanzamento a scelta.

§ 119.

Per quanto concerne la procedura da osservarsi per pronunciare i giudizi di vario grado, per le modalità con le quali debbono essere concretati i giudizi stessi, per la inscrizione nei quadri di avanzamento e per le comunicazioni da farsi agli interessati circa la inscrizione, non iscrizione o cancellazione dai quadri, si osservano, se ed in quanto applicabili, le prescrizioni stabilite dalle presenti norme esecutive per gli ufficiali in servizio permanente.

PARTE IV.

DELL'AVANZAMENTO DEGLI UFFICIALI MUTILATI ED INVALIDI RIASSUNTI IN SERVIZIO SEDENTARIO.

§ 120.

Agli ufficiali mutilati e invalidi di guerra riassunti in servizio sedentario presso l'Amministrazione della guerra si applicano, per quel che riguarda l'avanzamento, le disposizioni contenute nel R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3257 e quelle di cui ai paragrafi seguenti.

§ 121.

Per l'accertamento dell'idoneità all'avanzamento degli ufficiali di cui al paragrafo precedente si osservano, in quanto applicabili, le disposizioni stabilite dalla legge 11 marzo 1926, n. 398, per l'accertamento dell'idoneità all'avanzamento degli ufficiali in servizio permanente.

L'avanzamento ha luogo soltanto ad anzianità e l'idoneità dell'ufficiale, nei riguardi delle funzioni sia del proprio grado che del grado superiore, dev'essere valutata in rapporto al servizio sedentario in genere, nonchè, in particolare, all'attitudine a coprire i posti indicati nell'art. 2 del decreto Ministeriale 12 dicembre 1923, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 300 del 22 stesso mese (circolare 745 *Giornale Militare* 1923).

§ 122.

Gli ufficiali riassunti, di cui ai paragrafi precedenti, per conseguire l'avanzamento ai gradi di maggiore e di colonnello, non sono sottoposti agli speciali esami ed esperimenti prescritti dall'art. 3 della citata legge, nè alla precedente e conseguente classifica.

§ 123.

Gli ufficiali riassunti di cui ai paragrafi precedenti, se provenienti dal servizio permanente, sono promossi subito dopo i pari grado che li precedevano nel ruolo del servizio permanente, con l'avvertenza che per quelli che appartengono all'arma di fanteria la promozione ha luogo anche se non esista vacanza nei ruoli organici e per quelli invece che appartengono ad altre armi o corpi le promozioni sono regolate, come per i pari grado del servizio permanente, in base alle vacanze che si verificano nei quadri organici in corrispondenza al grado, all'arma o al corpo di appartenenza del riassunto.

Se provenienti dalle categorie in congedo, gli ufficiali riassunti sono promossi subito dopo i pari-grado di pari anzianità assoluta della rispettiva arma o corpo del ruolo del servizio permanente.

In ogni caso la promozione degli ufficiali riassunti è indipendente dall'esistenza di vacanze in impieghi del grado superiore che possano essere devoluti agli ufficiali di cui si tratta.

§ 124.

Le disposizioni di cui ai precedenti paragrafi si applicano anche agli ufficiali mutilati e invalidi riassunti destinati a prestar servizio presso Amministrazioni dello Stato diverse da quella della Guerra, con le avvertenze che seguono.

Le autorità competenti a pronunciare i giudizi di avanzamento sono quelle indicate al § 108.

Queste, nel giudicare l'ufficiale, terranno conto del rapporto informativo che a tal fine deve annualmente essere redatto in occasione della compilazione delle note caratteristiche per gli impiegati civili delle pubbliche amministrazioni, dal capo del servizio cui l'ufficiale è addetto. In detto rapporto, che non dovrà contenere alcun cenno all'idoneità all'avanzamento dell'ufficiale, saranno chiaramente specificate le qualità morali, di carattere, di condotta e di cultura di lui e sarà esplicitamente dichiarato se egli disimpegna bene le funzioni affidategli.

Nella valutazione dell'idoneità dell'ufficiale, ai sensi del secondo comma del precedente § 121 non si avrà riguardo alla speciale attitudine a coprire i posti indicati nell'art.2 del D. M. 12 dicembre 1923.

Le promozioni saranno regolate, a qualunque arma o corpo l'ufficiale appartenga, indipendentemente dalle vacanze che si verifichino nei ruoli organici del Regio esercito.

§ 125.

L'ufficiale invalido riassunto in servizio sedentario, sia presso l'Amministrazione della guerra che presso altre Amministrazioni, può rinunziare all'avanzamento, secondo le norme del § 36.

§ 126.

L'ufficiale invalido riassunto in servizio sedentario, sia presso l'Amministrazione della guerra che presso altre Amministrazioni, è escluso definitivamente dall'avanzamento:

— se sia stato dichiarato per due volte, anche non consecutive, non idoneo;

— se una volta sia stato dichiarato non idoneo ed una volta cancellato dal quadro di avanzamento;

— se due volte sia stato cancellato dal detto quadro.

Il Ministro: MUSSOLINI.

Variante alle norme esecutive per la prima applicazione della legge 11 marzo 1926, n. 398, sull'avanzamento degli ufficiali del Regio esercito.

Al § 38 delle norme esecutive pubblicate nella *Gazzetta Ufficiale* n. 83 del corrente anno, è sostituito il seguente:

§ 38.

Quando, per malattia o per gravissimi motivi di famiglia debitamente accertati, l'ufficiale già dichiarato idoneo, a senso del § 943 non possa presentarsi agli esperimenti od esami, o se presentatosi debba interromperli, il Ministero potrà consentire — su conforme proposta delle autorità dalle quali l'ufficiale stesso dipende — di rimandarlo agli esperimenti od esami immediatamente successivi.

In tali casi l'ufficiale non è considerato come pretermesso.

Quando l'ufficiale non possa presentarsi agli esperimenti od esami per motivi di servizio insindacabilmente accertati dal Ministero della guerra esso potrà essere rimandato agli esperimenti od esami successivi e sarà considerato a tutti gli effetti come un pretermesso.

p. *Il Ministro*: UGO CAVALLERO.

MINISTERO DELL'INTERNO

DIREZIONE GENERALE DELLA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione a mettere in libera vendita, ad uso di bevanda, l'acqua minerale artificiale nazionale denominata « Alfa ».

Con decreto del Ministro per l'interno in data 25 giugno 1925, n. 49, i signori Bartolini Augusto e Bosso Giovanni sono autorizzati a mettere in libera vendita, ad uso di bevanda, sotto il nome di « Alfa » l'acqua minerale artificiale nazionale preparata nello stabilimento sito in via Giacinto Collegno, 26-bis.

L'acqua sarà messa in vendita in bottiglie di vetro color verde di forma cilindro conica, a fondo piatto di capacità di circa un litro, chiuse con tappo automatico di porcellana portante la scritta « Acqua minerale artificiale Alfa ».

Le bottiglie saranno contrassegnate con etichette rettangolari delle dimensioni di mm. 157 x 111, stampate a caratteri turchini su carta bianca. L'etichetta è delimitata da due linee rette parallele distanti fra loro circa mm. 1/2 ed è divisa da linee pure rette, nel senso dell'altezza, in tre rettangoli. Quello mediano (mm. 116 x 85) porta nella parte superiore un semicerchio raggiato con sovraimpresse le parole « Acqua da tavola » sormontata dagli estremi del decreto Ministeriale di autorizzazione (a caratteri rossi e su due righe) e attraversato dalla firma autografa in rosso del direttore tecnico (Dott. G. Pendola). Al centro, sopra un motivo ornamentale in mezzo a cui campeggia lo stemma della città di Torino, è scritta la parola « Alfa » a caratteri tratteggiati alti mm. 18. Nella parte inferiore è scritto « Acqua minerale artificiale » a caratteri alti mm. 6 e, sotto, la parola « Alfa » a caratteri rossi alti mm. 6 seguita dall'indirizzo dello stabilimento. I due rettangoli laterali sono delle dimensioni di mm. 116 x 33 e portano in alto, in un ovale la parola « Alfa » in basso una figura allegorica. Al centro di essi sono riportate a sinistra i risultati della analisi batteriologica e l'indicazione del laboratorio che ha eseguita l'analisi chimica col nome dell'esecutore; a destra i risultati dell'analisi chimica.

Sul collo della bottiglia viene inoltre applicata una piccola etichetta triangolare ad angoli rotondeggianti, bordata in turchino con impressa in rosso la parola « Alfa » e soprastampate in turchino le indicazioni dell'acqua; il tutto conforme all'esemplare allegato.

Modificazione delle caratteristiche dell'etichetta per la vendita dell'acqua « Pliniana ».

Con decreto del Ministro per l'interno in data 1° luglio 1926 il decreto Ministeriale 15 maggio 1924, n. 27, col quale si autorizzava la vendita dell'acqua Pliniana che sgorga in Riardo (Caserta) per quanto riguarda la descrizione delle etichette deve intendersi modificato come appresso:

Le bottiglie saranno contrassegnate con etichette delle dimensioni di mm. 240 x 125 stampate su carta bianca con caratteri e fregi di color bleu scuro e rossi. Una filettatura rossa delimita sull'etichetta tre spazi rettangolari, di cui due più piccoli laterali ed uno grande mediano. Nei due spazi laterali è circoscritto con linee rette bleu e fregi agli angoli un rettangolo delle dimensioni di mm. 42 x 109; in quello di sinistra sono inserite in lingua italiana e francese alcune notizie sull'uso dell'acqua e sulle sue indicazioni terapeutiche; nel rettangolo di destra sono riportati i risultati delle analisi batteriologica e chimica.

Nello spazio mediano, delle dimensioni di mm. 130 x 115, si nota dall'alto in basso: uno spazio delimitato da linee rosse, nel quale sono inserite in turchino medaglie ed onorificenze assegnate all'acqua: al disotto di questo a caratteri turchino scuro alti mm. 9 le parole « Acqua minerale » e più sotto « Naturale » (altezza dei caratteri mm. 5).

Il centro dell'etichetta è occupato da una targa di color rosso filettata di nero delle dimensioni di mm. 116 x 32 sulla quale spicca a caratteri bianchi alti mm. 19 1/2 il nome dell'acqua « Pliniana ». Nello spazio sottostante sono riportati a caratteri turchini su due righe le parole « effervescente acidula-alcalina-digestiva antiurica » e poi gli estremi del decreto Ministeriale di autorizzazione, fiancheggiate da altre onorificenze, ed a caratteri rossi, su due righe e divise da un fregio in colore turchino il nome della Ditta e quello del Comune e della Provincia in cui sgorga la sorgente e finalmente, a caratteri turchini, le parole « Vetro e turacciolo sterilizzato »; il tutto conforme all'esemplare allegato.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rinnovazione certificati consolidato 3.50 per cento.

Avviso n. 49. (3ª *pubblicazione*).

E' stata chiesta la rinnovazione per deterioramento dei certificati consolidato 3.50 per certo, n. 480157 di L. 630 e n. 435876 di L. 420, intestati a Di Zinno Adelina fu Alfonso, nubile, dom. a Campobasso, vincolati per dote della titolare in contemplazione del suo matrimonio con Ficocelli Michele di Enrico.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, senza che siano state notificate opposizioni, si provvederà alla rinnovazione per traslazione dei certificati predetti, ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico.

Roma, 12 marzo 1926.

Il direttore generale: CIRILLO.

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

Direzione generale del lavoro, della previdenza e del credito.

Bollettino N. 151

CORSO MEDIO DEI CAMBI

del giorno 12 luglio 1926

	Media		Media
Parigi	75 51	Romania	13 50
Londra	142 837	Pesos oro (argentino)	27 15
Svizzera	569 15	Pesos carta (argent.)	11 90
Olanda	11 82	New-York	29 541
Spagna	466 75	Dollaro canadese	29 58
Belgio	67 05	Belgrado	53 50
Berlino	7 05	Budapest	0 0422
Vienna (Shilling)	4 25	Russia	148 15
Albania	570 —	Norvegia	6 43
Praga	86 75	Oro	570 —

Media dei consolidati negoziati a contanti.

Con godimento in corso.

CONSOLIDATI	3.50 % netto (1906)	67 65
	3.50 % » (1902)	61 —
	3.00 % lordo	43 —
	5.00 % netto	91 85
	Obbligazioni delle Venezie 3.50 %	67 85

BANDI DI CONCORSO

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

Concorso al posto di insegnante titolare di matematica nel Regio istituto commerciale di Catania.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto il R. decreto-legge 15 maggio 1924, n. 749, sull'istruzione media commerciale, ed il relativo regolamento provato con R. decreto 28 maggio 1925, n. 1190;

Visto il R. decreto-legge 31 marzo 1925, n. 363;

Visto il decreto Ministeriale 3 dicembre 1924, registrato alla Corte dei conti il 17 dicembre 1924, registro n. 11, Ministero economia nazionale, foglio, n. 99, con il quale è approvato l'organico del personale del Regio istituto commerciale « Giuseppe De Felice Giuffrida » in Catania;

Decreta:

E' aperto il concorso per esami e per titoli al posto di insegnante titolare di matematica nel Regio istituto commerciale di Catania.

I concorrenti debbono far pervenire al Ministero (Direzione generale del commercio) domanda in carta bollata da L. 3, alla quale devono essere uniti i seguenti documenti:

1° attestato di nascita;

2° certificato di cittadinanza italiana e, per gli italiani non regnicoli, documenti che comprovino la loro nazionalità;

3° certificato di un medico provinciale o militare o dell'ufficiale sanitario del Comune da cui risulti che il concorrente è di sana costituzione ed esente da imperfezioni fisiche tali da impedirgli l'adempimento dei doveri dell'ufficio;

4° certificato generale penale;

5° certificato di moralità rilasciato dal Comune dove il concorrente risiede con la dichiarazione del fine per cui il certificato è richiesto;

6° fotografia autenticata;

7° diploma di laurea in matematica;

8° certificato dei punti conseguiti nei singoli esami speciali universitari;

9° ricevuta dalla quale risulti il pagamento della tassa di ammissione al concorso di L. 60 fatto al Regio istituto commerciale di Catania;

10° cenno riassuntivo in carta libera, degli studi fatti, della carriera didattica o della carriera professionale percorsa. Le notizie principali contenute nel cenno riassuntivo debbono essere comprovate dai relativi documenti;

11° elenco in carta libera ed in duplice copia dei documenti e pubblicazioni che si presentano.

Ai documenti di rito i concorrenti possono unire tutti gli altri titoli che ritengono opportuno di presentare nel proprio interesse, come pure pubblicazioni.

Tutti i documenti di rito debbono essere presentati in originale od in copia autentica ed essere debitamente legalizzati.

I certificati indicati nei numeri 3, 4 e 5 debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella di pubblicazione del bando di concorso: la fotografia deve essere autenticata da non oltre un anno.

Il personale di ruolo delle scuole Regie, nonchè gli impiegati di ruolo dello Stato, sono dispensati dal presentare i documenti di cui ai numeri 3, 4 e 5 purchè comprovino la loro qualità e la loro permanenza in servizio alla data di pubblicazione del presente bando.

Coloro che partecipano ad altri concorsi indetti dal Ministero dell'economia nazionale possono far riferimento, nella domanda ai documenti già esibiti, ma devono presentare la ricevuta, il cenno riassuntivo e l'elenco di cui ai precedenti numeri 9, 10 e 11. E' peraltro escluso il riferimento a documenti, che si trovino presso altre Amministrazioni.

I documenti inviati al Ministero separatamente dalla domanda di ammissione debbono essere accompagnati da lettera nella quale sia specificato il concorso per il quale i documenti stessi sono spediti.

Nella domanda deve essere indicato esattamente l'indirizzo per le eventuali comunicazioni e per la restituzione dei titoli e dei documenti.

Il giorno di arrivo della domanda è stabilito dal bollo a data apposto dal competente ufficio del Ministero.

Non è tenuto conto delle domande che pervengono al Ministero dopo la scadenza del termine stabilito, qualunque sia la data di presentazione all'ufficio di partenza.

Non si accettano documenti o titoli dopo che la Commissione giudicatrice ha iniziato i suoi lavori.

Il Ministero non assume alcuna responsabilità per guasti, deterioramenti o smarrimenti che potessero per qualsiasi causa verificarsi.

Il servizio militare di guerra sarà valutato pari al servizio di insegnamento. Nella valutazione dei titoli la Commissione giudicatrice terrà conto, a parità di merito, delle preferenze stabilite dall'art. 21 del R. decreto-legge 11 novembre 1923, n. 2395.

Il vincitore del concorso sarà nominato per un biennio titolare in prova e ad esso verrà assegnato lo stipendio iniziale annuo di L. 11,600 oltre al supplemento di servizio attivo di L. 2800 ed alle indennità caro-viveri assegnate al personale delle Amministrazioni dello Stato.

Se il vincitore del concorso è già insegnante di ruolo di scuole Regie egli conserva, agli effetti degli aumenti periodici, l'anzianità conseguita presso l'Amministrazione da cui proviene nel grado dell'ordinamento gerarchico del personale della Amministrazione dello Stato corrispondente a quello assegnato ai professori dei Regi istituti commerciali.

I concorrenti dichiarati idonei possono, in ordine di graduatoria, essere nominati in altri Regi istituti commerciali su proposta o col consenso del Consiglio di amministrazione dell'istituto, purchè non sia trascorso un biennio dalla data di approvazione degli atti del concorso e sempre che alla cattedra vacante non sia possibile provvedere mediante trasferimento.

Il vincitore del concorso dovrà assumere servizio appena avvenuta la nomina.

Il termine utile per la presentazione delle domande è fissata a due mesi dalla pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente decreto.

Roma, addì 8 luglio 1926.

Il Ministro: BELLUZZO.

Concorso al posto di insegnante titolare di lingua tedesca nel Regio istituto commerciale di Padova.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto il R. decreto-legge 15 maggio 1924, n. 749, sull'istruzione media commerciale, ed il relativo regolamento approvato con R. decreto 28 maggio 1925, n. 1190;

Visto il R. decreto-legge 31 marzo 1925, n. 363;
Visto il decreto Ministeriale 14 ottobre 1922, registrato alla Corte dei conti il 7 novembre 1922, registro n. 6 Ministero industria, commercio e lavoro, foglio n. 318, con il quale è approvato l'organico del personale del Regio istituto commerciale di Padova;

Decreta:

E' aperto il concorso per esami e per titoli al posto di insegnante titolare di lingua tedesca nel Regio istituto commerciale di Padova.

I concorrenti debbono far pervenire al Ministero (Direzione generale del commercio) domanda in carta bollata da L. 3, alla quale devono essere uniti i seguenti documenti:

1° attestato di nascita;

2° certificato di un medico provinciale o militare o dell'ufficiale sanitario del Comune da cui risulti che il concorrente è di sana costituzione ed esente da imperfezioni fisiche tali da impedirgli l'adempimento dei doveri dell'ufficio;

3° certificato generale penale;

4° certificato di moralità rilasciato dal Comune dove il concorrente risiede con la dichiarazione del fine per cui il certificato è richiesto;

5° fotografia autenticata;

6° diploma di laurea in lingua tedesca, conseguita nel Regio Istituto superiore di scienze economiche e commerciali di Venezia, o diploma di abilitazione all'insegnamento della lingua tedesca o diploma di laurea in lettere o diploma di magistero;

7° certificato dei punti conseguiti nei singoli esami speciali;

8° ricevuta dalla quale risulti il pagamento della tassa di ammissione al concorso di L. 60 fatto al Regio istituto commerciale di Padova;

9° cenno riassuntivo in carta libera, degli studi fatti, della carriera didattica e della carriera professionale percorsa. Le notizie principali contenute nel cenno riassuntivo debbono essere comprovate dai relativi documenti;

10° elenco in carta libera ed in duplice copia dei documenti e pubblicazioni che si presentano.

Ai documenti di rito i concorrenti possono unire tutti gli altri titoli, che ritengono opportuno di presentare nel proprio interesse, come pure pubblicazioni.

Tutti i documenti di rito debbono essere presentati in originale od in copia autentica ed essere debitamente legalizzati.

I certificati indicati nei numeri 2, 3 e 4 debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella di pubblicazione del bando di concorso: la fotografia deve essere autenticata da non oltre un anno.

Il personale di ruolo delle scuole Regie, nonchè gli impiegati di ruolo dello Stato, sono dispensati dal presentare i documenti di cui ai numeri 2, 3 e 4 purchè comprovino la loro qualità e la loro permanenza in servizio alla data di pubblicazione del presente bando.

Coloro che partecipano ad altri concorsi indetti dal Ministero dell'economia nazionale possono far riferimento nella domanda ai documenti già esibiti, ma devono presentare la ricevuta, il cenno riassuntivo e l'elenco di cui ai precedenti numeri 8, 9 e 10. E' peraltro escluso il riferimento a documenti, che si trovino presso altre Amministrazioni.

I documenti inviati al Ministero separatamente dalla domanda di ammissione debbono essere accompagnati da lettera nella quale sia specificato il concorso per il quale i documenti stessi sono spediti.

Nella domanda deve essere indicato esattamente l'indirizzo per le eventuali comunicazioni e per la restituzione dei titoli e dei documenti.

Il giorno di arrivo della domanda è stabilito dal bollo a data apposto dal competente ufficio del Ministero.

Non è tenuto conto delle domande che pervengano al Ministero dopo la scadenza del termine stabilito, qualunque sia la data di presentazione all'ufficio di partenza.

Non si accettano documenti o titoli dopo che la Commissione giudicatrice ha iniziato i suoi lavori.

Il Ministero non assume alcuna responsabilità per guasti, deterioramenti o smarrimenti che potessero per qualsiasi causa verificarsi.

Il servizio militare di guerra sarà valutato pari al servizio di insegnamento. Nella valutazione dei titoli la Commissione giudicatrice terrà conto a parità di merito, delle preferenze stabilite dall'art. 21 del R. decreto-legge 11 novembre 1923, n. 2395.

Il vincitore del concorso sarà nominato per un biennio titolare in prova e ad esso verrà assegnato lo stipendio iniziale annuo di L. 11,600 oltre al supplemento di servizio attivo di L. 2800 ed alle indennità caro-viveri assegnate al personale delle Amministrazioni dello Stato.

Se il vincitore del concorso è già insegnante di ruolo di scuole Regie egli conserva, agli effetti degli aumenti periodici, l'anzianità conseguita presso l'Amministrazione da cui proviene nel grado dell'ordinamento gerarchico del personale dell'Amministrazione dello Stato corrispondente a quello assegnato ai professori dei Regi istituti commerciali.

I concorrenti dichiarati idonei possono, in ordine di graduatoria, essere nominati in altri Regi istituti commerciali su proposta e col consenso del Consiglio di amministrazione dell'Istituto, purchè non sia trascorso un biennio dalla data di approvazione degli atti del concorso e sempre che alla cattedra vacante non sia possibile provvedere mediante trasferimento.

Il vincitore del concorso dovrà assumere servizio appena avvenuta la nomina.

Il termine utile per la presentazione delle domande è fissato in due mesi dalla pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente decreto.

Roma, addì 8 luglio 1926.

Il Ministro: BELLUZZO.

Concorso al posto di insegnante titolare di storia e geografia nel Regio istituto commerciale di Trieste.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto il R. decreto-legge 15 maggio 1924, n. 749, sull'istruzione media commerciale, ed il relativo regolamento approvato con R. decreto 28 maggio 1925, n. 1190;

Visto il R. decreto-legge 31 marzo 1925, n. 363;

Visto il decreto Ministeriale 6 aprile 1926, registrato alla Corte dei conti il 22 aprile 1926, registro n. 3, Ministero economia nazionale, foglio n. 322, con il quale è approvato l'organico del personale del Regio istituto-scuola commerciale di Trieste;

Decreta:

E' aperto il concorso per esami e per titoli al posto di insegnante titolare di storia e geografia nel Regio istituto commerciale di Trieste.

I concorrenti debbono far pervenire al Ministero (Direzione generale del commercio) domanda in carta bollata da L. 3, alla quale devono essere uniti i seguenti documenti:

1° attestato di nascita;

2° certificato di cittadinanza italiana e, per gli italiani non regnicoli, documenti che comprovino la loro nazionalità;

3° certificato di un medico provinciale o militare o dell'ufficiale sanitario del Comune da cui risulti che il concorrente è di sana costituzione ed esente da imperfezioni fisiche tali da impedirgli l'adempimento di doveri dell'ufficio;

4° certificato generale penale;

5° certificato di moralità rilasciato dal Comune dove il concorrente risiede con la dichiarazione del fine per cui il certificato è richiesto;

6. fotografia autenticata;

7° diploma di laurea in lettere o diploma di laurea in scienze economiche e commerciali;

8° certificato dei punti conseguiti nei singoli esami speciali universitari;

9° ricevuta dalla quale risulti il pagamento della tassa di ammisione al concorso, di L. 60, fatto al Regio istituto commerciale di Trieste;

10° cenno riassuntivo in carta libera degli studi fatti, della carriera didattica e della carriera professionale percorsa. Le notizie principali contenute nel cenno riassuntivo debbono essere comprovate dai relativi documenti;

11° elenco in carta libera ed in duplice copia dei documenti e pubblicazioni che si presentano.

Ai documenti di rito i concorrenti possono unire tutti gli altri titoli, che ritengono opportuno di presentare nel proprio interesse, come pure pubblicazioni.

Tutti i documenti di rito debbono essere presentati in originale od in copia autentica ed essere debitamente legalizzati.

I certificati indicati nei numeri 3, 4 e 5 debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella di pubblicazione del bando di concorso: la fotografia deve essere autenticata da non oltre un anno.

Il personale di ruolo delle scuole Regie, nonchè gli impiegati di ruolo dello Stato, sono dispensati dal presentare i documenti di cui ai numeri 3, 4 e 5 purchè comprovino la loro qualità e la loro permanenza in servizio alla data di pubblicazione del presente bando.

Coloro che partecipano ad altri concorsi indetti dal Ministero dell'economia nazionale possono far riferimento nella domanda ai documenti già esibiti, ma devono presentare la ricevuta, il cenno riassuntivo e l'elenco di cui ai precedenti numeri 9, 10 e 11. E' pe-

raltro escluso il riferimento a documenti, che si trovino presso altre Amministrazioni.

I documenti inviati al Ministero separatamente dalla domanda di ammissione debbono essere accompagnati da lettera nella quale sia specificato il concorso per il quale i documenti stessi sono spediti.

Nella domanda deve essere indicato esattamente l'indirizzo per le eventuali comunicazioni e per la restituzione dei titoli e dei documenti.

Il giorno di arrivo della domanda è stabilito dal bollo a data apposto dal competente ufficio del Ministero.

Non è tenuto conto delle domande che pervengano al Ministero dopo la scadenza del termine stabilito, qualunque sia la data di presentazione all'ufficio di partenza.

Non si accettano documenti o titoli dopo che la Commissione giudicatrice ha iniziato i suoi lavori.

Il Ministero non assume alcuna responsabilità per guasti, deterioramenti o smarrimenti che potessero per qualsiasi causa verificarsi.

Il servizio militare di guerra sarà valutato pari al servizio di insegnamento. Nella valutazione dei titoli la Commissione giudicatrice terrà conto a parità di merito, delle preferenze stabilite dall'art. 21 del R. decreto-legge 11 novembre 1923, n. 2395.

Il vincitore del concorso sarà nominato per un biennio titolare in prova e ad esso verrà assegnato lo stipendio iniziale annuo di L. 11,600 oltre al supplemento di servizio attivo di L. 2800 ed alle indennità caro-viveri assegnate al personale delle Amministrazioni dello Stato.

Se il vincitore del concorso è già insegnante di ruolo di scuole Regie egli conserva, agli effetti degli aumenti periodici, l'anzianità conseguita presso l'Amministrazione da cui proviene nel grado dell'ordinamento gerarchico del personale dell'Amministrazione dello Stato corrispondente a quello assegnato ai professori dei Regi istituti commerciali.

I concorrenti dichiarati idonei possono, in ordine di graduatoria, essere nominati in altri Regi istituti commerciali su proposta e col consenso del Consiglio di amministrazione dell'Istituto, purchè non sia trascorso un biennio dalla data di approvazione degli atti del concorso e sempre che alla cattedra vacante non sia possibile provvedere mediante trasferimento.

Il vincitore del concorso dovrà assumere servizio appena avvenuta la nomina.

Il termine utile per la presentazione delle domande è fissato in due mesi dalla pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente decreto.

Roma, addì 8 luglio 1926.

Il Ministro: BELLUZZO

Concorso al posto di insegnante titolare di lingua inglese nel Regio istituto commerciale di Vasto.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto il R. decreto-legge 15 maggio 1924, n. 749, sull'istruzione media commerciale, ed il relativo regolamento approvato con R. decreto 28 maggio 1925, n. 1190;

Visto il R. decreto-legge 31 marzo 1925, n. 363;

Visto il decreto Ministeriale 18 agosto 1925, registrato alla Corte dei conti il 24 agosto 1925, registro n. 6 Ministero economia nazionale, foglio n. 179, con il quale è approvato l'organico del personale del Regio istituto commerciale di Vasto;

Decreta:

E' aperto il concorso per esami e per titoli al posto di insegnante titolare di lingua inglese nel Regio istituto commerciale di Vasto.

I concorrenti debbono far pervenire al Ministero (Direzione generale del commercio) domanda in carta bollata da L. 3, alla quale devono essere uniti i seguenti documenti:

1° attestato di nascita;

2° certificato di un medico provinciale o militare o dell'ufficiale sanitario del Comune da cui risulti che il concorrente è di sana costituzione ed esente da imperfezioni fisiche tali da impedirgli l'adempimento dei doveri dell'ufficio;

3° certificato generale penale;

4° certificato di moralità rilasciato dal Comune dove il concorrente risiede con la dichiarazione del fine per cui il certificato è richiesto;

5° fotografia autenticata;

6° diploma di laurea in lingua inglese, conseguita nel Regio istituto superiore di scienze economiche e commerciali di Venezia, o diploma di abilitazione all'insegnamento della lingua inglese o diploma di laurea in lettere o diploma di Magistero;

7° certificato dei punti conseguiti nei singoli esami speciali;

8° ricevuta dalla quale risulti il pagamento della tassa di ammissione al concorso di L. 60 fatto al Regio istituto commerciale di Vasto;

9° cenno riassuntivo in carta libera, degli studi fatti, della carriera didattica e della carriera professionale percorsa. Le notizie principali contenute nel cenno riassuntivo debbono essere comprovate dai relativi documenti;

10° elenco in carta libera ed in duplice copia dei documenti e pubblicazioni che si presentano.

Ai documenti di rito i concorrenti possono unire tutti gli altri titoli, che ritengono opportuno di presentare nel proprio interesse, come pure pubblicazioni.

Tutti i documenti di rito debbono essere presentati in originale od in copia autentica ed essere debitamente legalizzati.

I certificati indicati nei numeri 2, 3 e 4 debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella di pubblicazione del bando di concorso: la fotografia deve essere autenticata da non oltre un anno.

Il personale di ruolo delle scuole Regie, nonchè gli impiegati di ruolo dello Stato, sono dispensati dal presentare i documenti di cui ai numeri 2, 3 e 4 purchè comprovino la loro qualità e la loro permanenza in servizio alla data di pubblicazione del presente bando.

Coloro che partecipano ad altri concorsi indetti dal Ministero dell'economia nazionale possono far riferimento nella domanda ai documenti già esibiti, ma devono presentare la ricevuta, il cenno riassuntivo e l'elenco di cui ai precedenti numeri 8, 9 e 10. E' peraltro escluso il riferimento a documenti, che si trovino presso altre Amministrazioni.

I documenti inviati al Ministero separatamente dalla domanda di ammissione debbono essere accompagnati da lettera nella quale sia specificato il concorso per il quale i documenti stessi sono spediti.

Nella domanda deve essere indicato esattamente l'indirizzo per le eventuali comunicazioni e per la restituzione dei titoli e dei documenti.

Il giorno di arrivo della domanda è stabilito dal bollo a data apposto dal competente ufficio del Ministero.

Non è tenuto conto delle domande che pervengano al Ministero dopo la scadenza del termine stabilito, qualunque sia la data di presentazione all'ufficio di partenza.

Non si accettano documenti o titoli dopo che la Commissione giudicatrice ha iniziato i suoi lavori.

Il Ministero non assume alcuna responsabilità per guasti, deterioramenti o smarrimenti che potessero per qualsiasi causa verificarsi.

Il servizio militare di guerra sarà valutato pari al servizio di insegnamento. Nella valutazione dei titoli la Commissione giudicatrice terrà conto a parità di merito, delle preferenze stabilite dall'art. 21 del R. decreto-legge 11 novembre 1923, n. 2395.

Il vincitore del concorso sarà nominato per un biennio titolare in prova e ad esso verrà assegnato lo stipendio iniziale annuo di L. 11,600 oltre al supplemento di servizio attivo di L. 2800 ed alle indennità caro-viveri assegnate al personale delle Amministrazioni dello Stato.

Se il vincitore del concorso è già insegnante di ruolo di scuole Regie egli conserva, agli effetti degli aumenti periodici, l'anzianità conseguita presso l'Amministrazione da cui proviene nel grado dell'ordinamento gerarchico del personale dell'Amministrazione dello Stato corrispondente a quello assegnato ai professori dei Regi istituti commerciali.

I concorrenti dichiarati idonei possono, in ordine di graduatoria, essere nominati in altri Regi istituti commerciali su proposta e col consenso del Consiglio di amministrazione dell'Istituto, purchè non sia trascorso un biennio dalla data di approvazione degli atti del concorso e sempre che alla cattedra vacante non sia possibile provvedere mediante trasferimento.

Il vincitore del concorso dovrà assumere servizio appena avvenuta la nomina.

Il termine utile per la presentazione delle domande è fissato in due mesi dalla pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente decreto.

Roma, addì 8 luglio 1926.

Il Ministro: BELLUZZO

TOMMASI CAMILLO *gerente*

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.